



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, tests publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30.

UNIVERSITE D'OTTAWA

LA FORET DENATUREE:
LES DISCOURS SUR LA CONSERVATION DE LA FORET QUEBECOISE
AU TOURNANT DU XX^e SIECLE

THESE DE MAITRISE ES ARTS
HISTOIRE DU CANADA

PAR:
MICHEL F. GIRARD

DEPOSEE LE 28 JANVIER 1988



Michel Girard, Ottawa, Canada, 1988.

Permission has been granted to the National Library of Canada to microfilm this thesis and to lend or sell copies of the film.

The author (copyright owner) has reserved other publication rights, and neither the thesis nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her written permission.

L'autorisation a été accordée à la Bibliothèque nationale du Canada de microfilmer cette thèse et de prêter ou de vendre des exemplaires du film.

L'auteur (titulaire du droit d'auteur) se réserve les autres droits de publication; ni la thèse ni de longs extraits de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation écrite.

ISBN 0-315-46771-1



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier Jean-Pierre Charland, professeur à l'Université d'Ottawa, qui a bien voulu superviser cette thèse. Sa patience et ses sages conseils ont été très appréciés. Je remercie également l'École des études supérieures et de la recherche de l'Université d'Ottawa, qui m'a octroyé une bourse de recherche, ainsi que Pierre Savard, le Directeur du département d'histoire et Chad Gaffield, du Comité des études supérieures, pour leur soutien. Enfin, je dois remercier Michèle, mon épouse, qui m'a encouragé et appuyé au cours de cette entreprise.

TABLE DES MATIERES

Remerciements	p. I
Table des matières	p. 1
Table des graphiques	p. 2
Introduction	p. 3
Chapitre 1: «Où s'en va notre patrimoine»? l'éveil du mouvement de la conservation au Québec:	p. 9
a) à qui appartient la terre?	p. 9
b) deux visions de la forêt s'entrechoquent	p. 17
c) premiers discours sur la conservation au Québec	p. 19
d) le <u>Naturaliste canadien</u>	p. 21
e) la Société de géographie de Québec	p. 31
f) les chasseurs et les pêcheurs	p. 47
Chapitre 2: «Conserver, c'est produire plus»: le discours des nouveaux spécialistes de la foresterie	p. 69
a) les entomologues en guerre contre les insectes forestiers	p. 70
b) les ingénieurs-forestiers et l'Association forestière canadienne	p. 79
c) l'utopie d'une forêt domestiquée	p. 96
d) Elwood Wilson et le reboisement	p. 103
e) l'impact de la crise	p. 115
Chapitre 3: «Protégeons ce qui nous reste»: le discours de l'État à l'ère nouvelle des pâtes et papiers	p. 122
a) 1870-1890: l'âge d'or du bois d'oeuvre	p. 125
b) 1891-1918: la croissance de l'industrie des pâtes et papiers	p. 132
c) 1919-1929: «protégeons ce qui nous reste»	p. 143
d) 1930-1939: les effets de la crise sur les politiques forestières québécoises	p. 150
Conclusion	p. 156
Annexe1 Historiographie des ouvrages se rapportant à la forêt québécoise	p. 162
Bibliographie	p. 178

TABLE DES GRAPHIQUES

1) Nombre de pages sur la forêt dans le <u>Naturaliste canadien</u> : 1868-1932	p. 24
2) La place réservée à la forêt dans les <u>Bulletins</u> de la Société de géographie de Québec: 1880-1929	p. 36
3) Nombre de copies de <u>Rod and Gun</u> vendues: 1900-1935	p. 48
4) Pourcentage d'articles sur la conservation dans <u>Rod and Gun</u>	p. 51
5) Nombre d'articles sur la disparition du gibier et du poisson dans <u>Rod and Gun</u>	p. 52
6) Relation entre deux types de conservation dans <u>Rod and Gun</u>	p. 54
7) Nombre de membres de la Quebec Society for the Protection of Plants: 1908-1948.	p. 71
8) Pourcentage d'articles sur la forêt retrouvés dans les rapports annuels de la Quebec Society for the Protection of Plants: 1908-1944	p. 73
9) Nombre de membres de l'Association forestière canadienne: 1900-1958	p. 84
10) Couverture média des congrès de l'A.F.C. chez les journaux francophones: 1906-1911	p. 84
11) Nombre de copies vendues selon le <u>Canadian Newspaper Directory</u>	p. 85
12) Nombre d'articles publiés: congrès de Winnipeg de 1913	p. 85
13) Nombre d'articles concernant la foresterie dans le <u>I.F.O.</u>	p. 87
14) Nombre d'arbres plantés entre 1925 et 1929 par l'industrie	p. 114
15) Revenus et dépenses du département des Terres et forêts: 1870-1890	p. 132
16) Dépenses du ministère des Terres et forêts pour l'arpentage, la protection des forêts et le reboisement: 1900-1918	p. 142
17) Revenus et Dépenses du M.T.F.: 1891-1918	p. 142
18) Nombre d'arbres plantés et vendus par le Service forestier: 1914-1939	p. 147
19) Revenus et dépenses du M.T.F.: 1919-1939	p. 152
20) Dépenses du M.T.F. pour l'arpentage, la protection des forêts et le reboisement: 1919-1939	p. 153

INTRODUCTION

À la fin du XIXe siècle, l'Occident prend conscience que les activités humaines peuvent avoir un impact néfaste sur le milieu naturel. Alors que s'accélère l'urbanisation et se développent de nouvelles industries, beaucoup d'individus réalisent que les ressources naturelles ne sont pas illimitées et qu'elles ne peuvent se renouveler sans être protégées des abus des hommes. Aux États-Unis, cette vague d'intérêt donne lieu à un véritable mouvement de la conservation de la forêt, qui promouvoit la formation de parcs nationaux et de réserves forestières, l'établissement des premières conventions internationales pour la protection d'animaux, et l'application des premières mesures contre la pollution dans les grands centres urbains.

Au début du XXe siècle, les Québécois, tout comme les autres Canadiens, parlent aussi de conservation de la forêt. En effet, le développement rapide de l'industrie des pâtes et papiers, qui consomme d'énormes quantités de bois, fait peur à plus d'un défenseur du patrimoine, et inquiète les politiciens, les fonctionnaires et les marchands de bois. La production de pâte et de papier passe de 786 tonnes par jour en 1900 à 4,872 tonnes par jour en 1920, et le nombre d'établissements passe de 26 à 46 durant la même période.⁽¹⁾ La croissance de la demande est telle que personne ne peut prédire le moment où elle sera stabilisée. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que des gens de différents milieux se demandent quel sera l'impact du déboisement massif sur le climat, les rivières, la faune et la flore de la province. On s'interroge sur les moyens à prendre pour contrôler les effets néfastes entraînés par la coupe, car on s'inquiète de voir un jour la province manquer de bois.

Durant la première décennie du XXe siècle, plusieurs solutions intéressantes sont même proposées par différentes organisations. La première a été la plus réaliste: limiter tout simplement la récolte de bois permise pour permettre à la forêt de se régénérer. Mais une telle interférence dans les mécanismes du marché et de la libre-entreprise n'est pas acceptable et est vite écartée. Il faut trouver une solution qui favorise à la fois la croissance continue de l'économie et la conservation du territoire. La création de grandes réserves forestières où l'exploitation forestière serait contrôlée par l'État, est aussi proposée. L'État créera bien de grandes réserves mais ne semble pas avoir les moyens de contrôler la coupe sur d'aussi grands territoires. Le reboisement à grande échelle des territoires exploités par l'industrie ou abandonnés par les colons est aussi proposé. Mais cette mesure est rejetée par l'État à cause des coûts, jugés trop élevés, et des possibilités d'échec inhérentes à cette méthode encore expérimentale. Ce sont les ingénieurs forestiers et les entomologues, ces nouveaux spécialistes de la foresterie, qui offrent alors une solution qui satisfait les besoins de l'État: contrôler tout le milieu naturel afin d'éliminer les insectes nuisibles aux essences commerciales, maîtriser les feux de forêts et intervenir ensuite dans les mécanismes de reproduction de la forêt après le passage des équipes de coupe afin d'y favoriser une régénération «naturelle», et rapide, d'essences commercialisables.

Il faudra attendre les années 1920 pour voir l'État accepter de faire sa part et de «protéger» les forêts qui restent contre les incendies de forêt. Mais le gouvernement refusera toujours d'investir des sommes importantes pour assister les ingénieurs forestiers dans leur travail sur le terrain et y faire pousser autre chose que de la «fardoche». L'inaction de l'État dans le domaine de la régénération de la forêt exploitée est telle que c'est le secteur privé qui plante le plus d'arbres au Québec. Durant les années 1920, en effet, Ellwood

Wilson, de la Laurentide Paper Company, mène le bal en plantant plus de 3 millions d'arbres par année sur des territoires acquis par la compagnie près de l'usine. Le reboisement intensif des territoires avoisinant les industries gagne en popularité tout au long des années 1920 et en fait une méthode sylvicole des plus prometteuses. Mais ce n'est qu'à la fin des années 1920 que l'État se décide enfin à en planter une quantité comparable, sur les territoires des réserves cantonales. En fait, tout au long des années 1900-1930, les fonctionnaires veulent éviter à tout prix d'aborder les questions vitales que posent les différents intervenants en matière de conservation des forêts: quelles sont les limites de coupe que les différents oekoumènes peuvent supporter et qui doit payer la note pour régénérer les territoires dévastés?

Malheureusement, la Crise de 1929 et la dépression qui la suit saperont complètement l'intérêt public aux problèmes de la conservation des forêts de même que les initiatives de reboisement de l'industrie. Dans ce contexte, l'État ne poursuivra son programme de reboisement durant les années 1930 que pour donner de l'emploi aux chômeurs de la ville. Il faudra attendre les années 1970 avant de voir le reboisement refaire surface parmi les méthodes sylvicoles populaires pour régénérer la forêt exploitée. Mais ces questions de fond n'ont toujours pas été abordées sérieusement au Québec.

En m'attachant à une perspective qui tienne compte de considérations écologiques, on me reprochera peut-être de m'éloigner des sentiers tracés par la génération précédente d'historiens qui préfèrent étudier les relations entre humains sous des angles économiques, sociaux, ou démographiques, et n'apportent qu'un intérêt minime aux facteurs écologiques dans leurs différentes interprétations historiques. Cependant, chaque génération «réinvente» l'histoire, selon les besoins de la société où évolue les historiens:

selon les questions, les problèmes, les débats et les crises qui caractérisent chaque époque. Or, depuis plusieurs décennies partout dans le monde, on accorde de nouveau une grande importance au problème de la détérioration de la nature, et ce, dans un nombre croissant de disciplines intellectuelles. Aux États-Unis, l'écologie historique (environmental history) contribue maintenant à apporter des éléments de réponse nouveaux à des problèmes classiques. Le résumé historiographique présenté en annexe 1 illustre bien cette lacune au pays. Les historiens comme A.R.M. Lower et Normand Séguin par exemple, qui ont abondamment écrit sur la forêt, ont limité leur analyse aux batailles entre différents groupes sociaux pour se l'approprier, sans discuter des conséquences de ces assauts sur les sols, la faune ou l'hydrographie. Les historiens canadiens ne peuvent plus se permettre d'ignorer les liens étroits entre l'humain et la nature. Ils se doivent d'y consacrer temps, énergies et réflexions.

Pour réaliser ce travail, il a été nécessaire d'utiliser une grande variété de sources. La multiplicité des intervenants qui s'inquiètent soudainement de l'impact humain sur la nature nous indique qu'au tournant du siècle, une grande variété de gens provenant de milieux différents se sont intéressés à la forêt et à sa conservation. Les sources imprimées, telles les périodiques, les rapports annuels et les rapports de recherche, permettent de saisir les points de vue des individus et des groupes, de déterminer de façon assez précise les publics visés, de trouver quelles furent les idées en vogue à chaque époque et d'évaluer leur effet sur les politiques publiques et les pratiques de l'industrie. Ces publications seront scrutées attentivement. Parce que cette étude s'attache au discours (c'est à dire l'exposition publique d'idées, de valeurs et de faits via des média accessibles qui contribuent à former l'opinion publique sur un sujet donné), les sources manuscrites (par définition privées) parfois disponibles ne nous ont apporté qu'un complément d'information. (2).

Dans un premier temps, nous présenterons la naissance du mouvement de la conservation aux Etats-Unis avant de discuter des premières interrogations publiques sur l'avenir du patrimoine forestier au Québec par le biais de trois publications. Le Naturaliste canadien, qui intéressait les naturalistes, ces ancêtres des écologistes d'aujourd'hui, fut publié dès 1868 par l'abbé Provancher, puis repris par le chanoine Huart au tournant du siècle. Les Bulletins de la Société de géographie de Québec, publiés à partir de 1880 et distribués dans près d'une centaine de bibliothèques au Québec, ont présenté une multitude d'informations sur la condition des forêts à travers le monde. Enfin, la revue de chasse et pêche Rod and Gun, un mensuel dont le premier numéro paraît en 1899, était voué pour sa part à la conservation du gibier, du poisson et des forêts durant les années 1900 et 1910.

Le deuxième chapitre concernera les solutions au problème de la conservation de la forêt proposées par les nouveaux spécialistes de la foresterie que sont les entomologues et les ingénieurs forestiers. L'évolution du discours des entomologues est tiré en grande partie des rapports annuels de la Quebec Society for the Protection of Plants, une association fondée en 1908 par James Lockhead du collège Macdonald à Sainte-Anne de Bellevue, près de Montréal. Les différents discours des ingénieurs forestiers proviennent surtout du Forestry Magazine puis du Illustrated Forest and Outdoors, des publications de l'Association forestière canadienne. L'A.F.C. est un regroupement d'individus qui encourageait la conservation des forêts selon les méthodes de la science de la foresterie et qui comptait plus de 30 000 membres durant la fin des années 1920, dont au moins 6,000 au Québec.

Le troisième chapitre reprendra les discours de l'Etat en matière de conservation des forêts, grâce aux Rapports annuels du ministère des Terres

et forêts, qui a la responsabilité d'administrer les territoires forestiers publics.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, définissons trois termes utilisés dans le cours de ce travail. La «préservation» de la forêt signifie la garder à l'état sauvage, et y réduire au strict minimum les interventions humaines. Les parcs nationaux sont des territoires qui remplissent ces objectifs. Définir le concept de «conservation» est plus difficile, car sa signification change selon l'intervenant. Mais à moins d'avis contraire, le terme signifiera limiter les coupes dans une forêt afin que sa santé ne soit pas affectée et qu'elle continue de prospérer sans modifications importantes. Donc conserver la forêt, c'est contrôler la coupe et limiter la récolte. Cependant, on verra qu'à partir des années 1920, le concept changera de signification. Par conservation on voudra dire non pas consommer moins d'arbres mais en produire plus. Enfin, «Protéger la forêt» signifie intervenir dans les processus de la nature afin de contrôler les éléments qui affectent la croissance optimale des arbres commercialisables. Donc, empêcher les feux de forêts et éliminer les insectes et champignons qui s'attaquent périodiquement aux conifères.

Notes

1) J.-P. Charland, Technologies, travail et travailleurs: les pâtes et papiers au Québec, 1880-1982, (à paraître): 16-17.

2) On aura tôt fait de remarquer cependant que la plupart des sources utilisées dans le cours de ce travail sont de langue anglaise. Cela est dû à deux raisons: 1) la majorité des individus de l'époque qui ont formulé des idées reliées au concept de la conservation des ressources étaient de langue anglaise; et 2) la majorité des individus qui contrôlaient les industries reliées à la forêt québécoise étaient aussi de langue anglaise. Cette prépondérance de l'anglais dans le sujet étudié pourrait expliquer en partie l'absence d'intérêt des historiens francophones aux manifestations de ce mouvement.

CHAPITRE 1

«Où s'en va notre patrimoine»? : l'éveil du mouvement de la conservation au Québec

a) à qui la terre appartient-elle?

Pour comprendre l'origine du mouvement de la conservation, il faut se rappeler de l'évolution des idées de l'homme sur la place qu'il occupe dans le cosmos. Avant l'arrivée des Blancs en Amérique, tout le continent appartenait au Grand Esprit. Les Indiens ne se considéraient que des «gardiens du gibier». (1) Ils ne se réclamaient aucun droit de propriété personnelle sur le territoire, et associaient les modifications dans le milieu naturel aux volontés des esprits. Lorsque les Blancs arrivèrent, ils prirent possession du territoire au nom de leurs rois respectifs. Dans un système monarchique, la forêt appartenait à Dieu mais sa gestion était confiée aux différents rois et seigneurs que l'on acceptait comme son médiateur, son porte-parole. Certes, l'homme commençait à découvrir peu à peu le fonctionnement de la nature, mais dans son esprit, les saisons, les pluies, les tempêtes, le comportement des animaux et les modifications dans le milieu naturel étaient l'oeuvre consciente de Dieu et de la Providence. Dans ces contextes, l'homme ne se percevait que comme un acteur parmi d'autres dans l'ensemble de la Création. (2)

Durant les siècles qui suivirent, lorsque le pouvoir des monarchies s'effondra et qu'apparut le concept de la démocratie (où le peuple exerce directement sa souveraineté) on confia à l'État, l'instrument de pouvoir du peuple, la gestion du territoire. Les peuples se firent lentement à l'idée que le

territoire national, géré par leurs États respectifs, leur appartenait de plein droit. Cette évolution s'expliquait en grande partie par les découvertes scientifiques qui permirent aux hommes de mieux comprendre certains mécanismes de la nature, par la révolution industrielle qui leur donna des moyens de contrôler leur environnement et par la remise en question des pouvoirs absolus qu'exerçait la royauté.

Au Canada, la forêt ne devient vraiment la propriété du peuple qu'au moment de la Confédération. Les monarques de Grande-Bretagne sont alors relégués au rang d'observateurs et de symboles et les fonctionnaires et élus pourront discuter de «notre» forêt, «notre» gibier et «nos» cours d'eau. Au même moment, l'idée que le milieu naturel est géré par Dieu est aussi remise en question. Durant les années 1860 à 1890, les Occidentaux commencent graduellement à s'apercevoir des conséquences néfastes de leurs interventions sur l'environnement. C'est l'éveil de ce qu'on a appelé le mouvement de la conservation.

En Amérique, les historiens qui ont étudié le mouvement de la conservation s'accordent pour dire qu'il a sa source lors de la colonisation américaine, lorsque furent commis de nombreux abus. Trois mythes illustrent l'attitude des Américains vis à vis les ressources naturelles du territoire qu'ils s'approprièrent. Ils croyaient qu'il y avait dans le Nouveau-Monde une grande abondance de **ressources non concédées** et que ces ressources étaient **inépuisables**. Par conséquent, on pouvait justifier leur **utilisation immédiate**. Cette attitude, combinée au pouvoir de développement qu'offrait l'industrialisation, conditionna la relation que les Américains ont eu avec leur environnement. Ces deux facteurs et l'existence d'un territoire vaste et pratiquement inexploité rendirent possible le développement de leur nation

dans un laps de temps très court et contribua grandement à faire des Etats-Unis une puissance mondiale dès les années 1860. Mais lorsque le mouvement de colonisation se trouva en quelque sorte arrêté sur les rivages de l'océan Pacifique, ces mythes durent être ré-évalués. (3)

Man and Nature de George Perkins Marsh (1801-1882) est un véritable miroir de ce processus de ré-évaluation. Publié une première fois en 1865, Man and Nature a été, selon Peter Gillis, «un des nombreux livres qui poussa les Américains à repenser leur conception de la société et leur relation avec l'environnement.» (4) Marsh, en fait, pourrait être nommé le «père du mouvement de la conservation» aux États-Unis. Selon David Lowenthal, qui a réédité Man and Nature en 1965, ce livre a été le premier à attaquer le mythe de la surabondance des ressources qu'offrait la nature, et à proposer des réformes afin que cesse le gaspillage.

C'est aussi l'un des premiers livres américains à associer la destruction de la nature aux activités humaines. Dans son premier chapitre, Marsh va jusqu'à attribuer le déclin de l'empire Romain au déboisement, à l'érosion qui s'en suivit et à l'abandon des terres devenues incultes. L'auteur présente plusieurs autres cas de désertification dans le monde avant de décrire en détail les dommages causés par la colonisation à l'environnement américain. Et ces descriptions sont le fruit de nombreux voyages dans l'Est et le Mid-West américain.

Mais Marsh, comme la plupart de ses contemporains qui ont vu l'Amérique survivre la guerre de Sécession, est un optimiste. Devant les faits qu'il présente, il propose des mesures correctives axées sur la **raison** et le **savoir**: puisque l'homme est un être rationnel, il comprendra la gravité des

dommages qui résultent de ses actions et réparera ses erreurs. Dans la conclusion de Man and Nature, il affirme que les actions des humains, bien qu'apparemment négligeables lorsque considérées individuellement, pourraient altérer la structure, la composition et la destinée de la planète. C'est pourquoi ils doivent prendre les choses en main et exiger que l'État assume la responsabilité de coordonner ces activités. (5)

Ce livre symbolise les transformations radicales qui ont lieu à l'époque dans les mentalités aux États-Unis: il présente les relations entre l'humain et la nature sous une optique révolutionnaire. Car Marsh ne croit pas en la Providence. Lorsque laissée à elle-même, la nature est selon lui une entité en harmonie, mais l'intervention brutale de l'homme rompt pour toujours l'équilibre millénaire. En fait, dans l'esprit de Marsh, l'homme est séparé de la nature et ne fait pas partie intégrante de la Création. Cette vision entre en conflit avec celle qui prévaut encore avec la majorité des Américains. Lorsque l'homme déboise, cultive, puis abandonne une région par exemple, la croyance populaire est qu'avec l'aide de la Providence, la nature reprend rapidement ses droits. Or, dans le cours de son livre, Marsh présente nombre d'exemples prouvant exactement le contraire: boisés transformés en marais, terres fertiles tournées en déserts, etc. Dieu voudrait-il punir les hommes pour leurs fautes? Marsh ne le croit pas. Si Dieu ne s'occupe pas de la «gestion» de la nature, c'est qu'il a confié cette tâche à l'homme. Et s'il veut survivre, l'homme qui entre en contact avec la nature et qui en exploite les ressources se doit d'assumer la responsabilité de sa conservation et de sa reproduction. Et ceci n'est possible qu'avec l'aide des connaissances et des applications qu'apportent les sciences.

L'ouvrage de Marsh se vendit à plusieurs milliers d'exemplaires durant les années 1860 et 1870. Et on ne tarda pas à lui accorder raison: la

construction des grands centres urbains du Mid West américain par exemple, nécessitèrent des quantités astronomiques de bois, ce qui eut pour effet de dévaster de grandes étendues de forêt. Or, «sans la protection d'un couvert forestier le long de leurs rives, les lacs, cours d'eau et rivières débordèrent et s'ensasèrent, les collines s'érodèrent et à chaque printemps de la terre arable fut emportée par les inondations printanières.»(6)

Durant les années 1870, on passa à Washington les premières mesures afin de remédier à la situation. En 1873, le Congrès américain établit une Commission nationale de foresterie et les premières réserves forestières. En 1876, le Département de l'agriculture créa une division de la foresterie. Par ailleurs, les possibilités de pénuries de bois d'oeuvre devinrent telles qu'en 1875, John Astin et une centaine de marchands de bois, d'entomologues amateurs et de naturalistes fondèrent l'American Forestry Association. Ses membres reconnaissaient l'importance d'une réglementation gouvernementale en matière de coupe du bois sur les terres privées. Ils favorisaient un contrôle à la fois des pratiques de l'industrie et de la gestion des ressources de la forêt. Cette association tint périodiquement des congrès sur la foresterie, tout comme l'American Forestry Congress, une autre organisation similaire à l'American Forestry Association et fondée à la même époque, mais dont les membres s'inquiétèrent du déboisement sur les territoires publics et municipaux. (7)

Durant ces années, on commence à reconnaître que la situation canadienne n'est guère plus enviable. Au sud du Québec et surtout de l'Ontario, des terres aux sols pauvres, autrefois colonisées, sont graduellement abandonnées, laissant des déserts à la place des forêts qui les couvraient jadis. Les coupes du bois et la colonisation provoquent à chaque année de vastes feux de forêts, laissant sur leur passage des milliers d'acres de terrains

déboisés. On découvre aussi que les chemins de fer sont souvent responsable de feux de forêts par temps sec, car les locomotives à vapeur crachent des étincelles sur leur passage. Les activités forestières d'autre part provoquent la disparition des peuplements de pin blanc et la rarification d'autres espèces de conifères. À partir des années 1880, on commence donc au Canada à se demander si les territoires forestiers exploités puis laissés à eux-mêmes, pourront un jour faire pousser autre chose que des broussailles.

C'est probablement parce que leurs réserves de bois de sciage diminuent que les dirigeants des entreprises forestières sont parmi les premiers à se préoccuper de conservation au Canada.(8) Et c'est en août 1882 à Montréal que se manifeste pour la première fois au pays un véritable intérêt pour la conservation, lors du Congrès Américain de la foresterie (American Forestry Congress) tenu dans cette ville. Les préparatifs sont confiés à William et James Little, des marchands de bois de Montréal qui s'étaient impliqués activement lors du congrès précédent, tenu à Cleveland. C'est d'ailleurs dans les bureaux de leur compagnie qu'ont lieu les premières séances.

Mais il est probable que cette première n'aurait pas connu un grand succès sans l'aide de l'énergique Henri Gustave Joly, Seigneur de Lotbinière. Né et éduqué en France, il émigra au Québec «pour exercer le droit de reprendre possession de la seigneurie familiale dont Louis XIV avait fait don à un de ses ancêtres.» (9) Dès son arrivée, il s'intéresse aux différentes méthodes de régénération de la forêt, il «avait entrepris de pratiquer la foresterie selon la tradition européenne» sur sa seigneurie (10). En 1875, le gouvernement fédéral le commissionne même pour produire un inventaire des forêts du Dominion. Mais Joly de Lotbinière ne s'intéresse pas qu'à la foresterie:

on le retrouve dès 1862 à la législature où il intervient dans la plupart des grands débats politiques du temps. En 1873, Alexander Mackenzie le nomme ministre de l'Agriculture, poste qu'il occupe jusqu'à ce qu'il se lance dans l'arène politique québécoise. En mars 1878, le lieutenant-gouverneur du Québec force le gouvernement minoritaire conservateur de C.-E.-B. de Boucherville à céder sa place aux libéraux de Joly de Lotbinière et ce dernier devient premier-ministre du Québec pour un peu plus d'un an. Lorsque J.-A. Chapleau lui succède en octobre 1879, Joly dirige l'opposition libérale et s'implique dans de nombreuses autres activités reliées à l'agriculture, la foresterie et l'avancement de l'industrie (11).

L'effort combiné des frères Little, qui participent à l'organisation du congrès, et de Joly de Lotbinière qui en préside les séances, font de cette rencontre un grand succès à plus d'un niveau. Premièrement, on convainc des membres influents de l'industrie, des gouvernements provinciaux et fédéral et d'associations diverses intéressées à la forêt d'assister au congrès, si bien que la salle est bondée à la séance d'ouverture. On retrouve aussi des entomologues, des naturalistes et des professeurs de foresterie et d'agronomie américains. Ce sont ces scientifiques qui auront une influence capitale sur l'évolution du concept de la conservation, car ils représentent l'espoir d'en arriver à un contrôle des phénomènes naturels qui gênent la croissance optimale des essences d'arbres prisées par l'industrie forestière. La deuxième réussite associée au Congrès de Montréal est l'intégration fructueuse de l'American Forestry Congress à l'American Forestry Association, ce qui élimine la duplication des activités et des efforts au sein du mouvement. De plus, le congrès suscite l'intérêt de la presse écrite montréalaise et torontoise pour le concept de la conservation des ressources forestières. Elle publie plusieurs

articles sur les sujets discutés lors du congrès comme les feux de forêt, le reboisement et l'arboriculture.

Le congrès dure trois jours et est dominé par les sujets de la protection contre les feux de forêt et du reboisement. En tout, 60 présentations sont faites, dont 13 par des Canadiens.(12) À l'issue du Congrès, Bernhard Fernow, «le père de la foresterie Nord-Américaine», que l'on nommera en 1908 doyen de la première école de foresterie du Canada, à l'Université de Toronto, déclare que le mouvement de la conservation a finalement avancé dans l'arène de la politique, de l'administration gouvernementale et de l'économie pratique. Le succès qu'obtient le congrès de Montréal contribue donc à populariser le concept de la conservation de la forêt auprès du public canadien. Mais comme on le verra dans le chapitre trois, le congrès n'aura pas un impact durable sur les politiques de l'État en matière de gestion de la forêt.

Après une dizaine d'années relativement calmes, on note au début des années 1890 un regain d'intérêt, qui se manifeste par la création de grandes réserves forestières. Cette évolution est probablement imputable à un déblocage important au niveau de la législation aux États-Unis, en 1891. Le Congrès américain entérine en effet un amendement (la section 24) à une loi générale qui autorise le Président à convertir des territoires fédéraux en «réserves forestières». Durant les deux années qui suivent, le Président Benjamin Harrison convertit quinze territoires, couvrant une superficie de 13 millions d'acres, en réserves forestières.(13) Le terme réserve ne veut pas dire que ces territoires sont convertis en parcs mais plutôt que l'exploitation des forêts et des activités de chasse et pêche y sont réglementées, en principe, par l'État. Le Canada ne perd pas de temps à suivre l'exemple. En 1893, l'Ontario

crée le parc Algonquin, le premier pas vers un aménagement polyvalent des forêts. Deux ans plus tard, le Québec crée le parc des Laurentides.

b) deux visions de la forêt s'entrechoquent

Alors que durant les années 1865 à 1890 les conservationnistes américains tentent de convaincre les autorités de l'existence d'un problème de déboisement important, les années qui suivent sont marquées par des débats sur les actions à prendre pour solutionner ce problème. Aux États-Unis, deux groupes de pensée opposés se forment: les préservationnistes et les conservationnistes.

Le premier groupe, dont le leader fut incontestablement John Muir, encourage la création de parcs nationaux afin de protéger les écosystèmes de toute intervention humaine, sauvegarder une partie du patrimoine et protéger les espèces menacées d'extinction. Les préservationnistes accordent une grande importance aux qualités esthétiques de la nature sauvage et y reconnaissent des signes d'une présence spirituelle. Pour eux, l'homme et le reste de la création sont égaux et ont les mêmes droits. Dans cette perspective, exploiter systématiquement les ressources naturelles sans tenir compte de ses effets sur le reste de la Création est immoral. Ce groupe est principalement composé de personnes n'ayant pas d'intérêt économique dans l'utilisation de la forêt. Par ailleurs, ses actions sont strictement de nature défensive: les préservationnistes se limitent à défendre des territoires spécifiques qu'ils considèrent menacés par l'activité humaine.

Les conservationnistes pour leur part, dont la pensée aux États-Unis est bien

résumée par Gifford Pinchot, cultivent une vision radicalement différente de la nature, de son rôle et de la place de l'homme dans la Création. La plupart du temps des professionnels ayant un intérêt direct dans l'exploitation des ressources forestières, les conservationnistes croient que la terre appartient à l'homme et qu'il est de son devoir d'exploiter ses ressources de façon optimale selon ses besoins du moment, en prenant garde toutefois de ne pas provoquer de pénuries. Ainsi, les conservationnistes de l'époque sont souvent opposés à la création de parcs nationaux parce qu'ils mettent hors de portée de grandes quantités de ressources naturelles qui pourraient créer beaucoup de richesses et supposément améliorer la condition humaine.

A plus d'une occasion durant les années 1890, les deux camps opposés s'affrontent aux Etats-Unis, notamment lors du débat sur la création du parc national de Yosemite. Mais ailleurs aux Etats-Unis, les conservationnistes gagnent rapidement du terrain. Les arguments présentés par Pinchot sont graduellement acceptés par les membres du gouvernement et de l'industrie, qui insèrent les ingénieurs forestiers au sein des compagnies forestières.

Mais l'effet le plus notable découlant de ce débat est le succès des conservationnistes à convaincre les Américains que la science et les professionnels pouvaient contrôler la nature pour le bénéfice de l'humanité. Il faut dire que leur discours, contrairement à celui des préservationnistes, est beaucoup plus actif, optimiste et conquérant. Dans sa version la plus utopique mais aussi la plus attirante, ce discours fait de l'ingénieur forestier le «seigneur» de la forêt. Mettant en pratique les découvertes et méthodes de la science appliquée, et assisté d'une équipe technique sérieuse, il a comme mission la protection des arbres «mûrs» pour la récolte de ses ennemis (feux de forêts, insectes et champignons nuisibles), l'application de pratiques

sylvicoles permettant une régénération spontanée des territoires exploités par l'industrie et le reboisement des régions où la colonisation et les cataclysmes naturels ont créé des déserts. Dans cette optique, les réserves forestières représentent les premiers champs de bataille des ingénieurs forestiers dans leur lutte pour l'efficacité économique. C'est ce que l'historien Samuel P. Hayes dans son étude du mouvement progressiste américain a surnommé «The gospel of efficiency». (14)

Le secret de la conservation présenté par Pinchot réside donc dans l'application assidue des principes des sciences de la foresterie et de l'entomologie et la manipulation des mécanismes de régénération de la nature sur une grande échelle. En fait, on dit être capable de produire et recueillir du bois à l'échelle du continent tout comme l'agriculteur sème et récolte des patates dans ses champs.

c) premiers discours sur la conservation au Québec

La popularité du thème de la conservation des forêts aux Etats-Unis, initié durant les années 1860 par des livres comme Man and Nature, et repris par différents intérêts dans le grand public durant les années 1870 et 1880, profite aux membres de la nouvelle science de la foresterie à partir des années 1890. Et il ne fait pas de doute que ces premiers discours américains ont un impact sur l'évolution du mouvement québécois. Mais comme cette prise de conscience

se produit un peu partout à travers l'Occident, le Québec subit aussi l'influence des discours des Européens et développe ses propres idées à ce sujet.

Par ailleurs, il existe un décalage assez important entre les mouvements américain et canadien. Durant les années 1890 aux Etats-Unis par exemple, les ingénieurs-forestiers comme Pinchot et Fernow sont les plus grands promoteurs de la conservation. Or, au pays, il faut attendre les années 1908 et 1910 pour que naissent les premières écoles de foresterie en Ontario, au Nouveau-Brunswick et au Québec. Et c'est seulement après la première guerre mondiale que les ingénieurs-forestiers canadiens seront en mesure de présenter un discours cohérent sur la conservation des forêts, grâce au forum que représente l'Association forestière canadienne.

- Les premiers discours sur la conservation des forêts au Québec, durant les années 1890 à 1918, ne sont donc pas le monopole des ingénieurs forestiers. Ils proviennent de divers éléments du grand public, de naturalistes et d'entomologues amateurs, de passionnés de géographie, de chasseurs et de pêcheurs. Ils présentent les problèmes d'une façon originale et aspirent à des solutions différentes. Plusieurs sources comme le Naturaliste canadien, les Bulletins de la Société de Géographie de Québec et le magazine Rod and Gun illustrent l'évolution du discours sur la conservation des forêts parmi différents segments de la population. Et toutes offrent un certain nombre de points communs.

De la fin du XIXe siècle jusqu'au début des années 1910, on réalise l'étendue des dommages que l'homme a causé à la forêt et on découvre l'importance des interrelations entre elle et les cours d'eau, les sols et la faune.

D'autre part, on s'inquiète de l'impact de la nouvelle industrie des pâtes et papiers sur les forêts. De ces découvertes et inquiétudes apparaissent deux questions qui seront posées plus d'une fois: où s'en va notre patrimoine forestier? et que faire pour le sauvegarder? Parmi les réponses que les divers intervenants formulent, on sent qu'il se dégage un certain consensus: l'homme devrait tout d'abord conserver la forêt, c'est à dire limiter sa consommation de bois d'une part, et reboiser d'autre part les étendues dévastées. Mais des réponses définitives à ces questions ne seront présentées qu'après la première guerre mondiale par les nouveaux spécialistes de la foresterie, les entomologues et les ingénieurs forestiers qui font l'objet du prochain chapitre.

d) le Naturaliste canadien

Durant les années 1880 et 1890, alors qu'aux Etats-Unis John Muir lutte pour la protection des lieux naturels quasi-sacrés et définitivement irremplaçables, un certain abbé Provancher, curé de Portneuf, rédige inlassablement à chaque mois des articles sur les merveilles de la nature. Et il s'efforce de les publier dans une revue, en fait sa revue, qu'il nomme Naturaliste canadien. Cette publication qui voit le jour en 1868, n'est associée à aucune organisation formelle jusqu'en 1928. Provancher en sera le directeur-propriétaire jusqu'en 1891 et sera remplacé par un de ses étudiants, le chanoine Huart, de 1894 à 1929.

Provancher fonde Le Naturaliste canadien pour deux raisons. Il veut tout d'abord favoriser l'intérêt aux sciences naturelles chez les Canadiens-français, surtout les jeunes. Il faut dire qu'au XIXe siècle, l'observation scientifique des éléments qui composent le milieu naturel est empreinte d'une motivation

religieuse, car elle révèle à l'observateur la place qu'occupe l'humain dans l'univers. Plus que jamais, l'homme devient conscient de l'existence de l'infiniment petit des microbes et des cellules, et de l'infiniment grand des constellations et des galaxies que l'on ne cesse de découvrir. Ces connaissances scientifiques, acquises par l'observation, permettent tout d'abord de dévoiler la complexité et la complémentarité de la nature, preuve indéniable de la grande puissance du Créateur. Ensuite, elles permettent à l'humain de mieux profiter des fruits de la nature, mais cela toujours selon les volontés du Créateur.

L'autre objet du périodique créé par Provancher est indirectement lié au premier: dénoncer l'impiété de la théorie de Charles Darwin sur l'origine des espèces. Cette théorie contestée dès la publication du livre «On the Origins of Species», en 1851, soumet l'hypothèse que toutes les formes de vie complexes sur terre sont issues de formes plus simples et que leur évolution est le résultat de lentes mutations et d'adaptations, causées par les exigences d'un milieu changeant et la survie des plus forts. Pour les Catholiques, cette conception d'une nature violente, désordonnée du «struggle for life», et qui fonctionne indépendamment de Dieu, nie le concept fondamental de l'intervention divine sur terre. Elle encourage une vision qui glorifie les plus forts, justifie la compétition et les combats entre les individus et entérine le désordre créé par ce combat. Selon Provancher, elle décourage les principes de la charité, du partage, de la coopération et du maintien de l'ordre pré-établi par Dieu. Cette vision du milieu naturel, que l'on commence à transposer au milieu social durant la deuxième moitié du XIXe siècle, est donc inacceptable pour l'Eglise. Provancher, puis Victor Huart, consacreront de grands efforts à tenter de réfuter la théorie de l'origine des espèces de Darwin, et la vision du monde qui en découle.

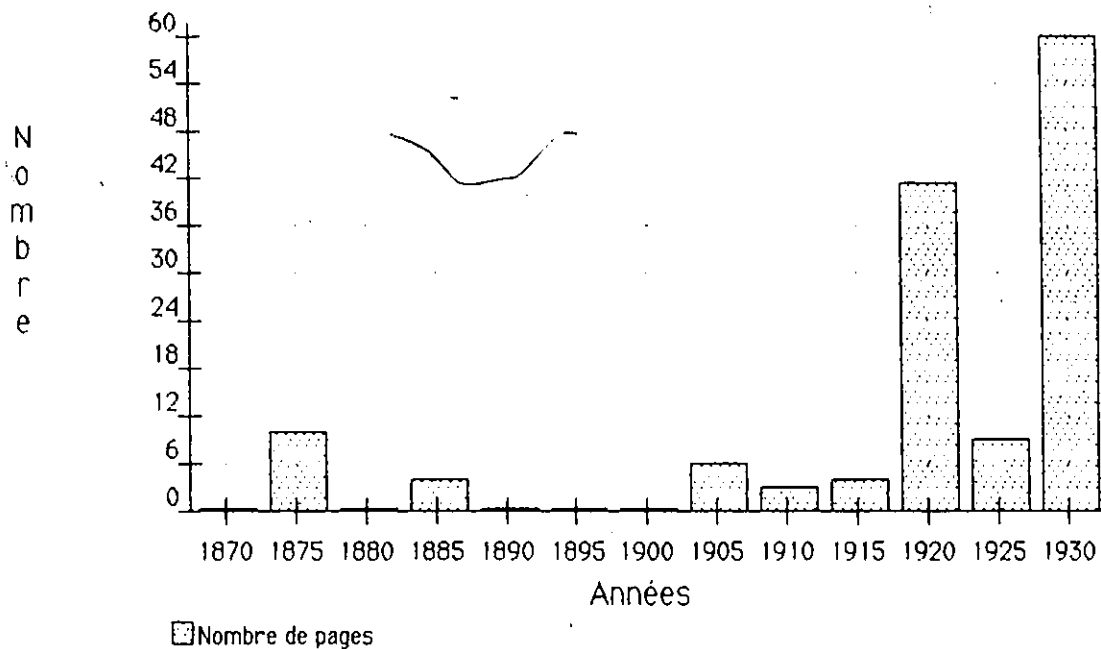
Tout comme les autres publications savantes du temps, le Naturaliste souffre d'un manque chronique d'argent. Sa parution doit être interrompue à plusieurs reprises: en 1879-1880, de mars 1883 à septembre 1883, d'octobre 1883 à juillet 1885 et de 1891 à janvier 1894. Pour ce qui est de la croissance des abonnements, les articles de la publication sont à peu près muets là-dessus. Tout ce qu'on peut affirmer, c'est que le Naturaliste canadien s'est vendu à quelques centaines d'exemplaires de 1868 à 1891, puis que sa popularité s'est accrue durant les années 1900. En 1907, le chanoine Huart déclare fièrement que le Naturaliste canadien a plus d'un millier d'abonnés. Ce nombre a dû se maintenir puisque qu'on trouve les moyens d'augmenter de 16 à 24 le nombre de pages de la publication. Lorsque le chanoine Huart meurt en 1929, la rédaction du Naturaliste est confiée au département des sciences de l'Université Laval, qui en continue la publication.

Pendant ses cinquante ans d'existence sous la direction de clercs, le Naturaliste canadien a surtout présenté des articles d'entomologie, l'étude des plantes figurant en seconde place. Le thème de la forêt n'a pas préoccupé particulièrement Provancher, puisqu'on ne compte qu'une quinzaine d'articles à ce sujet entre les années 1867 à 1891. Mais ces articles donnent au lecteur une bonne idée de la vision de la forêt qu'entretenaient les naturalistes de l'ère victorienne. Quand Huart prend la relève, la conservation de la forêt devient un sujet à la mode et le nombre d'articles sur la forêt augmente. Lorsque le chanoine meurt, des professeurs et étudiants de diverses facultés de l'Université Laval publient de nombreux articles sur l'entomologie forestière et doublent la proportion d'articles consacrés à la forêt. Le tableau 1 résume le nombre de pages publiées sur la forêt dans le Naturaliste entre 1868 et 1932.

Entre 1868 et 1907, les quelques articles sur la forêt qui sont publiés

dans le Naturaliste canadien ont plus d'une chose en commun: ils déplorent le déboisement, proposent le reboisement comme façon de réparer les erreurs passées et suggèrent qu'à l'avenir, l'homme devrait user de matière ligneuse avec parcimonie:

TABLEAU 1
Nombre de pages sur la forêt
dans le Naturaliste canadien
1868-1932



Note: le Naturaliste canadien n'a pas été publié durant les périodes suivantes: 1879-1880, mars 1883 à septembre 1883, octobre 1883 à juillet 1885 et de 1891 à janvier 1894. Ceci explique en partie les faibles nombres enregistrés durant ces périodes. Chaque colonne indique le nombre de pages publiées durant une période de cinq ans. (la colonne au dessus de 1875 par exemple regroupe les années 1873 à 1877, la suivante regroupe les années 1878 à 1882, etc.)

Source: le Naturaliste canadien, 1868-1932

Durant toutes ses années à la barre du Naturaliste, l'abbé Provancher ne rédige qu'un seul article important sur la forêt. Intitulé «Les arbres d'ornement et forestiers» et publié en 1874, huit ans avant la tenue du

premier congrès forestier de Montréal, l'article discute des problèmes que cause le déboisement dans les régions agricoles du Québec, dont le plus important est la diminution du nombre de prédateurs des insectes nuisibles aux récoltes: «L'insecte nous cause des dommages infinis; l'oiseau est par excellence le grand destructeur d'insectes; mais l'oiseau a besoin d'arbres pour retraites; il faut donc lui ménager ces retraites.» (15) . Au niveau esthétique, une dimension très importante pour Provancher, les plaines sans arbres sont mornes et peu accueillantes. Les habitants des fermes se privent donc de grands agréments en dénudant les terres qui entourent leurs fermes. Il est aussi d'avis que le déboisement est néfaste aux populations d'animaux qui vivent dans les bois et s'inquiète de leur disparition progressive. Enfin, il est conscient des dommages du déboisement sur les sols:

Cette dénudation des campagnes, surtout dans les terrains montagneux, a produit les plus graves inconvénients en certains pays d'Europe, comme le dépouillement des collines du sol qui les recouvraient pour l'entraîner dans les plaines, le gonflement subit des rivières pour causer des inondations, la soustraction de tout obstacle à l'impétuosité des vents qui balayent tout dans leur furie, etc. (16)

Lorsqu'il propose le reboisement des terres incultes pour remédier à ces problèmes, Provancher fait figure de précurseur: «Hâtons-nous de parer à tous ces inconvénients en faisant partout de nombreuses plantations[...] dans peu d'années, on aura converti ces endroits en bosquets ou bocages qui joindront l'utile à l'agréable. Que dans les défrichements nouveaux on sache distinguer ces endroits, et les soustraire à la destruction commune pour les conserver.» (17) Ainsi, au début des années 1870, des Canadiens-français comme l'abbé Provancher comprennent l'impact du déboisement à grande échelle des terres colonisées et proposent des solutions, telles le reboisement des territoires incultes et la conservation des boisés près des fermes, pour y remédier.

Que Provancher ne publie rien d'autre sur la forêt dans le Naturaliste canadien n'a rien de bien mystérieux lorsqu'on pense que son but premier en tant que naturaliste est de faire découvrir de nouvelles espèces animales et végétales. Lorsqu'une espèce est découverte, étudiée et classifiée et que les résultats sont communiqués aux collègues naturalistes, on passe à une autre. Dans ce contexte, l'étude générale des écosystèmes comme la forêt n'est que secondaire à ses recherches.

Par ailleurs, les motivations de Provancher sont religieuses plutôt qu'économiques. Provancher ne s'intéresse guère aux insectes pouvant s'attaquer aux essences d'arbres ayant un intérêt économique pour l'homme. Certes, l'observation scientifique de la nature peut provoquer des découvertes utiles, mais ces résultats heureux restent secondaires. Car le but premier des observations est de confirmer la grandeur et la puissance du Créateur. Pour Provancher, il est inutile de s'adonner à la science sans motivation religieuse puisque c'est Dieu qui détermine à priori quelles seront les découvertes. C'est pourquoi durant toutes ces années au Naturaliste canadien, Provancher n'a jamais crû bon de discuter de la notion du contrôle de la nature pour des bénéfices humains. A plusieurs reprises dans ses écrits, il implore plutôt les agriculteurs de préserver l'équilibre naturel prévalant avant leur arrivée car cet équilibre, l'oeuvre de Dieu, est la source de leur salut individuel et de la prospérité collective.

Sous la direction du chanoine Huart, un premier article sur la forêt paraît dans le Naturaliste en 1905. Rédigé par Louis Maurel, probablement un auteur français puisque c'est des boisés de ce pays dont on parle, l'article ne diffère pas beaucoup, quant au contenu, de celui publié par Provancher trente ans auparavant: «Les arbres nous donnent leurs fruits, leur écorce, leur bois; ils

pourvoient à notre nourriture et aux besoins de nos industries[...] Par leurs racines, les arbres retiennent la terre sur les montagnes[...] (les forêts) sont le grand régulateur des cours d'eau [...] Par leurs feuilles, les arbres purifient l'atmosphère[...]» etc. Tout comme Provancher, Maurel conseille le reboisement pour contrer les dommages de la coupe des bûcherons et des colons. (18)

Deux ans plus tard, on retrouve à peu près le même discours dans un article sur le déboisement des montagnes européennes, rédigé par un certain C. Beckensteiner. Cette fois-ci, on s'inquiète vraiment des résultats du déboisement, perçu comme une sorte de calamité. «L'erreur du déboisement des montagnes» présente le milieu naturel avant l'arrivée de l'homme comme un paradis terrestre: «Quand la terre fut habitable et que Dieu créa l'humanité, tout devait être en harmonie.» Mais «L'homme s'est comporté comme des chenilles qui dévastent quelquefois des forêts entières [...] la Providence avait légué les arbres sur les hauteurs; l'homme les a détruits sans savoir ce qu'il faisait.» Plus loin, l'auteur nous fait part de ses craintes pour la survie de l'homme sur une planète déboisée lorsqu'il affirme «Je crains que la terre ne se débarrasse un jour, par de nouveaux soulèvements, des habitants actuels, pour faire place à de nouvelles générations plus prévoyantes, comme il arrive à des chenilles dévastatrices, dont les hordes innombrables disparaissent sans cause apparente.» Beckensteiner déclare que le problème du déboisement ne date pas d'hier: «Déjà bien des hommes prévoyants, depuis Colbert, ont élevé la voix et ont fait entendre un cri d'alarme pour arrêter ces fléaux dévastateurs, mais inutilement; c'est comme un cri dans le désert, qui meurt faute d'écho.»(19)

C'est le dernier article publié dans le Naturaliste qui traite des arbres sous cette perspective. À partir de 1909, on réfère plutôt au thème de plus en

plus populaire du contrôle de la forêt, en particulier des insectes qui la peuplent. Pour Provancher, tous les insectes étaient en quelque sorte égaux et il s'intéressait aussi bien aux insectes jugés nuisibles qu'aux autres. Mais à partir des années 1900, les entomologues commencent systématiquement à classer des insectes ou plantes selon leur utilité. C'est en 1909 qu'apparaît le premier article sur les parasites des forêts dans la Naturaliste. Distribué par le ministère de l'Intérieur aux journaux du pays, il traite des dommages causés par la pyrale de l'épinette.(20) Cette nouvelle volonté de classifier les espèces selon leur impact sur les activités humaines deviendra très populaire. Au cours des ans, nombre d'auteurs discutent de l'utilité des corbeaux, des couleuvres, des loups, des mauvaises herbes et d'une multitude d'insectes. A mesure que cette nouvelle classification s'établit, les correspondants concentrent leur attention sur les espèces nuisibles à l'homme, afin de trouver des moyens de contrôler leur nombre et les dommages qu'ils provoquent. Pour ce qui est des autres espèces jugées utiles ou neutres, c'est à dire n'ayant pas d'impact notable sur la vie économique de l'homme, elles sombrent dans l'oubli.

En 1914, Huart contribue même à faire passer une loi provinciale sur la protection des plantes contre les insectes nuisibles et les maladies cryptogamiques à Québec. Cette loi interdit, entre-autres, l'importation de plantes, de fruits ou légumes pouvant contenir des insectes nuisibles, et oblige les propriétaires de vergers et pépinières à avertir le gouvernement dès que des insectes nuisibles et des maladies (au nombre de sept dans le texte de loi) sont détectés. Comme à cette époque au Québec l'usage des insecticides est encore limité, les responsables gouvernementaux établissent des mesures pour protéger les oiseaux, les ennemis naturels des insectes. Ces mesures sont présentées par Honoré Mercier dans le Naturaliste en 1917. Ainsi la protection

des oiseaux devient une affaire digne d'intervention gouvernementale parce qu'on les juge utiles à l'homme.

Lorsque commencent les années 1920, il faut se rendre à l'évidence que le Naturaliste traite rarement d'autre chose que des insectes et des plantes nuisibles ou utiles à l'homme selon des critères économiques. Les autres espèces sont à peu près ignorées. Pour ce qui est des articles sur la forêt, ce sont des fonctionnaires du gouvernement qui en rédigent la vaste majorité. En octobre 1920, commence une série d'une demi-douzaine d'articles sur les insectes nuisibles des forêts signés de l'entomologiste provincial et des étudiants de l'école forestière Laval. On traite par exemple du grand némate du mélèze, de la pyriale d'épinette, du charançon des pins, du scolyte du pin, etc. Evidemment, ces articles visent à bien comprendre la vie des espèces nuisibles aux essences d'arbres ayant une valeur commerciale, afin de trouver des moyens de les contrôler.

Il faut attendre 1926 pour que soit publiée une deuxième série d'articles sur les insectes. À cette époque, le terme nuisible, jugé trop faible, ne s'applique même plus. On préfère des termes plus imagés comme «les ennemis de la forêt», «les armées destructrices» ou «les insectes ravageurs». Les ingénieurs forestiers au service du gouvernement et les étudiants de l'École forestière y présentent de nouvelles informations sur les habitudes de vie de ces insectes et sur les produits ou moyens jugés efficaces pour les contrôler. On publie une dizaine d'articles à ce sujet entre 1926 et 1933, et le discours présenté laisse peu de doutes quant aux motivations des spécialistes: livrer une guerre sans merci à «des ennemis redoutables [...] qui causent chaque année de grands ravages dans nos (je souligne) forêts qui, en certaines occasions prennent les proportions de véritables désastres.»(21) Avec le temps, la science a donc contribué à un profond déséquilibre dans notre connaissance

du monde des insectes. Alors que du temps de Provancher tous les insectes nouvellement découverts faisaient l'objet d'études et d'émerveillement, les générations subséquentes ont complètement ignoré l'immense majorité des insectes jugés «utiles» ou «neutres» pour se concentrer uniquement sur les «nuisibles». Ceci pourrait-il expliquer pourquoi aujourd'hui la seule mention du mot insecte, que l'on associe désormais à des êtres nuisibles, fait frémir de dégoût la plupart d'entre-nous?

La philosophie du chanoine Huart, qui encourage la recherche sur les insectes nuisibles, est celle d'une société de transition évoluant entre une société traditionnelle en déclin et une société industrielle qui s'installe. . Et son discours, tout comme celui des autres membres de cette génération, est ambigu. Car si Huart décrie le Darwinisme et les théories qui nient la présence divine dans l'explication des phénomènes naturels, il favorise pourtant la recherche scientifique qui permet à l'homme de contrôler les espèces nuisibles. Mais comme pour lui les insectes nuisibles ont aussi été créés par Dieu, comment justifier leur destruction? Huart résoud cette contradiction apparente en acceptant l'hypothèse que la nature est au service de l'homme et que les découvertes et interventions qui servent à améliorer la condition humaine sont approuvées par Dieu. Dans cette optique, Huart accepte que l'on puisse pratiquer la science en dehors du cadre strictement religieux. Par ailleurs, beaucoup de découvertes des sciences naturelles confirment que le milieu naturel ne retrouve pas son état d'origine après le passage de l'homme et que Dieu n'intervient pas. Tout comme George Perkins Marhs, Huart accepte l'idée que l'homme doit prendre cette responsabilité afin d'éviter les désastres.

Pour la génération précédente que représentait si bien l'abbé

Provancher, la nature appartenait toujours au Créateur mais l'homme avait le droit d'en cueillir les fruits. Il ne devait pas prendre le contrôle de la nature puisqu'elle ne lui appartenait pas, et que son fonctionnement était régi par le Créateur. Pour ces naturalistes de l'ère Victorienne, l'homme appartenait à la terre. Leur attitude face au milieu était plus contemplative, plus respectueuse et plus passive que celle de la génération de transition qui leur succède.

Cette génération de transition, représentée par Huart, voit la nature sous une perspective différente. Bien qu'en principe elle appartienne toujours à Dieu, la nature est confiée à l'homme pour qu'il en tire profit mais aussi pour qu'il en prenne soin et qu'il la conserve.

Lorsque la période de transition est complétée, soit à la fin des années 1920, les discours ne font plus mention du Créateur ou de l'intervention divine mais de la science et d'une guerre sans merci contre les espèces nuisibles. La nature appartient désormais à l'homme et ce dernier prend le droit absolu de la gérer et de la contrôler selon ses priorités et ses besoins. L'attitude face au milieu devient interventionniste, conquérante et résolument active. C'est ainsi que chez les naturalistes, en trois générations, l'homme est passé du statut de locataire plus ou moins respectueux de la nature à celui de propriétaire absolu. Et le rôle de Dieu passe d'acteur principal à celui d'observateur désintéressé.

e) la Société de Géographie de Québec

Les naturalistes n'étaient pas les seuls à s'inquiéter du sort de la forêt au Québec; l'évolution dans leur discours n'est pas unique. Les membres de la Société de Géographie de Québec, qui publient un Bulletin dès 1880,

s'intéressent aussi à la conservation, quoique sous un angle différent. Cette publication nous confirme l'intérêt que l'élite Canadienne- française porte pour les idées nouvelles qui circulent à travers le monde à cette époque, dont la conservation du milieu naturel. L'évolution des idées est parallèle à celle retrouvée dans le Naturaliste : des inquiétudes sur le déboisement et l'impact de la nouvelle industrie des pâtes papiers sur la forêt durant les années 1900 et 1910, on passe à un discours rassurant sur les nouvelles possibilités offertes par la protection des forêts contre les incendies et les insectes.

L'Acte d'incorporation de la Société donne un bon aperçu de ses buts: populariser l'étude de la géographie, étudier et faire connaître les ressources agricoles, forestières, maritimes, minérales, industrielles et commerciales, étudier les voies de communication fluviales, maritimes et terrestres, poursuivre l'étude pouvant faire avancer la géographie, publier des bulletins et créer une bibliothèque. Pierre Fortin est nommé le premier président tandis que Gustave Henri Joly de Lotbinière, Gédéon Ouimet et H. Miles en deviennent vice-présidents. Au début de son existence, la Société est officiellement bilingue, mais à partir de 1890, le Bulletin n'est publié qu'en français. Les francophones deviennent aussi majoritaires parmi les membres. (22)

Comme toutes les associations scientifiques de l'époque, la Société de Géographie rencontre de sérieuses difficultés durant les premières années de son existence. Elle déménage souvent de local, (23) et de 1880 à 1907, son oeuvre est semée d'interruptions plus ou moins longues. On ne publie en effet que de petits bulletins en 1880, 1881, 1884, 1885, 1889, 1892 et 1897. Et ce n'est qu'à partir de 1908, grâce à des subventions plus fréquentes du gouvernement provincial, que les membres de la Société peuvent imprimer de façon régulière leurs bulletins, à raison de deux fois l'an en 1908, quatre fois en

1909 et 1910, et environ six fois l'an de 1911 à 1927. Par la suite, la parution des bulletins demeure irrégulière jusqu'en 1933 où on cesse la publication. La Société réapparaît en 1942, via le département de géographie de l'université de Montréal. L'envergure et la qualité de l'outil de diffusion de la Société varie donc de façon substantielle au cours des années qui nous intéressent.

Trois directeurs se succèdent au cours de ces cinquante années: le Major Nazaire Le Vasseur (1848-1927), directeur du Bulletin jusqu'en 1897, et Eugène Rouillard (1851-1926) qui s'occupe du Bulletin de 1907 à 1924 et François-Xavier Chouinard, de 1924 à 1933. En 1867 on retrouve Le Vasseur reporter du journal l'Événement, poste qu'il occupe jusqu'à la fin du siècle avant de devenir journaliste à la pige, puis consul pour diverses républiques d'Amérique Centrale et d'Amérique du Sud. Il est l'auteur d'une vingtaine d'articles dans le Bulletin. (24) Rouillard, un notaire de Québec étroitement associé au parti conservateur provincial, occupe successivement les postes de rédacteur puis de co-propriétaire du Nouvelliste de 1876 à 1886, d'examineur du service civil fédéral de 1882 à 1893, de rédacteur au Canadien de 1886 à 1889, de rédacteur à l'Événement de 1889 à 1891 puis de secrétaire de la rédaction du journal du parti conservateur Le Matin durant la période électorale. Par la suite, il obtient les postes de Greffier de la Couronne en chancellerie, en 1892, puis d'inspecteur des agences des terres et des bois de la Couronne en 1894. En 1905, il devient secrétaire du service des ventes du ministère des Terres et forêts. Il est l'auteur d'une douzaine de publications portant sur la géographie et la colonisation du Québec, un des fondateurs des Commissions de géographie du Québec et du Canada, lauréat puis président de la section française de la Société Royale du Canada et Officier de l'Académie de France. Durant ses années comme Directeur du Bulletin, Rouillard rédige la majorité des chroniques de même qu'une centaine d'articles. (25)

Malade, Rouillard est remplacé en 1924 par François-Xavier Chouinard, un avocat de Québec. Ce dernier n'a pas l'envergure de son prédécesseur. Les jours de la Société, comme organisme actif, sont comptés. En 1928, on apprend que le Bulletin devient l'organe officiel de l'Union des municipalités du Québec, mais on diminue la fréquence des publications en 1929 (deux bulletins pour toute l'année).

Il est difficile d'établir de façon exacte quelle a été l'évolution de la diffusion des publications de la Société durant les années qui nous intéressent. On sait cependant que le nombre de membres a oscillé entre 100 et 400 de 1877 à 1922, dernière année pour laquelle nous possédons des statistiques. On passe de 62 membres en 1877 à 190 en 1880, avant de retomber à moins d'une centaine entre 1885 et 1907, années où les subventions de \$200 du gouvernement sont supprimées. Par la suite, la Société réunit 125 membres en 1908, 220 en 1910, 305 en 1912, 378 en 1915 et 440 en 1922. Et à partir de 1924, des indices (comme des publications moins fréquentes et les commentaires des présidents lors des réunions annuelles) nous laissent croire que le membership diminue rapidement. Ces membres sont des individus, la Société réfère aux institutions comme à des souscripteurs.

Les publications de la Société connaissent une diffusion appréciable parmi l'élite canadienne-française et les étudiants des collèges et universités qui s'intéressaient à la géographie, aux ressources naturelles et à la colonisation. On sait aussi que de temps à autre, la Société tient des concours de Géographie à travers les institutions d'enseignement de la province et distribue une dizaine de prix. En 1915, en plus des bibliothèques d'une vingtaine de ministères et d'organismes gouvernementaux de la province de Québec et du gouvernement fédéral, le Bulletin est acheminé à au moins 34

bibliothèques, collèges, universités et séminaires au Québec. (26) } Pour ce qui est de la diffusion étrangère, une douzaine de correspondants, membres de sociétés géographiques à travers le monde, collaborent avec la Société durant les années 1910.

Le Bulletin présente surtout des articles sur les explorations de nouvelles régions. Des explorateurs employés par le gouvernement, des religieux et des militaires comme le Capitaine Bernier s'y consacrent, et leurs récits décrivent de façon détaillée les régions explorées, les ressources naturelles qui s'y trouvent, les peuplades aborigènes qui y habitent, etc. On présente aussi des exposés sur des rivières et lacs récemment découverts afin de bien évaluer les possibilités de colonisation de nouvelles régions sur la rive nord du Saint-Laurent et dans l'ouest du pays. Ces descriptions de l'Abitibi, de la Baie d'Hudson, de la région de Chibougameau, du Mistassini, du Lac-Saint-Jean, du Témiscamingue et de l'ouest canadien remplissent des centaines de pages. C'est probablement pour encourager la Société à présenter et disséminer les résultats des explorations de colonisation que le gouvernement en subventionne les activités.

Au début des années 1910, les éditeurs présentent une chronique composée de dizaines de petits articles d'un ou deux paragraphes chacun sur différents sujets qui touchent la géographie humaine ou physique. Pour ce faire, ils doivent procéder au dépouillement systématique de dizaines de revues étrangères qui leurs sont envoyées en échange d'abonnements au Bulletin. Une centaine de publications étrangères sont acheminées à chaque mois à la bibliothèque de la Société durant les années 1880. Mais lorsque la Société reprend ses activités en 1908, ce nombre n'est plus qu'une cinquantaine. Les chroniques du Bulletin comprennent en moyenne une

quarantaine de petits articles afin de satisfaire l'appétit des lecteurs pour l'information géographique internationale. L'intérêt dans ces chroniques porte surtout, en ordre décroissant, sur le Canada anglais, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et les autres régions du monde comme la Chine, la Russie, le Proche-Orient et l'Australie.

Jusqu'au début des années 1920, on publie des articles portant sur un aspect ou un autre de l'histoire du Canada-français, dont des dizaines d'essais romancés, par Benjamin Sulte. Ces articles cèdent cependant la place au cours des ans à un autre type d'information de plus en plus prisé: l'évaluation des ressources naturelles du territoire. Sont publiés, à partir du milieu des années 1910, un nombre croissant d'articles sur l'hydro-électricité (qu'on surnomme à l'époque la houille blanche), les pâtes et papiers, les mines, les ressources «cynégétiques» (la faune et le gibier), sans oublier l'agriculture, qui occupe encore à l'époque une place importante dans l'économie de la province et dans le cœur de ses habitants.

Beaucoup d'articles sont consacrés à la forêt et au mouvement de la conservation. Le tableau suivant dénombre le nombre de pages des bulletins de la Société réservés à la forêt en général et aux industries. Tout comme dans le Naturaliste canadien, les éditeurs du Bulletin consacrent plus de place au thème de la conservation de la forêt avant la première guerre mondiale. Entre les années 1908 et 1912 en particulier, on s'inquiète de la disparition rapide du couvert forestier, on parle de reboisement et on espère que la croissance de l'industrie des pâtes et papiers ne sera pas trop rapide. Durant les années 1920, ces inquiétudes font place aux discours sur la richesse du couvert forestier québécois et la croissance de l'industrie. On cesse de parler de reboisement en faveur du sujet de la protection des forêts contre les incendies et les insectes.

TABEAU 2
La place réservée à la forêt dans le Bulletin
de la Société de géographie de Québec, 1880-1929

ANNÉES	NOMBRE TOTAL DE PAGES	NOMBRE DE PAGES SUR LA FORET(2)	%
1880-1897 (1)	1,009	10	0,99
1908-1912	1,582	82,5	5,21
1913-1917	1,866	38	1,77
1918-1922	1,600	20	1,25
1923-1927	1,608	13	0,81
1928-1929	576	16	2,77

1) Inclut seulement les années 1880-81-84-85-89-92 et 1897, années de publication des bulletins. Par ailleurs, aucun Bulletin n'est publié entre 1897 et 1908.

Notez que le nombre de pages indiqué ci-haut ne tient pas compte des articles et débats portant sur les animaux et la chasse, qui sont encore plus nombreux et dans lesquels on retrouve régulièrement des références à la nécessité de conserver les forêts pour sauvegarder le gibier.

2) Inclut les articles sur l'industrie, l'utilisation des territoires forestiers, la conservation des forêts et l'établissements de parcs.

Source: Bulletins de la Société de géographie de Québec: 1880-1929

Les premiers articles sur la conservation des forêts paraissent en 1897. Citons par exemple une partie du discours de Nazairre Levasseur, le président honoraire de la Société, prononcé lors de la réunion annuelle. Il nous fait découvrir la prise de conscience qui s'effectue à cette époque:

Dans l'état actuel économique du globe, à la suite de bouleversements, de transformations radicales qui sont du domaine du passé, le mouvement de la cohue humaine augmente d'intensité dans une direction ou une autre, la fièvre de la fabrication et de l'exploitation devient de plus en plus brûlante; on exige à outrance de la terre; peu à peu celle-ci se dénude par suite d'une exploitation imprévoyante de sa végétation forestière; c'est une course effrénée à la richesse rapide, immédiate. L'humanité est en train de dissiper son patrimoine, tout comme ces fils de famille, héritiers de grandes fortunes. Un jour l'homme se retrouvera en face de désastres à réparer, d'un équilibre à rétablir entre la production et la consommation, s'il n'est pas irrémédiablement compromis.[...] Pour nous les habitants du Canada, nous avons encore de grandes ressources à notre portée, mais il s'agit de les économiser. (27)

Selon Levasseur, ces problèmes peuvent être résolus en utilisant les connaissances scientifiques qu'offre la géographie pour «la reconstruction

chimique du sol, le reboisement des montagnes et de certaines zones...» (28) Il déclare en outre que seule une classification des terres par des géographes pourra déterminer les aires adéquates pour la colonisation ou la foresterie, et faire cesser le gaspillage de ressources et d'énergie humaine. À l'époque où Levasseur prononce ce discours, les relations entre les marchands de bois et les tenants de la colonisation au Québec sont en effet très tendues. Les pressions démographiques et l'émigration de milliers de Canadiens-français vers les États-Unis inquiètent. À Québec, on s'efforce de trouver une solution aux conflits entre les marchands de bois et les colons pour l'obtention de nouvelles terres et on propose plusieurs systèmes, dont celui du «homestead» américain. Ces thèmes font l'objet d'un long article dans le Bulletin de 1897 (29).

Il faut attendre 1908 pour que les bulletins de la Société réapparaissent, à la suite de l'arrivée de Eugène Rouillard comme directeur, et du retour des subventions du gouvernement provincial. Pendant les années 1910, le reboisement préoccupe très certainement l'esprit du nouveau directeur. La première chronique à ce sujet remonte à janvier 1908. On y apprend que: «La compagnie de chemin de fer de la Pennsylvannie plante des arbres afin de pourvoir à son approvisionnement de dormants. Elle possède maintenant 1,000 acres en culture avec 2,5-millions (d') arbustes, et elle a semé des graines représentant une égale quantité.» (30)

En septembre 1909, quatre autres chroniques signées Eugène Rouillard discutent des initiatives de reboisement à l'échelle mondiale: «La question forestière», écrit-on dans la première, «est une des préoccupations capitales du monde entier. Aux États-Unis, le Président Taft [...] a donné l'assurance que son gouvernement continuerait son oeuvre de reboisement; l'Italie, l'Espagne et la

Suisse ont remanié leur législation forestière; la Belgique et l'Allemagne consacrent des millions au développement de leurs bois domaniaux; l'Angleterre projette le reboisement de 30,000 hectares, et voici que la Chambre des Députés en France vient de voter au mois de mars 1909 une proposition de loi tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées.»(31) Dans la deuxième chronique, on discute du congrès forestier de Winnipeg, où il est proposé qu' Ottawa crée un parc national sur tout le versant est des montagnes rocheuses afin d'assurer la conservation des nombreuses rivières qui y prennent leur source.(32) Dans une troisième, après avoir estimé qu'on consomme 4,6 millions de tonnes de papier annuellement dans le monde: «On se demande si dans cinquante ans, les forêts pourront encore subvenir à cette immense consommation.» (33) Enfin, en quatrième chronique, on discute du déboisement des Pyrénées et des possibilités d'enrayer «l'exploitation insensée» par l'intervention massive de l'État. (34)

En 1910, un certain Docteur B... (probablement le Docteur A. Bouillon, de Matane) propose l'essai d'une espèce d'arbre: «appelé à tort «osier», qui a une ressemblance, à s'y tromper, avec le saule, croît et se développe avec une rapidité extraordinaire.» Des profanes s'intéressent donc au reboisement. (35)

Dans le Bulletin, l'année 1911 est fertile en écrits sur le reboisement. Dans l'édition de janvier-février, Avila Bédard, le chef-adjoint du Service forestier, discute d'une étendue désertique située au nord de Lachute, créée par le déboisement, le défrichement puis l'abandon de terres. Ce désert grand de plusieurs milles carrés s'étend à chaque année sur les territoires environnants et Bédard propose comme remède le reboisement des territoires abandonnés selon le modèle de l'Abbé Lefebvre, qui remédia au problème de la

désertification de la rive nord du Lac-des-deux-montagnes, à Oka en plantant environ 60 000 pins plant. (36)

Quelques pages plus loin, il fait part des principales résolutions prises lors d'un important congrès de l'histoire de l'Association forestière canadienne, tenu à Québec en janvier 1911, résolutions qui sont fondées sur le raisonnement suivant: les forêts fournissent la matière première à un nombre grandissant d'industries créatrices de richesses et d'emplois, tandis que les cours d'eau du Québec génèrent l'énergie hydroélectrique nécessaire à son développement économique. Or, on croit que ces cours d'eau ont tendance à se tarir ou à changer de débit si les forêts qui abritent leurs sources et leurs rives sont détruites. C'est pourquoi il est impératif de protéger, de conserver et de bien gérer l'utilisation du couvert forestier si la province veut continuer sa marche vers la prospérité.(37) En résumé, la prise de conscience de l'interdépendance étroite des divers éléments du milieu naturel que présente Bédard aux membres de la Société, et qui est connue par les conservationnistes depuis au moins une vingtaine d'années, a été le catalyseur des premiers efforts de conservation de la forêt en Amérique durant ces années. Dans l'édition suivante du Bulletin, Bédard résume les efforts de reboisement du gouvernement provincial grâce à sa pépinière à Berthierville, où les étudiants de l'École forestière Laval apprennent les rudiments du métier. (38)

En 1912, Bédard publie un article détaillé sur l'influence du massif boisé sur les eaux de la rivière Saint-François, basé sur des travaux de scientifiques américains et français et conclut:

La conservation des forces hydrauliques et de l'intégrité de la rivière St-François, aussi bien que des industries qui en dépendent implique la conservation du massif forestier qui s'est développé sur les terrains constituant le bassin hydrographique de cette rivière, c'est à dire que la colonisation ne saurait être dirigée de ce côté et que là surtout l'exploitation forestière devrait être le moins possible abusive. (39)

En 1913, Rouillard résume les conclusions d'un article publié dans le Bulletin de la Société de Géographie de Paris sur le déboisement: «Chaque colonie a un intérêt direct à sauvegarder ses richesses forestières pour ne pas mettre les générations suivantes à court de bois, comme pour ne pas altérer son climat.» (40) En 1915, il décrit les efforts du Service forestier américain dans la formation d'ingénieurs et de gardes forestiers: «Dans l'espace de 15 ans, l'organisation de l'enseignement forestier[...] a été capable de préparer un nombre, dépassant la demande, d'agents forestiers capables de mettre les forêts américaines sous le régime d'un rendement continu.» (41) En 1916, Bédard publie un troisième article sur l'effet du déboisement sur les cours d'eau et résume les conclusions de recherches françaises à ce sujet:

Aussi l'abaissement de niveau et la diminution de volume de certains cours d'eau, conséquence inéluctable du déboisement[...] ou de la coupe désordonnée, ont ils amené, en certains pays de l'Europe, les usines hydro-électriques à cesser tout travail[...] ou les ont-ils forcé de remplacer à jamais, comme force motrice, l'énergie hydraulique par la vapeur pour maintenir leur activité et leur production?(42)

En 1918, les propos de M. Rouillard sur la forêt, alimentés par des déclarations du sénateur Edwards à la Commission de la conservation du Canada, prennent un ton plus alarmiste. On apprend en effet que «[...] sous peu, l'industrie forestière sera tellement réduite qu'elle existera à peine, excepté sur la région occidentale des montagnes Rocheuses[...]» Ici, Edwards parle du bois d'oeuvre mais il déclare au sujet des pâtes et papiers: «Si l'on applique les mêmes méthodes d'administration à la production de la pâte,[...] cette industrie n'aura non plus qu'une courte durée.» En fin de chronique Rouillard conclut: «Ces observations méritaient à tous égards d'être placées sous les yeux de notre public. Etant donné en effet que l'exploitation forestière est une des principales richesses du Canada, ce serait de la folie de notre part que de la dilapider et que de ne pas prendre des mesures préventives pour la conserver [...]» (43)

Mais en 1922, on sent que le vent a tourné en ce qui concerne la conservation. Les pressions de Frank Barnjum auprès du gouvernement fédéral pour faire décréter un embargo sur le bois de pulpe exporté par exemple, font l'objet d'une chronique d'Eugène Rouillard. Ce dernier cite Barnjum:

Pour remplacer ce que nous taillons à même nos forêts ou que nous laissons gaspiller présentement, il faudrait au delà de deux milliards de jeunes arbres[...] Je ne puis comparer notre reboisement présent qu'à une tentative de repousser les eaux du Niagara avec un balai. Et pourtant en face de cette situation alarmante, nous continuons d'exporter notre bois à l'état brut. (44)

C'est la première fois que le Bulletin évoque la futilité des initiatives canadiennes de reboisement. La stratégie de Barnjum face aux exportations de bois vers les États-Unis était la suivante: 1) démontrer que les ressources sont limitées, 2) ridiculiser les initiatives de reboisement et 3) décrier les désavantages économiques reliés à l'exportation du bois aux États-Unis. Le lobbying de Barnjum oblige le gouvernement à former une commission sur le bois à pâte. Le rapport de cette commission est résumé dans une chronique du Bulletin à la fin de 1924. (45) Les recommandations de la commission sur la conservation des forêts et la place du reboisement dans l'ensemble de la politique forestière canadienne sont bien décrites dans la chronique du Bulletin.

En 1925, on publie un article qui «jette un cri d'alarme pour sauver nos forêts françaises.» Un expert des questions forestières y déclare: «Si le mouvement de destruction que l'on constate en ce moment persiste pendant une trentaine d'années les forêts particulières françaises auront vécu et il nous restera que des taillis [...]» (46) Mais les préoccupations ont changé au Québec et les seules mentions de reboisement dans le Bulletin concernent désormais les propriétés privées. Une allocution de Gustave Piché aux membres de l'Union des municipalités du Québec en 1928 confirme cette nouvelle tendance à limiter les incitations au reboisement à des fins esthétiques locales. (47)

Mais tous les articles des années 1910 ne prêchent pas la conservation. Némèse Garneau, par exemple, un membre du Conseil Législatif, écrit un long article sur l'industrie de la pulpe au Québec en 1909, dans lequel il déclare: «...la richesse presque incommensurable de nos forêts d'épinettes est une richesse périssable, contrairement à celle de nos mines qui est impérissable[...] (elles) peuvent être détruites en quelques semaines par le feu ou en quelques années par les insectes. De là la nécessité absolue de prendre toutes les mesures possibles pour les protéger contre les incendies; de là aussi la nécessité d'en tirer tout le parti possible en fabriquant autant de pulpe et de papier que nous pourrons en consommer et dont nous pourrons disposer sur les marchés étrangers.» (48) Ainsi, on peut constater que le concept de la conservation ne faisait pas l'unanimité parmi les membres de la Société. Certains voulaient diminuer la production afin d'assurer un approvisionnement à perpétuité tandis que d'autres comme Garneau, optaient plutôt pour une exploitation maximale pour s'assurer que les ressources ne seraient pas gaspillées ou volées par les compétiteurs naturels. Les opinions de Garneau n'étaient pas partagées par la majorité des auteurs qui se sont prononcés sur la foresterie à cette époque, bien qu'elles reflétaient mieux l'opinion de nombreux marchands de bois. En effet, Garneau était président de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi.

Dans les éditions du Bulletin, une bonne douzaine d'articles ou de chroniques discutent des parcs nationaux. Il est intéressant de rappeler ce que les auteurs du début du siècle avaient à dire à ce sujet. Le premier, d'Emile Rouillard, résume l'historique de la formation du réseau canadien des parcs. Rouillard estime que leur utilité première est la protection des espèces animales en voie d'extinction comme les bisons mais apprécie aussi leurs avantages du point de vue touristique. (49) Cette opinion ne changera pas

durant les vingt ans qui vont suivre. (50)

Pour ce qui est des insectes qui s'attaquent aux arbres, on en discute à quelques reprises dans le Bulletin, notamment en 1910 avec des chroniques sur la pyrale d'épinette (51) et de la rouille vésiculeuse du pin blanc en 1917. (52)

La première chronique sur les feux de forêts paraît en 1918 et porte sur leurs dommages à l'économie. (53) Durant les années 1920 on porte une attention particulière à ce phénomène naturel. En 1925, un article emprunté de la revue Ressources naturelles du Canada, (une publication du gouvernement fédéral qui a vu le jour au début des années 1920) intitulé «La protection des forêts canadiennes» informe le lecteur de la proclamation d'une semaine de la protection des forêts en avril, durant laquelle on veut sensibiliser les citoyens aux dommages créés par les feux de forêts. (54) En 1925, on publie aussi une causerie de Henri Kieffer, chef du Service de protection des forêts de la province, devant les membres du club Rotary de Québec. Intitulée «Histoire de la forêt canadienne» la causerie porte surtout sur les pertes économiques causées par les feux de forêts, que M. Kieffer chiffre à 272 milliards de pieds cubes de bois commercialisable depuis les débuts de la colonisation. Trois ans plus tard, on publie une allocution du Commissaire des incendies de la province de Québec devant l'Union des municipalités du Québec qui porte sur les dommages des feux de forêts aux propriétés municipales. (55) Enfin, en 1929, la dernière année pour laquelle nous avons pu consulter le Bulletin, on retrouve une revue de la situation forestière de Charles Stewart, le ministre de l'Intérieur, tiré de la revue Ressources naturelles du Canada. Les concepts de protection des forêts contre les incendies et de production de richesse l'emportent haut la main sur ceux de la conservation et du reboisement. (56)

Les industries forestières occupent de plus en plus de place dans les pages du Bulletin concernant la forêt. À partir de 1912, on y présente de temps à autre des chiffres sur les exportations et les revenus provenant de la vente des produits forestiers au Québec et au Canada. (57) Des informations à ce sujet sont aussi présentées en 1915, (58) en 1921, (59) et en 1923. (60) Les réserves forestières canadiennes et leur valeur marchande font aussi l'objet de plusieurs articles. (61) Lorsque la guerre fait rage en Europe, les exportations de papier sont accrues au point de créer une pénurie au pays. Le Bulletin publie quelques chroniques à ce sujet en 1917 (62) de même qu'un article sur le bois canadien en France. (63) L'année suivante, on apprend que des entreprises européennes font du tissu et des vêtements avec du papier pour pallier à la pénurie de textile. (64)

En 1918, Avila Bédard publie un autre article sur l'impact des industries forestières sur l'économie du Québec, et pour la première fois dans le discours de l'ingénieur forestier on ne note aucune référence à la conservation. (65) Et en 1925, une chronique sur l'industrie vante les records de production de bois et de papier au Canada. (66)

Quelques articles à caractère historique sur la forêt sont aussi publiés dans le Bulletin. (67) En 1916, un article intitulé «Aperçu historique sur l'exploitation des forêts au Canada», par James Lawler, est digne de mention parce qu'il analyse l'histoire de l'exploitation des forêts canadiennes en portant une attention particulière aux initiatives de conservation de nos ancêtres français et britanniques. Lawler, un journaliste torontois qui est nommé secrétaire de l'Association forestière canadienne en 1909, déclare que la vision des Britanniques, et plus particulièrement celle des gouverneurs Murray et Carleton, au sujet de la forêt:

...s'étendait plus loin que celle de leurs prédécesseurs: ils ne désiraient pas seulement s'assurer les disponibilités de chêne et de pin existantes, mais il leur semblait aussi opportun de distinguer et de protéger les surfaces particulièrement propices à la croissance de ces espèces, afin de s'assurer du bois à perpétuité[...] Cette politique d'examen, de discrimination, et de conservation était en avance de plus d'un siècle sur son époque. (68)

Peu importe que l'interprétation de Lawler soit historiquement correcte ou non, son article démontre l'intérêt qu'on apportait à la conservation des forêts durant les années 1910.

Enfin, dans les articles du Bulletin qui décrivent les explorations de nouvelles régions on retrouve généralement un volet sur le couvert forestier mais l'espace nous manque pour les analyser en détail. Au cours des ans, on utilise de plus en plus l'expression «ressources forestières» plutôt que forêts. (69)

Durant ces années, le Bulletin encourage une espèce de dialogue entre les profanes et les nouveaux spécialistes au sujet de la conservation de la forêt. Aux questions sur le déboisement, ses effets et ses remèdes que posent le grand public durant les années 1900 et 1910, les ingénieurs forestiers, fonctionnaires de l'État québécois comme Piché, Bédard et Kieffer répondent qu'il n'est pas question de conserver la forêt dans le sens véritable du terme, (c'est à dire une diminution de la consommation de matière ligneuse par l'industrie) ou de reboiser les territoires exploités par l'industrie sur une grande échelle. En fait, ils évacuent complètement ces idées dans leurs discours après la première guerre mondiale pour favoriser plutôt une protection accrue des essences commercialisables d'arbres contre le feu et les insectes. Car pour eux, la croissance économique de la province passe par le développement le plus rapide possible des industries du bois.

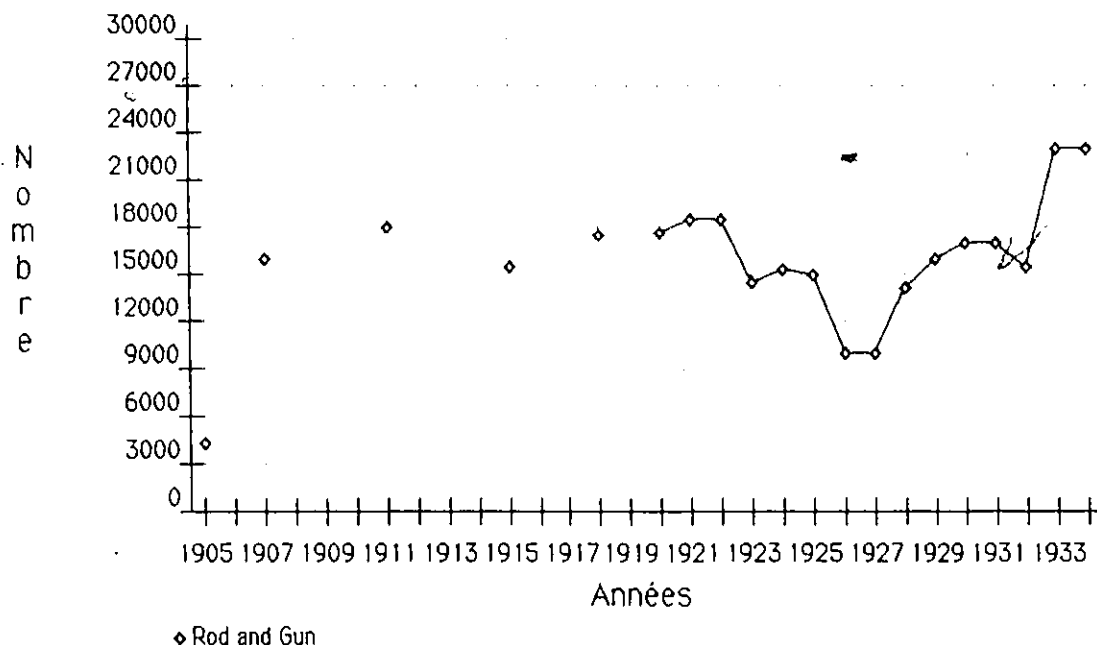
f) les chasseurs et les pêcheurs

Comment contrôler le progrès? C'est la question que bien des chasseurs et pêcheurs se posent au tournant du siècle. Et c'est pourquoi le thème de la conservation de la forêt est si populaire parmi eux durant les deux premières décennies du XXe siècle. Car les chasseurs et pêcheurs sont inquiets de la disparition rapide du gibier et du poisson, qu'ils associent à plus que des abus de leur part. Durant cette période d'industrialisation rapide, ils se méfient de toute activité qui passe par l'exploitation des ressources naturelles et qui diminue la taille des territoires sauvages où vivent le gibier et le poisson: la nouvelle industrie des pâtes et papiers, et les coupes de bois qui en découlent, l'exploitation des mines, les barrages hydrauliques qui affectent les rivières et la colonisation de nouvelles régions. Mais comment repousser ces intrusions de plus en plus nombreuses de la civilisation? Durant les années 1900 et 1910, au Québec, les chasseurs et pêcheurs sont les seuls qui vont s'organiser en groupes et qui vont tenter de convaincre l'État d'intégrer, sous une même administration, les activités de gestion des ressources naturelles de même que celles de la protection de la forêt, du gibier et du poisson. Car ils ont leur mot à dire dans les politiques de protection des ressources naturelles de la province et veulent être écoutés.

Malheureusement, il n'existe aucune publication canadienne-française de chasse et pêche au tournant du siècle. Mais la revue Rod and Gun, l'organe officiel de différentes fédérations provinciales de chasse et pêche, contient une foule d'informations. À défaut d'une publication qui soit plus représentative des intérêts de certains chasseurs francophones et des chasseurs ruraux qui ne font partie d'aucune organisation, c'est de cette source que nous tirons la plupart de nos informations.

Fondée en 1899 à Montréal par des intérêts du Pacifique Canadien, Rod and Gun vise un public urbain et aisé, amateur de chasse et de pêche, qui pourrait être tenté de se rendre dans les clubs de chasse et pêche reculés en utilisant le train. A première vue, il est difficile d'évaluer le nombre d'abonnés à cette revue; les éditeurs restant muets à ce sujet. Mais les chiffres retrouvés dans le Canadian Newspaper Directory indiquent que la revue a été tirée entre 10 000 et 18 000 exemplaires par mois durant les années 1900-1930.

TABLEAU 3
Nombre de copies de Rod and Gun vendues



Sources: Canadian Newspaper Directory, 1905-1934.

Il ne faut que quelques années à W. J. Taylor pour faire passer Rod and Gun au rang des mensuels spécialisés à grand tirage. Car de 1907 à 1923, la circulation moyenne oscille entre 15 000 et 18 000. Au début des années 1920, l'arrivée sur le marché du Illustrated Forest and Outdoors, qui vise un même

public, provoque une chute dans le nombre des abonnements. Cette diminution perdure jusqu'à la Crise, qui affecte sérieusement l'Association forestière canadienne. Par la suite, on peut postuler qu'un certain nombre d'abonnés au I.F.O. se tourne vers Rod and Gun puisque la circulation moyenne du magazine durant les années 1930 monte à près de 23,000 tandis que le membership de l'Association est coupé de moitié.

Si on se fie au nombre d'articles et d'annonces dans Rod and Gun qui ont rapport au Québec, il est probable qu'au moins le tiers des lecteurs habitent ou désirent chasser au Québec, un autre tiers provient de l'Ontario et le reste est partagé entre les provinces maritimes, surtout le Nouveau-Brunswick, et les provinces de l'Ouest, surtout la Colombie-Britannique.

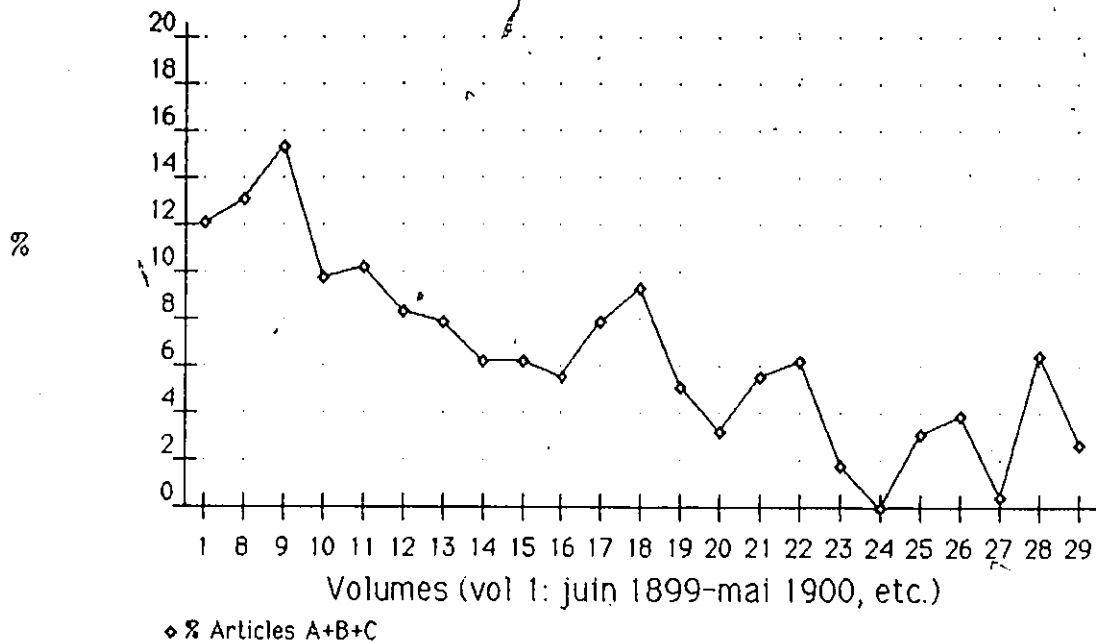
Les articles publiés dans Rod and Gun se limitent à une courte liste de sujets comme les récits d'excursions, de voyages de chasse et de pêche et une gamme de chroniques d'intérêt pour les chasseurs et pêcheurs: trappage, fusils et munitions, activités des clubs de chasse, concours de tir, clubs d'alpinisme, chiens de chasse et vie des animaux et poissons. Mais Rod and Gun, c'est aussi un magazine qui prêche la conservation: «Nous voulons que le gibier et le poisson soient protégés, que les lois existantes soient appliquées et même amendées lorsque nécessaire» indique l'éditeur de Rod and Gun dans l'éditorial du premier numéro. (70) Les raisons invoquées pour la conservation du gibier et du poisson sont toutefois strictement économiques. On croit en effet que seule une argumentation basée sur le potentiel économique de la chasse et de la pêche pourra convaincre le public et les politiciens de protéger le gibier et le poisson. C'est sous l'angle économique que les chasseurs et pêcheurs défendront leur cause durant le premier tiers du siècle. Comment expliquer cette quasi- unanimité de leur part et ce refus de discuter de la nature sous un

autre angle? On ne peut douter qu'une bonne proportion des chasseurs et pêcheurs d'antan, tout comme ceux d'aujourd'hui, aient aimé la nature. Il serait difficile de croire que tous ces intervenants n'aient considéré le milieu naturel que comme un objet à être consommé par l'homme. Pourtant, parmi les centaines d'articles consultés, rares sont ceux qui traitent de la nature sous une autre perspective; il faut croire que le discours «économique» était perçu comme étant le plus susceptible de sensibiliser l'opinion publique.

L'intérêt à la conservation dans Rod and Gun varie beaucoup au cours des ans et se rattache à une série de débats spécifiques: les causes de la disparition du gibier et du poisson, les meilleures façons d'assurer leur conservation ainsi que l'importance de la conservation de la forêt. Le tableau 4 révèle les variations dans le pourcentage d'articles sur la conservation pour le volume 1 et les volumes 8 à 29 de la revue. Les volumes 2 à 7 ont été omis parce qu'ils contiennent les chroniques de l'Association forestière canadienne. Entre 1901 et 1905, l'Association publie en effet dans Rod and Gun au moins trois articles par mois sur la conservation des forêts, ce qui porte le total à plus de soixante d'articles sur la conservation par année, environ 30% du nombre total.

La courbe confirme que le sujet de la conservation, qui prend une grande place dans le contenu du magazine avant la première guerre mondiale (plus d'un article sur dix), perd graduellement de l'importance pour devenir à peu près ignoré à partir de la deuxième moitié des années 1920. Lorsque paraît le Illustrated Forest and Outdoors au début des années 1920, la direction de Rod and Gun décide d'éliminer à toutes fins pratiques le sujet de la conservation dans ses pages et de se concentrer sur les aspects plus techniques de la chasse et la pêche, comme les armes,

TABLEAU 4
Pourcentage d'articles sur la conservation
dans Rod and Gun



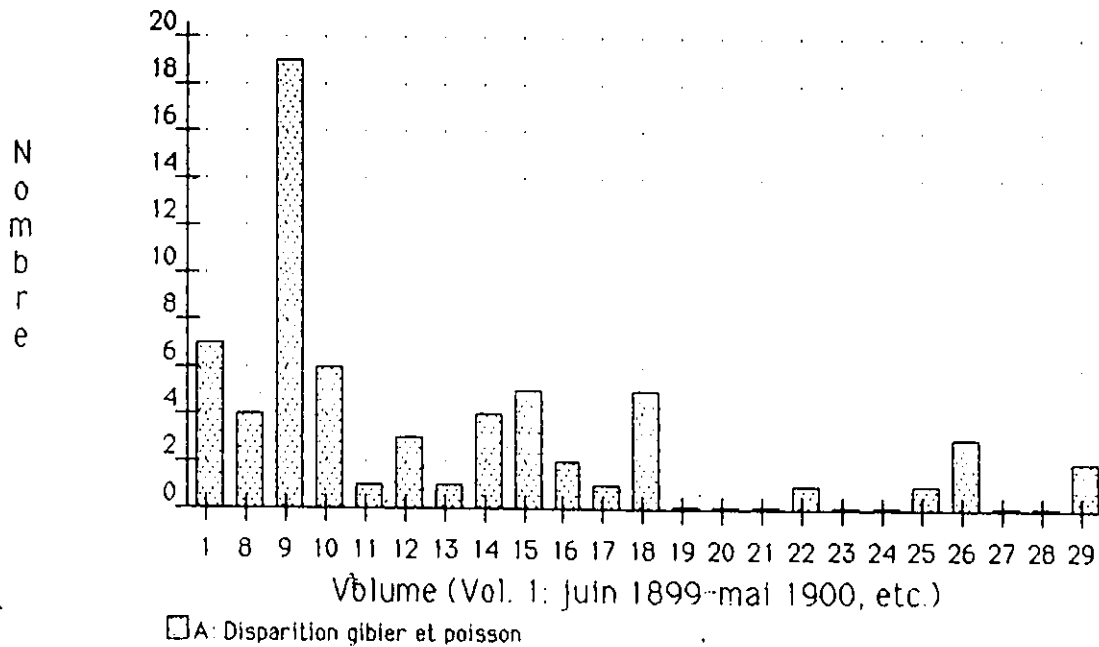
Notes: A+B+C signifie que les trois types d'articles sur la conservation (A: disparition du gibier et du poisson, B: conservation du gibier et du poisson et C: conservation de la forêt) ont été additionnés. Le total est calculé par rapport au nombre total d'articles publiés à chaque année.

Sources: Rod and Gun, table des matières, Vol. 1 et 8 à 29.

l'équipement de camping, les lignes et les appâts.

Pourquoi ce si grand intérêt à la conservation? La raréfaction à grande échelle de certaines espèces de gibier et de poisson au tournant du siècle cause tout un émoi chez les chasseurs canadiens. Elle provoque la publication d'une longue série d'articles, comme en témoigne le tableau ci-haut. Les articles sur la disparition du gibier se font nombreux avant le début de la première guerre mondiale. En 1908, on publie même 19 articles à ce sujet. La plupart portent

TABLEAU 5
Nombre d'articles sur la disparition
du gibier et du poisson, Rod and Gun



Source: Rod and Gun, tables des matières, Vol. 1, 8-29.

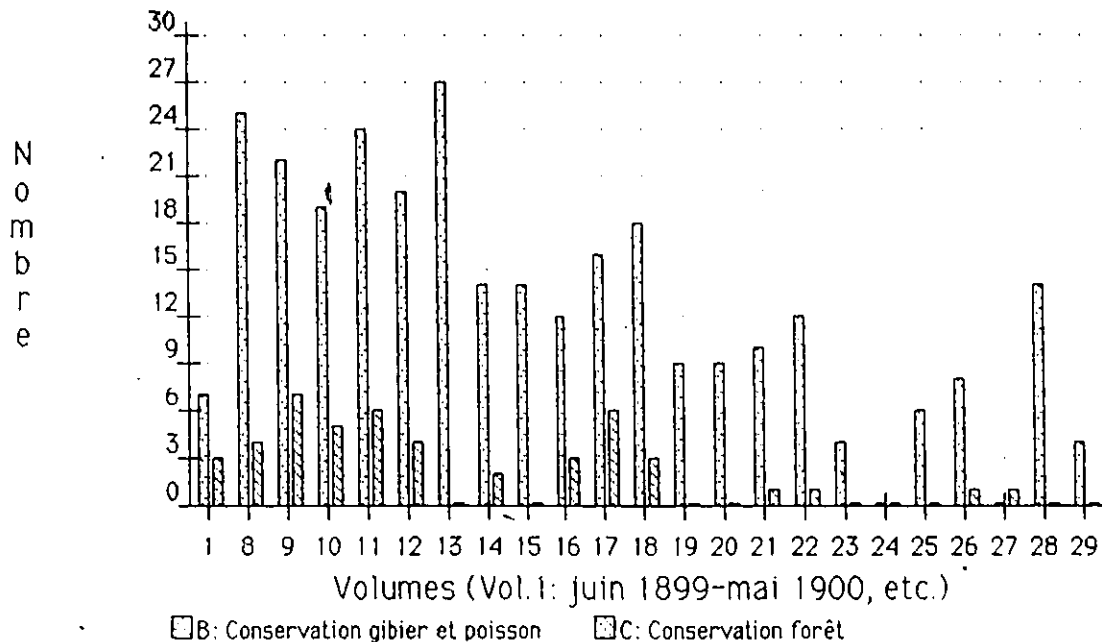
sur la raréfaction du gibier dans les régions environnant les clubs de chasse et les différents auteurs discutent des causes possibles de la dégradation. Les auteurs déplorent que lois contre les braconniers ne sont pas assez sévères et très mal appliquées. Par ailleurs, beaucoup condamnent la chasse au gros gibier avec des chiens, qui procurent au chasseur un très grand avantage. Enfin, ils s'indignent du grand nombre de prédateurs naturels du chevreuil comme les loups, les pumas, les lynxs, etc, qui s'accaparent d'une «trop» grande portion des troupeaux.(71) D'autres articles traitent de la disparition rapide du saumon dans les rivières canadiennes et pointent du doigt ceux qui dynamitent les rivières pour pêcher et ceux qui installent de grands filets sur toute la largeur

des cours d'eau. Ces deux méthodes causent évidemment de grandes dégradations parmi les poissons.

Ces articles vont provoquer une prise de conscience de la vulnérabilité du gibier et du poisson prisés par l'homme. Elle motivera de nombreux chroniqueurs, politiciens, chasseurs et pêcheurs à exprimer leur opinion sur la meilleure façon de conserver les richesses cynégétiques de la province. Durant le début des années 1910, on a légiféré pour bannir l'usage de chiens dans la chasse au gros gibier ainsi que pour interdire l'utilisation de filets et de dynamite à la pêche. Par ailleurs, on a augmenté les récompenses pour les carcasses de loups. Mais un bon nombre de chasseurs et pêcheurs estiment que ces mesures ne sont pas suffisantes: la conservation du gibier et du poisson ne peut être réalisée sans que des mesures soient prises pour préserver la forêt. Car ce ne sont pas seulement les activités de chasse et de pêche qui déciment les troupes de gibier et les bancs de poissons mais l'effet combiné de la coupe du bois sur de grandes étendues de forêt, la construction de barrages et d'estacades, l'exploitation des premières mines et l'arrivée sur de nouveaux territoires d'un nombre grandissant de colons et les infrastructures qui les accompagnent. Le tableau 6 indique clairement que les contributeurs de Rod and Gun se sont penchés sur le problème de l'utilisation des forêts. On peut voir en effet une corrélation entre l'intérêt pour la conservation du gibier et du poisson d'une part et la préservation de la forêt d'autre part.

L'intérêt que les chasseurs et pêcheurs portent à la forêt est donc étroitement relié à la disparition du gibier et du poisson et aux moyens de les conserver. Dès mars 1900, on retrouve dans Rod and Gun des articles où on applaudit la formation de l'Association forestière canadienne: «Les feux de forêts sont une menace directe à une large portion du gibier, tout comme la

TABLEAU 6
Relation entre deux types de conservation
dans Rod and Gun



Source: Rod and Gun, tables des matières, vol. 1 et vol. 8 à 29.

destruction aveugle de la forêt par la hache.» (72). Pendant les cinq années qui vont suivre l'AFC publie plus d'une centaine d'articles sur la conservation des forêts dans Rod and Gun.

Après que l'Association forestière canadienne décide de fonder le Forestry Journal, on continue, pour un autre dix ans, de publier des articles sur la conservation des forêts dans Rod and Gun. Le contenu de ces articles confirme que la position des chasseurs et pêcheurs quant à la gestion de la forêt est en accord avec celle des conservationnistes les plus avant-gardistes. Au sujet des politiques forestières que le Dominion devrait adopter, on déclare en 1907 que de grands torts ont déjà été faits à la forêt. Une plus grande

inaction des gouvernements pourrait avoir des conséquences néfastes sur le climat, ce qui assécherait les rivières et les lacs, décimerait la faune et affecterait l'économie du pays. Cependant, se presse t'on d'ajouter, «il n'est pas trop tard pour conserver ce qui nous reste (des forêts), car il nous en reste encore de grandes étendues, et pour adopter et pratiquer une vigoureuse politique de reboisement.»(73) En fait, l'idée du reboisement des territoires affectés par la coupe excessive et la colonisation reste très populaire chez les chasseurs et les pêcheurs jusqu'à la fin de la première guerre mondiale. Dans une série d'articles sur les pratiques forestières américaines, on déclare par exemple: « Si nous prenons la leçon [du déboisement américain] à coeur au Canada, nous pouvons encore préserver la plupart de ce qui nous reste, et replanter une bonne partie de ce que nous avons perdu.» (74). L'année suivante, Charles Cameron, qui écrit un autre article sur les pratiques forestières américaines, se fait plus précis quant aux méthodes de coupe:

Le gaspillage doit cesser. Nos méthodes de «coupe» doivent être changées radicalement et sans délai. La sylviculture et la préservation des forêts doit être étudiée et mise en opération par le Gouvernement, les États et les individus, sans quoi des conditions que nous n'osons contempler vont se développer[...] Les forêts qui nous restent ne doivent pas être sacrifiées à cause de la cupidité des marchands de bois, les méthodes de coupe inefficaces que nous ont légué nos ancêtres doivent être abandonnées et un système de reboisement et de récolte de nos forêts doit être adopté tout comme les autres produits du sol[...] (75)

La dernière critique acerbe des pratiques des marchands de bois à paraître dans Rod and Gun est publiée en 1913. Intitulé simplement «La conservation de la forêt», l'article, qui n'est pas signé, critique la méthode de «régénération naturelle» et discute de la nécessité du reboisement pour la survie des forêts de grands conifères au pays:

— La coupe des meilleures espèces d'arbres a ouvert la voie à la croissance d'espèces inférieures et a provoqué des changements constants pour le pire dans la composition des forêts, et aura comme effet de diminuer grandement leur valeur au point de vue de la production de bois commercialisable[...] à ce niveau, rien n'a été fait[...] et en ce qui concerne le reboisement des territoires impropres à l'agriculture avec des essences de bonne valeur, il ne se pratique à peu près rien de bon de la Nouvelle-Écosse à la Colombie-Britannique. (76)

De tels articles ne manquent pas de sensibiliser les chasseurs et pêcheurs à cette cause, d'autant plus qu'au niveau politique leurs intérêts perdent graduellement du poids dans la balance. Au Québec par exemple, entre 1882 et 1905, c'était le ministère des Terres et forêts qui administrait aussi bien la chasse et la pêche que la colonisation, les mines et les forêts. De 1900 à 1905 c'est le premier-ministre lui-même, S. N. Parent, qui a la charge du ministère. Or, le courant favorisant la spécialisation des tâches et des responsabilités dans les gouvernements, qui prévaut en Occident au tournant du siècle, pousse Lomer Gouin, le premier ministre porté au pouvoir en 1905, à intégrer la chasse et la pêche sportive au nouveau ministère moins important de la Colonisation, des mines et des pêcheries. Notons que cette marginalisation des intérêts des chasseurs et pêcheurs dans le processus politique s'effectue un peu partout dans les autres provinces du Dominion. En Ontario, par exemple, la chasse et la pêche est administrée par le département des travaux publics!

Pour contrer cette marginalisation rapide de leurs intérêts, les membres d'associations de protection de gibier et de poisson décident d'élargir leur mandat et de militer aussi pour de la conservation des forêts. En effet, en 1907 et en 1908, on forme au Nouveau-Brunswick et en Ontario des associations de protection de la forêt, du gibier et du poisson. «La question de la protection efficace du poisson et du gibier est si étroitement reliée à celle de la préservation de la forêt que les deux ne peuvent être dissociées. Pour qu'une politique de protection du poisson et du gibier soit efficace, elle doit aller main dans la main avec celle de la préservation de la forêt.»(77) Ce que les membres des associations visent, c'est officiellement une plus grande collaboration entre les intérêts de la chasse et de la pêche avec le gouvernement et les marchands de bois pour protéger les forêts contre le feu. Mais on veut aussi que les responsabilités des garde-forestiers soient étendues pour qu'ils cumulent aussi

les tâches de gardes-chasse. Ainsi l'État pourrait se permettre de leur donner un bien meilleur salaire et leur statut dans les communautés où ils oeuvrent serait réhaussé. «C'est ainsi que les choses se développent au Canada et l'exemple du Nouveau-Brunswick peut encourager les autres provinces à suivre le pas.» (78) On observe la même tendance et les mêmes objectifs en Ontario, présentés de brillante façon par Kelly Evans, le président de l'Association ontarienne. (79)

Au Québec, c'est l'Association de protection du gibier et du poisson du Québec qui prend l'initiative et qui propose une politique d'intégration des activités de surveillance et de développement du patrimoine. Plutôt que de confier à des individus différents la gestion et la surveillance des activités de chasse, de pêche, de foresterie, des mines et de la colonisation sur d'immenses territoires, les membres de l'Association proposent de confier toutes ces activités à des individus qui auraient chacun la responsabilité d'un plus petit territoire, ceci afin d'assurer une plus grande cohérence dans l'application des lois de plus en plus nombreuses et contradictoires. On veut équilibrer les forces économiques et les intérêts qui s'opposent dans chaque œkoumène. Ainsi, croient les chasseurs et les pêcheurs, il serait possible d'éviter le saccage de certaines régions encore riches en gibier et en poisson par des marchands de bois trop entreprenants, des «squatters», des braconniers ou des colons.

Achille Bergevin (1870-1933) prend le dossier en main pour l'Association québécoise. Bergevin, député libéral à l'Assemblée législative de 1900 à 1908 et de 1919 à 1923, cumule plusieurs professions durant sa carrière. Gérant du journal Le Soir en 1896, puis propriétaire de l'hebdomadaire Les Nouvelles jusqu'en 1898, Bergevin «excerça également le métier de courtier en

obligations» (80) En plus d'être vice-président du Cercle Ville-Marie, directeur de la League of Education et membre du Club St-Denis et du Club canadien, Bergevin assume durant la deuxième moitié des années 1900 la vice-présidence, puis la présidence de l'Association québécoise pour la protection du gibier et du poisson. À deux reprises, soit en 1907 et en 1909, M. Bergevin fait une allocution devant les membres de l'Association forestière canadienne réunis pour leur convention annuelle. Celle de 1909 présente un intérêt particulier.

En effet, Bergevin y-suggère qu'il existe une interdépendance étroite entre la survie de la faune et celle de la forêt. Il affirme aussi que les retombées économiques des activités de chasse et pêche ne sont pas à dédaigner et peuvent se perpétuer si la protection du gibier et du poisson est assurée. Bergevin estime que c'est l'État, le propriétaire du territoire, qui doit prendre cette responsabilité. Pour ce faire il suggère l'embauche d'un plus grand nombre de gardes forestiers. Et «comme la préservation de la forêt signifie aussi la conservation du poisson et du gibier, j'aimerais suggérer que les gardes forestiers [...] soient aussi nommés gardes du poisson et du gibier».(81) Bergevin propose ensuite que l'État se charge de reboiser les terrains agricoles abandonnés, restaurer les territoires forestiers saccagés par une exploitation abusive ou le feu, créer de nombreuses autres réserves forestières de grandes dimensions et participer à l'introduction et l'acclimatation de nouvelles essences d'arbres sur le territoire québécois.

Pour mettre ces suggestions en pratique, Bergevin propose que l'État québécois crée un budget pour défrayer les dépenses occasionnées et forme une commission composée «d'hommes compétents, libres d'attaches politiques et ayant la direction de la vente, de la coupe et tout ce qui touche à

l'exploitation de la forêt. Une telle commission devrait être contrôlée par le Gouvernement et responsable devant le peuple.» Cette commission aurait aussi comme mission d'inventorier tout le territoire forestier québécois et de déterminer quelles régions sont aptes à la colonisation afin de régler cette question de façon neutre et indépendante. Il conclut en déclarant: «Nous possédons un pays riche en minéraux précieux, riche en forêts, riche en terres agricoles, et il est de notre devoir de travailler main dans la main en tant que citoyens canadiens afin de conserver et de perpétuer toutes ces richesses.» (82)

Afin de faire le point sur la contribution économique de la chasse et de la pêche, le point faible de l'argumentation des porte-parole des intérêts des chasseurs et pêcheurs, Thomas Ritchie écrit deux articles dans Rod and Gun en 1909. Il y déclare que la valeur monétaire du gibier et du poisson en Ontario est plus grande que les revenus combinés de toutes les mines d'or et d'argent. (83) Malheureusement, il ne dévoile pas ses chiffres et cette faute rend l'exercice moins convainquant.

Il ne faudrait cependant pas croire que les membres de ces associations soient complètement isolés dans leur bataille pour une meilleure protection des forêts afin de conserver la faune. Le romancier américain Cy Warman par exemple, auteur de nombreux romans populaires de l'époque, écrit plusieurs articles à ce sujet dans Rod and Gun. Dans un discours sur la protection de la faune présenté aux membres du Club Canadien en janvier 1908, il déclare que les Canadiens devraient tirer une leçon de la dévastation de la faune qui a eu cours dans l'Ouest américain: «Tout d'abord, vous devrez sauver leur habitat. La forêt est l'habitat naturel du gros gibier. Détruisez vos forêts et votre gibier disparaîtra, vos rivières s'assècheront, votre poisson mourra, et le désert

s'installera sur ce territoire que Dieu a si bien garni.» (84) Ce thème de la désécration de la nature revient dans un autre discours qu'il prononce un peu plus d'un an plus tard devant les membres de l'Association Nord-américaine de protection du gibier et du poisson. Au sujet du milieu naturel canadien, il affirme: « Si nous enlevons toutes nos forêts sans reboiser, et si nous détruisons toute la faune dans les airs, sur la terre et dans les lacs, ce dernier territoire de nature sauvage deviendra aussi triste que la Terre Sainte.» (85) D'autre part, on retrouve plus d'un poème sur les effets néfastes de la destruction de la forêt par l'homme dans Rod and Gun, et fait intéressant, ils sont l'oeuvre de femmes.

Mais au bout du compte, les efforts combinés des différentes associations de chasseurs et pêcheurs et de leurs supporteurs ne réussissent pas à faire plier le gouvernement: la marginalisation de leurs intérêts se poursuit. Opposés aux intérêts économiques puissants qui aspirent à une exploitation libre d'entraves des forêts, des mines et des pouvoirs d'eau, les chasseurs et pêcheurs ne font pas le poids. Car alors que leurs intérêts demandent que l'État réglemente et limite les intrusions de la «civilisation» dans les territoires sauvages peuplés de gibier et de poisson, les autres intérêts eux, disent ne pouvoir survivre sans une prise de possession rapide et complète de ces territoires vierges. C'est le sujet du prochain chapitre. Et comme les revenus provenant de l'exploitation des forêts, des mines et de l'hydroélectricité sont bien plus élevés que ceux perçus des activités de chasse et pêche, ce sont les intérêts de ces premiers qui gagnent finalement la partie, au grand détriment, pourrait-on opiner, de la faune et de la flore québécoises.

Après la première guerre mondiale, on ne peut que se rendre à l'évidence de l'échec des chasseurs et des pêcheurs à résoudre le problème de la raréfaction du gibier et du poisson. Bien que l'on ne retrouve presque plus

d'articles à ce sujet dans Rod and Gun, c'est par dizaines que l'on en publie dans le Illustrated Forest and Outdoors. Et le discours des chasseurs et pêcheurs change en faveur d'une intervention active dans le milieu naturel. Las de réglementer leurs activités, de diminuer leurs prises et d'augmenter leurs déboursés sans voir de changements notables dans la quantité de gibier et de poisson disponibles, fatigués de se battre pour obtenir une certaine forme de reconnaissance politique, les chasseurs s'attaquent en dernier recours aux prédateurs, leurs compétiteurs naturels pour le gibier.

Selon la majorité des individus qui prennent alors position dans ce débat, le problème de la chasse réglementée est que les prédateurs naturels, eux, ne respectent pas les lois et chassent à l'année longue. Si l'on veut vraiment conserver ce qui reste du gibier «sans défense», il faut absolument le protéger contre les prédateurs. À mesure que l'on avance dans les années 1920, le vocabulaire concernant les prédateurs se précise et ressemble de plus en plus à celui des entomologues lorsque ces derniers décrivent les insectes qui s'attaquent aux essences d'arbres commerciales. Pour ce qui est des loups, les adjectifs passent par pestes, vermines, animaux assoiffés de sang, hypocrites et assassins qui tuent pour le plaisir. Le lynx ne fait pas bien meilleure figure. (86) Les chasses au puma sont aussi appréciées pour leur caractère «assainissant». Enfin les coyotes, qui ne sont pas prisés des agriculteurs qui désirent les exterminer, font l'objet de nombreux articles où l'on insiste sur les dommages qu'ils causent.

Ce n'est qu'à la fin des années 1920 que certains chasseurs commencent à utiliser des arguments autres qu'économiques pour tenter de contrer le développement rapide des régions encore peu exploitées par l'homme. À ce sujet, deux articles sont dignes de mention.

Dans le premier, J.K. Sandwell étudie le mouvement pour l'extermination des prédateurs, discute la façon dont les hommes décident d'intervenir dans l'équilibre naturel. Il tente de démontrer que ses interventions dans le cours de la nature sont uniquement motivées par des considérations économiques. Il débute en décrivant les interrelations entre différentes espèces animales: «Dans le monde très compétitif de là nature, tout ce qui fleurit le fait au détriment de quelque chose d'autre. Le loup survit au détriment du cerf, le cerf survit au détriment des fleurs sauvages et les fleurs sauvages au détriment de quelque chose d'autre que nous ne connaissons pas encore mais qui pourrait se révéler très utile ou précieux pour l'homme.» (87) L'homme, bien entendu, intervient constamment dans ces relations quelque peu sanguinaires entre les différentes formes de vie dans la nature. Selon Sandwell:

Ces interventions sont toujours anthropocentriques; c'est à dire, que l'homme intervient toujours parce qu'il veut quelque chose pour lui même ou parce qu'il aime un des acteurs plus que les autres. Nous sommes gentils envers les fleurs sauvages et les cerfs parce que nous les trouvons jolis...Par contre, nous sommes désagréables envers les serpents parce que peu d'entre nous a appris à les trouver jolis...Nous sommes méchants envers les loups parce qu'ils n'ont pas peur de nous autant que les cerfs...et parce qu'ils interfèrent dans quelques-unes de nos occupations comme l'élevage des moutons et des poulets. (88)

Sanders tente ensuite de mettre les interventions de l'homme en perspective: «Nous ne devrions pas supposer que ces attitudes que nous avons sont toujours en accord parfait avec les intentions infinies de l'univers[...] La nature ne semble pas partager du tout nos objections sentimentales à ce que les cerf soient dévorés par les loups[...]» (89) Et il en décrit l'illogisme: «Mais la meilleure chose au sujet de nos interférences dans les processus de la nature sauvage c'est qu'elles sont complètement illogiques. Nous sentimentalisons au sujet de créatures tuées par d'autres mais sommes bien peu sentimentaux lorsque vient le temp de les tuer nous-même.» (90) L'auteur conclut que ceux qui se rendent coupables le plus souvent de ces interventions illogiques sont

ceux qui ont un intérêt économique en jeu:

L'homme qui intervient véritablement dans le cours de la nature est celui dont les affaires ont besoin de cette interférence. Il doit être pris au sérieux et le gouvernement le sait. Pour cette raison je ne crois pas que mes amis de la Société pour la protection des fleurs sauvages vont aller bien loin, à moins qu'ils réussissent à démontrer que l'extermination des fleurs sauvages aurait un effet direct, non pas sur les sensibilités esthétiques, mais sur le revenu d'un nombre appréciable d'électeurs. (91)

Evidemment, un tel article déclenche une pluie de réponses défendant l'idée de l'extermination des loups. Mais cet article ne reçoit pas autant d'attention que celui de Gregory Clarke, qui répète les critiques que les pêcheurs formulent fréquemment au sujet de la foresterie. Intitulé «La prophétie d'un pêcheur», l'article prêche pour la préservation pure et simple des forêts canadiennes qui sont encore debout. Clarke s'inquiète en effet des dommages au milieu naturel causés par l'invasion de plus en plus grande de touristes, chasseurs et pêcheurs américains dans les bois canadiens, et par les générations successives de colons canadiens:

[...] Un certain sens mystique m'appelle à agir. Mes ancêtres, qui se sont établis ici il y a cinq ou six générations, ont coupé les arbres et ont changé les rivières en petits ruisseaux vaseux[...] Mais maintenant, j'estime que je dois payer la note. L'âme de millions de poissons, de millions de cerfs et d'oiseaux et autres créatures sauvages qui ont été impitoyablement expulsées, m'appellent et demandent que l'on restaure quelque chose qui leur appartient de droit divin. Qui diable sommes-nous - les hommes - à penser que l'univers tout entier nous appartient? (92)

Pour ce qui est de la foresterie, Clarke présente ensuite ce qu'il affirme être l'opinion de milliers de pêcheurs et de gens ordinaires qu'il a rencontré lors de réunions d'associations de pêcheurs, qui condamnent de façon virulente les méthodes de coupe des marchands de bois:

Premièrement, ils [les gens ordinaires] croient que la forêt contienne autre chose que seulement des arbres[...] Ils commencent à voir, avec grand étonnement, des forêts dans lesquelles certains individus ont acquis un droit de vandalisme - comment est-ce possible? [...] Lorsqu'ils descendent une rivière familière et voient ses rives attaquées et détruites [...] ils se rangent du côté des pêcheurs... Je prophétise que d'ici dix ans, l'exploitation commerciale des forêts va rencontrer toutes sortes d'oppositions et d'obstacles de la part de la récréation [les sportifs et les amoureux du plein-air]. Je prophétise que beaucoup de concessions présentement convoitées ne seront jamais cédées. Même l'invocation du principe de la récolte du bois sera inutile devant les récriminations des sportifs[...] [Nos] officiels rémunérés... rôderont librement et découvriront au grand jour tout ce qui constitue un assaut au caractère sacré de la forêt. (93)

Ces deux articles suggèrent que la nature n'appartient pas qu'à l'homme et qu'elle fonctionne selon des critères différents des nôtres. Et leurs auteurs demandent que le milieu naturel soit respecté par l'homme. Mais comme nous l'avions indiqué un peu plus haut, l'expression de ces vues reste nettement minoritaire durant les années 1920.

• Notes, chapitre 1

- 1) Comme l'expliquent Kelvin^{*} Martin dans Keepers of the Game, Toronto: 1984, 145 p. et Bruce Trigger, Natives and Newcomers: Canada's Heroic Age Reconsidered, Montréal: McGill-Queens University Press, 1985, 430 p.
- 2) Voir Morris Bermann, The Reenchantment of the World, London: Cornell University Press, 1981 et William Barrett, Death of the Soul: from Descartes to the Computer, New-York: Anchor Books, 1987.
- 3) Clayton R. Koppes, «Efficiency, Equity, Esthetics: Towards A Reinterpretation of American Conservation.» Environmental Review vol. 11, No. 2, (Summer 1987): 127 à 146.
- 4) Peter Gillis, Lost Initiatives: Canada's Forest Industries, Forest Policy and Forest Conservation, Westport (Conn.): Greenwood Press, Inc., 1986, p. 31.
- 5) George Perkins Marsh, Man and Nature. Or Physical Geography as Modified by Human Action, Cambridge (Mass.) Originally published in 1864: X-XX.
- 6) Janet Foster, Working for Wildlife: the Beginnings of Preservation in Canada, Toronto: University of Toronto Press, 1978: 32.
- 7) Peter Gillis, op. cit. : 35-38.
- 8) Peter Gillis, E.H. Bronson and Corporate Capitalism, M.A. Thesis, Kingston: Queen's University, 1975.
- 9) Donald Mackay, Un patrimoine en péril: la crise des forêts canadiennes, Québec: Les publications Québec (traduction approuvée par le Ministère de l'énergie et des ressources du Québec) 1986: 38.
- 10) Ibid.
- 11) Gillis, op. cit., p. 37
- 12) Illustrated Forest and Outdoors, (ci-après IFO) février 1925: 77
- 13) Stephen Fox, John Muir and its Legacy, Toronto: Little Brown and Cie., 1981: 109-111
- 14) Samuel P. Hays, Conservation and the Gospel of Efficiency : The Progressive Conservation Movement, 1890-1920, Cambridge: (Mass.) Harvard University Press, 1959: 27 à 48.
- 15) Le Naturaliste canadien, Vol. I, 1874: 255.
- 16) Ibid, Vol. I, 1874: 257.
- 17) Ibid, Vol. I, 1874: 257-258.
- 18) Ibid, Vol. XXIII, 1905: 135-138.
- 19) Ibid, Vol., XXV, 1907: 77-80.
- 20) Ibid, Vol. XXVII, 1909: 181-183.
- 21) Ibid, Vol LVIII, No. 3, (mars 1931): 49-55.

22) Bulletin de la Société de géographie de Québec (BSGQ), Vol. 1, No. 1, 1880: I à XV.

23) Durant les premières années de son existence, la Société tient ses réunions dans un petit local de l'Université Laval, mais en 1897 on apprend qu'elle a déménagé à l'Hôtel de ville de Québec, où elle y conserve livres, revues et autres documents jusqu'en 1919. Cette année-là, l'Université Laval lui fait à nouveau une place suffisante pour répondre à ses besoins et des membres de l'Université commanditent des réunions de la Société et s'impliquent dans son fonctionnement.

24) Ibid., Vol. XXI, No. 4 Oct-Nov. 1927: 193-197.

25) Ibid., Vol. XX, No 4-5, Sept Dec 1926: 194-197.

26) Parmi les membres, il faut aussi noter qu'environ 20 d'entre-eux travaillent pour une bibliothèque ou une institution d'éducation, ce qui porte la diffusion probable aux institutions à plus de 70. Par ailleurs, on retrouve des propriétaires et rédacteurs de journaux parmi la liste des membres. Si on considère l'état dans lequel se trouvent les exemplaires du Bulletin conservés à l'Université d'Ottawa, il ne fait pas de doute que cette publication a été très populaire. L'usure des pages, les notes en marge et les nombreuses taches le confirment

27) BSGQ, Vol. II: XLII.

28) Ibid.

29) Ibid., Vol. II, No1, 1897: 50-59.

30) Ibid., Vol. II, No. 1, janv. 1908: 59-60.

31) Ibid., Vol. III, No 5, sept. 1909: 54.

32) Ibid., Vol. III, No. 5, Sept. 1909: 60.

33) Ibid., Vol. III, No. 5, sept. 1909: 60-61.

34) Ibid., Vol. III, No. 5, sept. 1909: 63.

35) Ibid., Vol. IV, No. 1, Janv. 1910: 69-70

36) Ibid., Vol. V, No. 1, janv. fév. 1911: 20 à 23.

37) Ibid., Vol. V, No. 1, janv. fév. 1911: 35 à 36.

38) Ibid., Vol. V, No. 2, mai 1911: 117-118 et photographies

39) Ibid., Vol. VI, No. 1, janv.-fév., 1912: 43-48

40) Ibid., Vol. VII, No. 2, mars-avr. 1913: 131.

41) Ibid., Vol. VIII, No. 4, juil.-août 1915: 247-248

42) Ibid., Vol. X, No. 2, mars-avr. 1916: 76-79

43) Ibid., Vol. XII, No. 1, janv.-fév. 1918: 45-46.

44) Ibid., Vol. XVI, No. 5, nov.-déc. 1922: 309. (traduit par Rouillard)

45) Ibid., Vol. XVII, No. 5, nov.-déc. 1924: 304-307.

46) Ibid., Vol. XIX, No. 2, mars-avr. 1925: 118-119.

47) Ibid., Vol. XXVI, NO. 4-5, oct.-déc. 1928: 233-243.

48) Ibid., Vol. III, No. 4, Mars 1909: 16.

- 49) Ibid., Vol. IV, No. 2, Mars 1910:128-130.
- 50) En 1913, Rouillard présente une chronique sur le parc des Laurentides et y déplore le manque de surveillance des autorités qui y laissent pénétrer un trop grand nombre de chasseurs et pêcheurs. (Ibid., Vol. VII, No.1, jan.-fév. 1913: 53.) En 1918, Ernest Labrègue, un notaire de Québec, publie un long article sur les parcs nationaux et propose la formation d'autres parcs notamment dans les Laurentides. (Ibid., Vol. XII, No. 3, mai-juin: 222-232.) Dans le Bulletin de septembre- octobre, Rouillard rédige un article sur le parc national du Mont McKinley nouvellement créé en Alaska. (Ibid., Vol. XII, No. 5, sept.-oct. 1918: 285-287.) En 1921, M. Rouillard glisse quelques lignes sur la formation du parc national de Nemiskam, en Alberta pour la protection des cerf. (Ibid., Vol. XV, No. 2, mars-avr. 1921: 125-126.)
- 51) BSGO, Vol. IV, No. 3, sept. 1910: 225-226
- 52) Ibid., Vol. XI, No. 5, sept.-oct. 1917: 302-303
- 53) Ibid., Vol. XII, No. 5, sept.-oct. 1918: 299-300.
- 54) Ibid., Vol. XIX, No. 2, 1925: 114-115.
- 55) Ibid., Vol. XXII, No. 4-5, oct.-dec. 1928: 243-245.
- 56) Ibid., Vol. XIII, No. 3-4-5, août-déc. 1929: 242-245.
- 57) Ibid., Vol. VI, No. 6, nov.-déc. 1912: 412-414.
- 58) Ibid., Vol. X, No. 2, mars-avr. 1916: 124-125.
- 59) Ibid., Vol. XV, No. 2, mars-avr. 1921: 115-116.
- 60) Ibid., Vol. XVII, No. 2, mars-avr. 1923: 130-131.
- 61) Ibid., Vol. VIII, No. 6, nov.-déc. 1914: 349-351.
- 62) Ibid., Vol. XI, No. 1, janv.-fév. 1917: 1 et 50
- 63) Ibid., Vol. XI, No. 6, nov.-dec. 1917: 357-358
- 64) Ibid., Vol. XII, No. 1, janv.-fév. 1918: 52.
- 65) Ibid., Vol. XII, No. 4, sept.-oct. 1918: 257-261
- 66) Ibid., Vol. XIX, No. 3, mai-sept. 1925: 181-182.
- 67) Il s'agit du «Commerce du bois carré» de M. Edward Smith, un percepteur des droits de glissoires et d'estacades, publié en 1911, Ibid., Vol. V, No. 5, octobre 1911: 335-347, «Du régime forestier, ou de la tenure des limites forestières en notre province» de J. Bouffard, Greffier en loi du ministère des Terres et forêts, (Ibid., Vol. 6, No. 2, mai 1912: 85 à 91) et un historique sur la fabrication du papier en 1915 (Ibid., Vol. VIII, No. 5, sept.-oct. 1914: 315-316.)
- 68) Ibid., Vol. X, No. 5, sept.-oct. 1916: 271-281.
- 69) Ibid., Vol. VI, No.6, nov.-déc. 1912: 385-393.
- 70) Rod and Gun (R&G) Ibid, Vol I, No. 1: 3.
- 71) Pour un bon aperçu sur le débat sur la diminution du nombre de cerfs au Canada en 1908, lire dans R&G, Vol. IX: 10, 22, 24, 28, 37, 152, 156, 166, 282, 382, 426, 437, 469, 478, 483, 520, 530, 541, 544, 555, 563, 574, 736, 860, 874, 930, 939, 970, 1041, 1049, 1052, 1059, 1083, 1089 et 1161.

- 72) Ibid., Vol. 1, mars 1900: 3.
- 73) Ibid., Vol. 7: 757-758.
- 74) Ibid., Vol. 9, 1907-08: 764-765.
- 75) Ibid., Vol 11, 1909-1910: 418-421.
- 76) Ibid., Vol. 14, 1912-1913: 968.
- 77) Ibid., Vol. 9, 1907-08: 258-260.
- 78) Ibid.
- 79) Ibid., Vol 10, 1908-09: 68-69 et 187.
- 80) Répertoire des parlementaires canadiens, 1867-1978, Bibliothèque de la Législature, 1980: 43.
- 81) Canadian Forestry Association, Annual Report., 1909: 28-29.
- 82) Ibid.
- 83) R&G, Vol. 11, 1909-10: 126-127, 623-624.
- 84) R&G, Vol 9, 1907-08: 965-968.
- 85) R&G, Vol. 10, 1908-1909: 1180-1182.
- 86) Dans un article publié en 1925, on décrit l'animal ainsi: «Ce membre notoire de la tribu des chats est bien équipé pour la destruction. le lynx ne survit qu'en tuant le gibier, les oiseaux et les animaux comme les écureuils, les gélinites et les lièvres.» 20 Illustrated Forest and Outdoors (IFO), Mai 1925: 85-86.
- 87) IFO, Août, 1928: 425.
- 88) Ibid.: 425.
- 89) Ibid.: 425.
- 90) Ibid.: 426.
- 91) Ibid.: 426.
- 92) IFO, Avril 1929: 189.
- 93) Ibid.: 190.

CHAPITRE 2

«Conserver, c'est produire plus.» Les discours des nouveaux spécialistes de la foresterie

Au début du XXe siècle, on s'interroge au Québec sur la meilleure façon d'envisager le progrès et l'exploitation des ressources naturelles au Québec. Les réponses que certains individus présentent sont axées sur la conservation du patrimoine dans le sens véritable du terme: c'est à dire le contrôle des intrusions dans le monde naturel qu'entraînent la «civilisation», ce qui implique des limites précises aux quantités de bois que l'industrie peut s'approprier. L'idée de contrôler l'importance des récoltes de matière ligneuse afin d'assurer à la province la conservation du patrimoine déplaît à ceux qui croient aux principes de la libre-entreprise. Certes, au tournant du siècle, tout le monde admet que les ressources de la forêt ne sont pas inépuisables, mais beaucoup se demandent si un contrôle de l'expansion de la nouvelle industrie des pâtes et papiers pourrait compromettre son développement, et par conséquent la croissance économique de la province toute entière.

Ceci favorise l'arrivée des promoteurs de la foresterie. Ce sont leurs discours qui façonneront les politiques de l'État en matière de conservation de la forêt. Ces discours, tout comme ceux de Pinchot 20 ans plus tôt aux États-Unis, vont décourager l'idée qu'il faut limiter la «récolte» de matière ligneuse pour conserver la forêt: ces nouveaux spécialistes estiment, au contraire, qu'il faut encourager une plus grande production. Pour ce faire, ils préconisent plutôt l'utilisation des connaissances scientifiques afin de protéger les forêts commercialisables de ses «ennemis» et d'assurer la production de matière ligneuse après l'exploitation commerciale des forêts, et ce sans imposer

de limites aux récoltes de bois, et entraver le développement de l'industrie. Ainsi, grâce à la science de la foresterie, le Québec pourrait conserver ses forêts sans nuire à la bonne marche de la libre-entreprise.

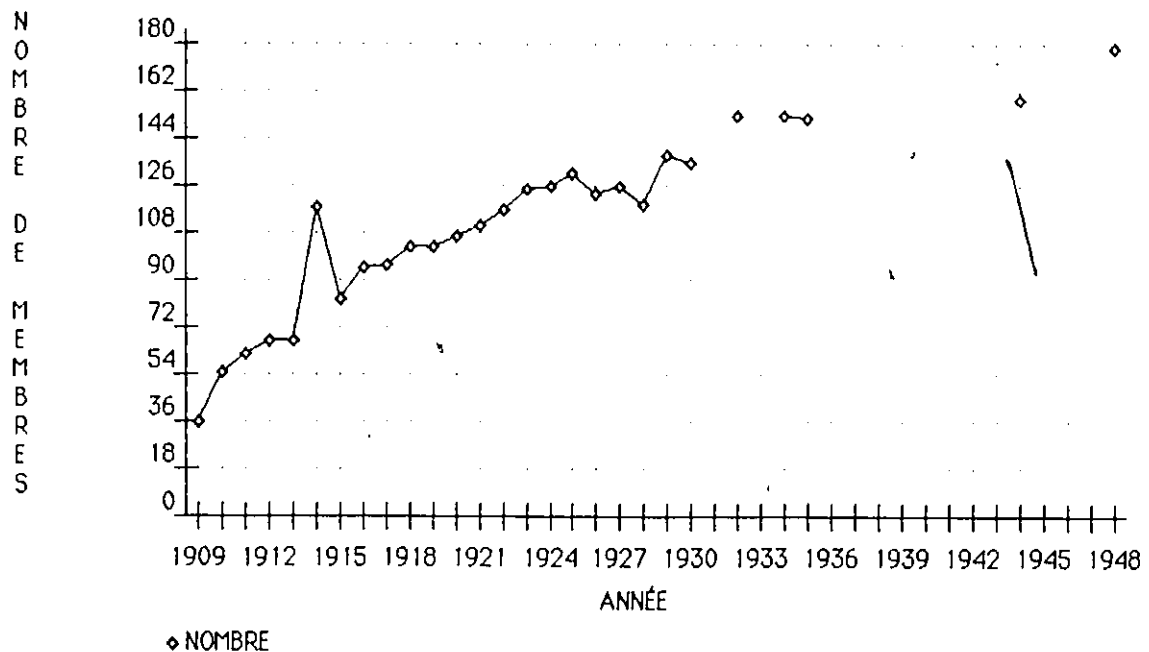
Leurs premiers discours apparaissent au début des années 1910, mais c'est après la première guerre mondiale qu'ils prendront toute leur ampleur, comme en témoignent les rapports annuels de la «Quebec Society for the Protection of Plants», une association d'entomologues qui se spécialise dans l'étude des maladies des plantes commerciales, fondée en 1908 à Ste-Anne-de-Bellevue, et les magazines de l'Association forestière canadienne, qui présentent les différents discours des ingénieurs forestiers canadiens à partir du début des années 1910.

a) les entomologues en guerre contre les insectes forestiers

Après plus de trois décennies de découvertes, de classification et de glorification de l'oeuvre de Dieu dans la Création au XIXe siècle, les entomologues se trouvent une nouvelle mission. Lorsque le chanoine Huart commence à classer les insectes selon leur impact sur les activités humaines dans Naturaliste canadien, au début des années 1900, le thème de la protection des plantes contre les insectes nuisibles est déjà populaire parmi d'autres entomologues québécois. En 1908, une trentaine d'entre-eux fondent au collège Macdonald, une Société québécoise pour la protection des plantes (Quebec Society for the Protection of Plants). Sa mission: trouver des solutions aux ravages causés aux plantes et aux cultures agricoles par les insectes et les champignons. Le tableau 7 donne une idée du membership de la Société, fondée

par James Lockhead (1864-1928) et présidée par lui jusqu'en 1926. Lockhead a aussi été responsable pendant près de vingt ans du département de biologie au collège Macdonald à Sainte-Anne de Bellevue. Durant les années 1920, la Société compte un peu plus d'un centaine de membres: surtout des scientifiques francophones et anglophones spécialisés dans l'entomologie, mais aussi une quarantaine d'entomologues «amateurs» dispersés à travers la province, et des employés de divers services du gouvernement provincial.

TABLEAU 7
Nombre de membres de la
«Quebec Society for the Protection of Plants» 1909-1948



Source: «Quebec Society for the Protection of Plants», rapports annuels, 1909-1948.

Dans son discours inaugural, Lockhead explique ce qui a amené la création de la Société. Il semblerait que les agriculteurs au Québec, tout comme ailleurs

au pays, aient de plus en plus de difficultés à faire pousser leurs récoltes à cause du nombre croissant d'insectes et de maladies qui affligent les plantes. Cet accroissement, Lockhead l'attribue à quatre facteurs: 1) l'augmentation des échanges commerciaux entre diverses parties du monde et par conséquent des risques d'importation de nouveaux insectes et de nouvelles maladies, 2) la spécialisation grandissante des cultures dans des régions données, ce qui accentue leur vulnérabilité aux épidémies, 3) la déstabilisation à une grande échelle de l'équilibre naturel causée par l'intervention humaine et 4) l'élimination progressive mais inéluctable des espèces d'oiseaux par l'homme. «Comme notre civilisation est basée sur l'agriculture [...] et que la tendance est à une agriculture plus intensive, les dangers de la multiplication des insectes et des maladies cryptogamiques augmentent.»(1) La Société est donc formée pour coordonner les efforts des biologistes dans leurs recherches sur les maladies des plantes d'une part et pour disséminer les résultats des recherches et les prescriptions de protection aux agriculteurs d'autre part. C'est le ministère de l'Agriculture du Québec qui subventionne, à raison de \$200 par année, les activités de la Société.

Le fonctionnement de l'organisme se résume à une réunion annuelle, tenue généralement en hiver au Collège Macdonald, durant laquelle les participants présentent les résultats de leurs recherches. L'été, les membres sont invités à des excursions de recherche afin d'approfondir en groupe leurs connaissances de certaines maladies cryptogamiques et de parasites des plantes agricoles commerciales comme la pomme de terre, l'oignon, les arbres fruitiers et le tabac, etc. Une fois par an, on publie, sous la forme d'un rapport annuel, les résultats de la réunion annuelle et des excursions estivales.

À partir de 1910 commence la publication d'articles sur les maladies des arbres forestiers. Comme l'indique le tableau 8, une proportion significative d'articles porte sur ce sujet: une quarantaine entre 1908 et 1934.

TABLEAU 8
Pourcentage d'articles sur la forêt retrouvés dans
les rapports de la Q.S.P.P.

Années	1908-14	1915-19	1920-24	1925-29	1930-34	1935-39	1940-44
Articles forêt	7	10	7	9	7	1	1
Autres articles	102	61	75	69	53	13	24
Nombre total	109	71	82	78	60	14	25
% articles forêt	<u>6.40%</u>	<u>14.00%</u>	<u>8.50%</u>	<u>11.50%</u>	<u>11.60%</u>	<u>7.00%</u>	<u>4.00%</u>

Source: Rapports annuels, «Quebec Society for the Protection of Plants», 1909-1944

Ces chiffres ne sont pas le reflet exact des préoccupations de recherche des membres de la Société, mais ils confirment l'intérêt des entomologues pour les maladies de la forêt de la fin des années 1910 jusqu'en 1934. À partir du début des années 1930, les résultats de la recherche entomologique sur la forêt sont aussi publiés, entre-autres, dans le Naturaliste canadien, alors commandité par l'Université Laval.

Le premier article au sujet des insectes de la forêt paraît en 1910, et nous informe sur la perception de la forêt et la pratique scientifique des naturalistes victoriens formés au XIXe siècle. Le Révérend Thomas W. Fyles par exemple, un naturaliste amateur dans la soixantaine, y décrit les ravages de certaines mites sur les feuilles du chêne ou d'autres insectes inconnus sur les noyers et les érables. Les descriptions sont très détaillées mais les prescriptions pour le

contrôle de ces insectes restent très vague: «dans la forêt il serait difficile, sinon impossible, de les contrôler.» Cet article est représentatif de ceux produits par les naturalistes de la génération de l'abbé Provancher: description détaillée des insectes ou champignons retrouvés sur les arbres et des dommages causés, de même qu'une prescription sommaire pour les arbres isolés. On n'envisage pas de contrôler les d'insectes dans la forêt jusqu'au milieu des années 1910. (2)

En 1911, J.M. Swaine, un jeune professeur du Collège Macdonald explique pourquoi le contrôle des insectes nuisibles est si important: les insectes et champignons causent des dommages à la forêt canadienne qui se chiffrent à plus de 25 millions de dollars par année. Les dommages indirects sont encore beaucoup plus élevés, car les épidémies laissent après leur passage beaucoup d'arbres morts, cibles faciles pour les feux de forêts. Ainsi, l'élimination des insectes nuisibles aurait pour effet une diminution des incendies.(3) En 1912, Swaine, qui travaille désormais comme assistant-entomologue de la forêt à Ottawa, écrit un article sur les soins à apporter aux boisés privés et conseille aux agriculteurs de les conserver et de faire pousser des forêts sur leurs terres pauvres pour les raisons suivantes: 1) ils génèrent le bois de chauffage et de construction; 2) ils agissent comme réservoir d'eau pour le sous-sol, et conservent l'humidité du sol; 3) ils abritent les oiseaux, prédateurs naturels des insectes nuisibles; et 4) servent de coupe-vent bénéfique aux terres cultivées. Afin d'empêcher les insectes nuisibles d'endommager la forêt, Swaine n'a d'autre conseil à donner aux fermiers que de se débarrasser annuellement de tout le bois mort et des arbres malades en les faisant brûler. (4) Il publiera en 1919 un autre article sur les insectes affectant les boisés des agriculteurs.(5)

En 1913, deux articles sont consacrés aux insectes nuisibles aux forêts. Celui du Révérend Thomas W. Fyles porte sur les mouches à scie de la province

de Québec, tandis que l'autre, de W.P. Fraser, discute des maladies des arbres causés par des plantes parasites et 27 types de champignons.(6) L'année suivante, Swaine présente aux membres de la Société un article général sur la conservation des forêts. Son discours s'apparente à celui de l'Association forestière canadienne de l'époque. C'est le seul discours sur l'importance de la conservation des forêts à être publié dans les rapports de la Société durant les années 1910. Selon Swaine, il faut se soucier de la conservation de la forêt maintenant que l'on réalise qu'elle n'est pas inépuisable et qu'elle doit être protégée des abus de l'homme et de ses ennemis naturels. Parmi les milliers d'espèces d'insectes qui vivent du bois de la forêt, Swaine en dénombre une douzaine particulièrement voraces, dont la tordeuse du bourgeon d'épinette, les livrées, les insectes télébrant et des chenilles s'attaquant au feuillage des bouleaux. Les insecticides pour la forêt n'ayant pas encore fait leur apparition, il est encore trop tôt pour proposer des méthodes de combat.(7)

Cette situation change en 1915 à la suite de la première expérience canadienne dans ce domaine tenue dans le parc Stanley à Vancouver, (C-B.), que résume R.N. Chrystal, un employé de la section d'entomologie à Ottawa. Pour contrer divers insectes sur les arbres du parc, on pulvérise tous les feuillus avec de l'arsénite de plomb jusqu'à 140 pieds de hauteur avant d'appliquer une émulsion de kérosène, mélangée à de l'huile de poisson sur les épinettes! (8)

Les pathologies des espèces commerciales d'arbres intéressent aussi les dirigeants du Service forestier du Québec. En 1915, Clodimir Piché joint l'Association. En 1917, il présente un court article sur les terres à bois. R.P. Léopold présente des articles sur les pépinières de la province en 1915, et fait

un résumé des insecticides et fongicides sur le marché en 1917. En 1918, Avila Bédard se joint à la Société. Il y reste jusqu'en 1946. Ce sont les maladies des pins qui intéressent le Service forestier et qui occupent des chercheurs pour les trois années suivantes. (9) En 1917, J.M. Swaine discute des dommages causés par le petit charançon du pin blanc. Comme mesure de contrôle, il suggère d'installer des filets autour des arbres affectés et de secouer les arbres afin de faire tomber les insectes. (10) Enfin en 1918, Henri Roy, du Service forestier du Québec, présente un compte-rendu des dommages de la vésiculeuse du pin blanc dans la province. Il déclare que la progression de l'insecte surtout près des pépinières pourrait avoir de fâcheuses conséquences sur les politiques de reboisement du gouvernement et de l'industrie. (11)

Les années 1910 se terminent donc sans qu'un véritable plan d'action soit établi pour contrôler les insectes forestiers à la grandeur de la province. On se contente d'étudier les maladies, les insectes nuisibles et les outils d'intervention. Les discours sur la conservation des forêts et leur contrôle par l'homme ne sont pas encore intégrés aux activités de recherche.

Mais les choses changent au début des années 1920. En effet, de toute l'histoire de la Société, l'année 1922 est la plus fructueuse en discours sur les maladies des forêts et les méthodes d'intervention à grande échelle. Environ la moitié des articles présentés à la réunion annuelle portent sur les forêts commerciales. Dans son allocution, Lockhead explique les raisons qui ont motivé ce thème:

Comme les travaux et les discussions de la plupart de nos réunions passées ont surtout porté sur les ennemis des récoltes des champs, des vergers et des jardins, le Comité exécutif a cru bon présenter cette année un programme consacré principalement aux forêts et aux arbres d'embrage. De nos jours, personne ne questionne l'importance de nos forêts comme grande ressource naturelle, mais nous avons récemment appris que les réserves forestières supposément illimitées sont maintenant sérieusement en danger et qu'elles ne pourront plus suffire à la demande d'ici quelques années à moins que des mesures rigoureuses soient prises pour contrôler les coupes excessives, les insectes et moisissures nuisibles et les feux en plus de mettre sur pied une vigoureuse politique de reboisement. (12)

Le premier article résume parfaitement l'évolution qui s'opère dans la vision de la forêt chez les scientifiques canadiens au début des années 1920. Rédigé par J.H. Faull de l'Université de Toronto, La pathologie sylvicole en fonction de la conservation des forêts présente les années 1920 comme une période de transition. Il faut ici citer le passage qui résume sa pensée:

La forêt vierge laissée à elle-même présente en général un état d'équilibre entre la maladie et la croissance mais à cause de l'intervention humaine, les arbres les plus beaux et les plus forts ont été enlevés, on a négligé son hygiène et comme résultat la moyenne a été abaissée significativement. Il n'est donc pas surprenant de découvrir qu'une grande proportion des problèmes de cette période de transition, qui nous l'espérons résultera en une forêt contrôlée, sont liés à la pathologie forestière. (13)

La forêt non-contrôlée doit donc être «domestiquée». Mais pour ce faire, Faull admet qu'il faut du temps, de l'argent, de la patience et une armée de spécialistes bien entraînés. (14) Les autres articles présentés en 1922 pointent dans la même direction: les ressources de la forêt sont en voie de s'épuiser, il faut utiliser les connaissances scientifiques afin de faire pousser des essences qui sont commercialement viables, et augmenter la production de matière ligneuse. C'est ce qu'affirme Clifton D. Howe, le doyen de la faculté de foresterie de l'Université de Toronto dans un article sur la condition des forêts et les problèmes de la foresterie. Par ailleurs J.M. Swaine et M.B. Dunn discutent du problème de l'heure en matière de pathologie forestière: la tordeuse du

bourgeon d'épinette, et les façons de s'en débarrasser. Enfin, R.J. Blair, un pathologiste du laboratoire canadien des produits forestiers présente un rapport intéressant sur les problèmes de moisissure de la pâte chimique.

En matière de pathologie forestière, la tendance observée à partir de 1922 se continue. En 1924, le rapport annuel souligne l'accroissement extraordinaire de l'utilisation d'insecticides dans la province chez les agriculteurs, les pommiculteurs et dans les pépinières du gouvernement.(15) En 1929, E.P. Felt écrit un article sur les méthodes utilisées pour la protection des arbres contre les insectes et favorise les insecticides et les fongicides plutôt que les méthodes biologiques comme l'utilisation des parasites des insectes destructeurs. C. F. Taylor, pour sa part, résume les derniers développements dans l'usage des fongicides au soufre pour les arrosages. (16) Cependant, des expériences de contrôle par insecticides sur certaines espèces comme les livrées ne se révèlent pas concluantes. (17)

Les années 1930 sont difficiles pour la Société (on ne publie des rapports qu'en 1932, 1934 et 1935), mais la publication d'articles sur les insectes forestiers continue. La plupart réfèrent aux problèmes causés par la vésiculeuse du pin blanc, qui continue de faire des ravages dans les forêts québécoises et dans les pépinières du gouvernement. (18)

L'évolution des sujets de recherche entomologique dans les rapports de la «Quebec Society for the Protection of Plants» ressemble donc à celle du Naturaliste canadien. Durant ses premières années d'existence, la Société présente des recherches de naturalistes de la même génération que Provancher, où l'on observe les maladies. Mais à partir de 1915, on veut intervenir dans les mécanismes naturels afin de contrôler les insectes nuisibles.

b) les ingénieurs forestiers et l'Association forestière canadienne

Afin de bien décrire l'évolution des discours des ingénieurs forestiers canadiens, il nous faut revenir encore une fois à la fin du XIXe siècle. On se rappelle que durant les années 1890, les Américains adoptent la vision de Gifford Pinchot quant à la gestion de la forêt. Mais la situation du Canada en matière de conservation stagne. On n'y retrouve aucune association comme l'American Forestry Association qui puisse diffuser un message conservationniste et encourager l'application des principes de cette nouvelle science dans l'industrie. C'est pourquoi en 1899, Clifford Sifton, alors ministre du département de l'Intérieur du Dominion, décide de créer un poste d'inspecteur en chef du bois et de la foresterie, dont les responsabilités sont similaires à celles cumulées par Pinchot à Washington. Il y nomme Elihu Stewart, un arpenteur qui, selon Peter Gillis, avait beaucoup d'expérience, de l'ambition et d'excellents contacts politiques. (19) Aux membres de l'opposition, qui qualifient cette nomination d'acte scandaleux de patronnage, Sifton défend son choix en affirmant que Stewart possède une certaine expérience des inventaires forestiers.

Dès le début de son mandat, Stewart réalise l'importance de sensibiliser la population aux problèmes de la foresterie. La rumeur veut qu'en revenant de la conférence de l'American Forestry Association de Washington en 1899, Stewart a la bonne idée de former une association semblable pour répondre aux besoins spécifiques des Canadiens. (20) Il est plus probable que cette décision est prise à la suite de la suggestion de James Smart, le ministre adjoint de son département, de rassembler tous ceux qui s'intéressent au boisement des prairies, jugé nécessaire à l'époque pour favoriser la colonisation efficace des prairies semi-arides de l'ouest canadien.

Stewart achemine donc à une vingtaine d'individus une lettre les invitant à considérer la formation d'une association dont la mission serait d'encourager la cause du boisement des prairies. (21) Lors de la première réunion, tenue le 15 janvier dans les bureaux de M. Stewart, on retrouve une douzaine d'individus: Sir Henri Joly de Lotbinière et William Little, le président et l'organisateur du Congrès de Montréal de 1882, J.R. Booth, un marchand de bois influent de la région d'Ottawa, James Smart, William Saunders, du département de l'agriculture, John Macoun, du Geological Survey, W.T. Macoun, de la ferme expérimentale du Dominion, Thomas Southwood, le Commis de la foresterie de la province de l'Ontario, Sydney Fisher, le ministre fédéral de l'agriculture ainsi que les frères Keefer, ingénieurs à Ottawa. (22)

Mais à la suite de la deuxième réunion, publique cette fois et vouée à l'incorporation, on étend la mission de l'association pour y ajouter d'autres éléments:

- 1) De proposer et encourager des méthodes judicieuses dans le traitement de nos forêts et boisés;
- 2) D'éveiller l'intérêt public aux tristes résultats de la destruction massive de nos forêts;
- 3) De considérer et recommander l'exploration de notre domaine public aussi loin que possible, de diviser les terres en usages agricoles, forestiers et minéraux et de convertir les territoires peu appropriés (à la colonisation) en réserves forestières permanentes;
- 4) D'encourager dans la mesure du possible le boisement et de promouvoir le reboisement, tout particulièrement dans les prairies, près des fermes où la proportion de boisés est trop basse, près des routes et dans les parcs de nos villages, municipalités et villes;
- 5) D'accumuler et de disséminer pour le bénéfice du grand public, l'information et les publications touchant aux problèmes de la foresterie en général et d'enseigner à la jeune génération la valeur de notre forêt dans l'espoir qu'elle s'efforcera de la préserver. (23)

Tous les membres s'accordent à la nécessité de conserver les forêts canadiennes. Mais on ne peut s'entendre sur la marche à suivre pour y arriver, comme en témoignent les objectifs de l'association, qui touchent à une

foule de sujets différents. On retrouve donc en son sein deux sous-groupes distincts qui vont s'opposer dès les premières rencontres. Les membres du premier groupe croient que la conservation de la forêt est une affaire politique. Selon eux, la seule façon de forcer les gouvernements à dépenser les sommes nécessaires pour conserver la forêt est de sensibiliser la population canadienne. Il faut amener le sujet de la conservation sur la scène politique et proposer des solutions que l'État pourrait appliquer, comme la protection des forêts contre les incendies ou le reboisement à grande échelle par exemple.

Pour l'autre groupe cependant, la conservation des forêts n'a pas grand chose à voir avec la politique. Elle est plutôt intimement reliée à l'expertise technique des marchands de bois en matière de gestion de la forêt. Les membres de ce groupe croient que la conservation ne deviendra une réalité que lorsqu'on donnera à l'industrie les moyens d'appliquer les principes de la foresterie dans ses opérations. Pour eux, l'association serait donc plus utile si elle pouvait véhiculer efficacement les informations sur la science de la foresterie aux marchands de bois et à l'industrie en général.

Cette divergence profonde entre les « activistes » et les « spécialistes » crée une tension qui perdure au moins jusqu'à la « dépression ». De 1900 à 1904 par exemple, on songe à publier un magazine propre à l'association. Mais comme elle ne compte pas suffisamment de membres pour payer un éditeur et subventionner une publication, il faut en trouver une qui accepte de publier les comptes-rendus de l'association. Durant les premières années, on confie cette tâche au magazine Rod and Gun, dont la publication débute à Montréal en 1899. De mars 1900 jusqu'en 1905 on y retrouve à chaque mois des articles rédigés par des membres de l'association. Beaucoup portent sur les feux de forêt, les

avantages du boisement autour des fermes de l'ouest canadien et le reboisement des territoires exploités par l'industrie. Quelques articles touchent à la science de la foresterie mais en général, comme dans d'autres publications de cette époque, on s'interroge sur les effets de la coupe sur l'environnement.

Cette union avec Rod and Gun ne tarde cependant pas à être critiquée. Insatisfaits du peu d'espace réservé aux articles consacrés à la foresterie, les «spécialistes» demandent que l'association publie son propre magazine, et ils ont gain de cause: l'A.F.C. met sur pied le Canadian Forestry Journal. Le comité responsable de la rédaction tente tant bien que mal d'y marier les objectifs de propagande politique d'une part et la diffusion des résultats de la recherche en foresterie d'autre part, mais ce compromis ne semble pas satisfaire tout le monde. En 1907, lors de la réunion annuelle, certains membres critiquent le Canadian Forestry Journal en déclarant que sa propagande ne rejoint pas du tout les publics que l'association veut atteindre, et proposent de revenir à l'ancienne collaboration avec Rod and Gun, qui distribue alors 16,000 copies par mois, dont 5,000 aux États-Unis. Les membres de l'industrie et les ingénieurs forestiers s'opposent de façon véhémente à cette suggestion et contre-attaquent en proposant une association avec le magazine de l'industrie forestière canadienne, The Canadian Lumberman. Afin de préserver l'unité de l'association, le président réfère les deux propositions au Comité exécutif, qui décidera, plus tard, de continuer la publication du Forestry Journal. (24)

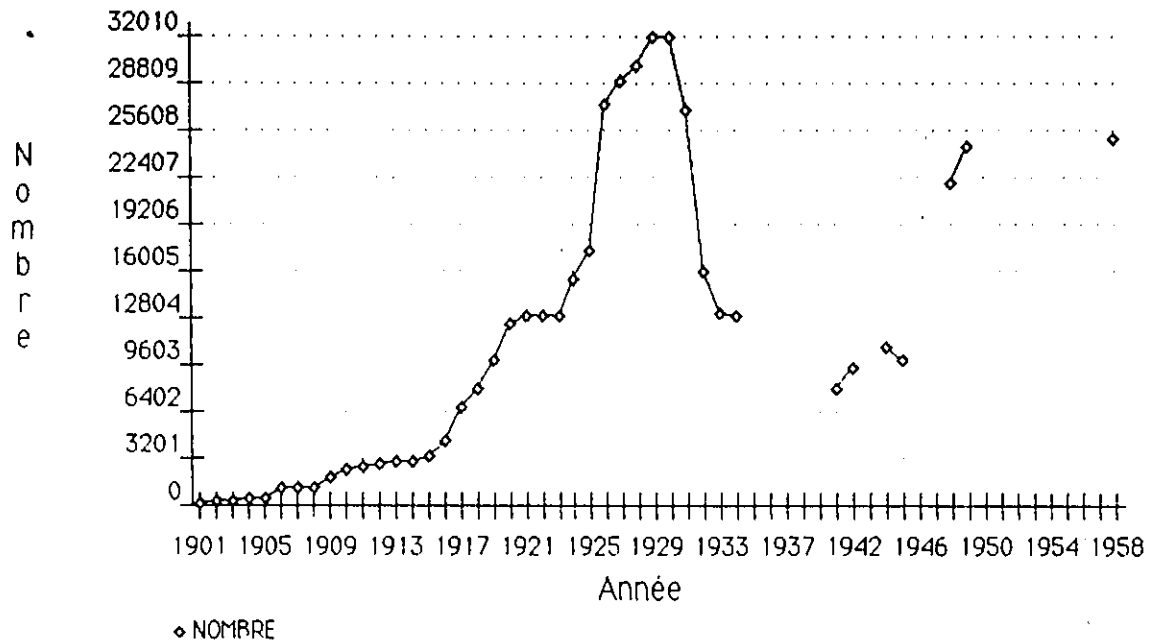
Mais de ce moment jusqu'en 1920, la vision que prônent les spécialistes comme le docteur Fernow va dominer les discours présentés dans le Forestry Journal. Car les premières écoles de foresterie canadiennes, fondées en 1908, / 1909 et 1910 par des ingénieurs forestiers américains, produisent des

diplômés à partir de 1910. Ces derniers, qui seront engagés par l'industrie et le gouvernement, ont besoin d'une publication spécialisée qui les tiennent au courant des derniers développements techniques et scientifiques. Le magazine est publié six fois par année en 1911 et 1912, avant de devenir un mensuel en 1913 et de prendre l'allure d'une publication spécialisée. Durant les années 1910, à peu près tous les articles traitent de foresterie, tandis que les sujets populaires pendant la décennie précédente, comme les politiques forestières ou le reboisement des territoires exploités commercialement, sont négligés.

Conséquemment, la propagande de l'association envers le public commence à perdre de son efficacité si on en compare les effets aux années 1900-1906. Le tableau 9 confirme que le nombre de membres stagne à un peu plus de 3,000 au début des années 1910, car on les recrute presque exclusivement dans l'industrie. Pourtant, en 1910, l'association a son service de presse qui «via une liste de d'envoi de près de 300 noms a atteint selon nos estimations 150,000 personnes.»(25). Les tableaux 10 et 11 confirment qu'après l'apogée du congrès de 1906, le nombre de colonnes d'articles publiés dans les grands quotidiens francophones reste stationnaire.

En fait, l'intérêt pour le discours de l'Association forestière canadienne sur la conservation dans les journaux durant les années 1910 semble se limiter désormais à la couverture des congrès. Celui de 1913 à Winnipeg est le dernier à recevoir une bonne presse, comme l'indique le tableau 12.

TABLEAU 9
Nombre de membres de l'Association forestière canadienne:
1900-1958



Source: APC: MG-28-I-188. Canadian Forestry Association. Boîtes 1 et 2. Minutes Books 1900 à 1958.

TABLEAU 10
Couverture média des congrès de l'APC
dans deux journaux francophones: 1906-1911

Année	1906	1908	1911
La Presse	13	11	10
Le Soleil	13	1.5	4
Nombre total de colonnes de texte:	26	12.5	14

Source: La Presse, Le Soleil.

TABLEAU 11
Nombre de copies vendues selon le Canadian Newspaper Directory

Année	1906	1908	1911
La Presse	85,400	91,000	97,700
Le Soleil	10,000	13,500	17,000
Nombre total	95,400	104,500	127,700

Source: Canadian Newspaper Directory.

TABLEAU 12
Nombre d'articles publiés sur le congrès de Winnipeg en 1913

Winnipeg Telegram	13 articles
Manitoba Free Press	18 "
Winnipeg Tribune	10 "
Winnipeg Saturday Post	02 "
The Retail Lumberman and Western Builder	01 article
Canadian Lumberman	01 "
Toronto World	01 "
Toronto Daily Star	01 "
The Globe	01 "
The Evening Telegram	01 "
La Presse	02 articles
Le Soleil	01 article
TOTAL:	52 articles

SOURCE: APC MG-28-I-188 Vol 70. La Presse, Le Soleil. Les articles de la presse francophone ont été rajoutés à la liste parce qu'ils ont été omis dans les archives de l'association.

En 1915, les «activistes» de l'association passent à l'attaque et font engager Robson Black comme éditeur à temps plein du Forestry Journal dans l'espoir d'augmenter le membership et d'accroître la visibilité de l'association. Black n'est pas ingénieur forestier mais il croit fermement que l'application assidue des principes de la foresterie peut sauver les forêts canadiennes. Toutefois, il se dit conscient que les opérations sylvicoles sur le terrain coûtent très cher.

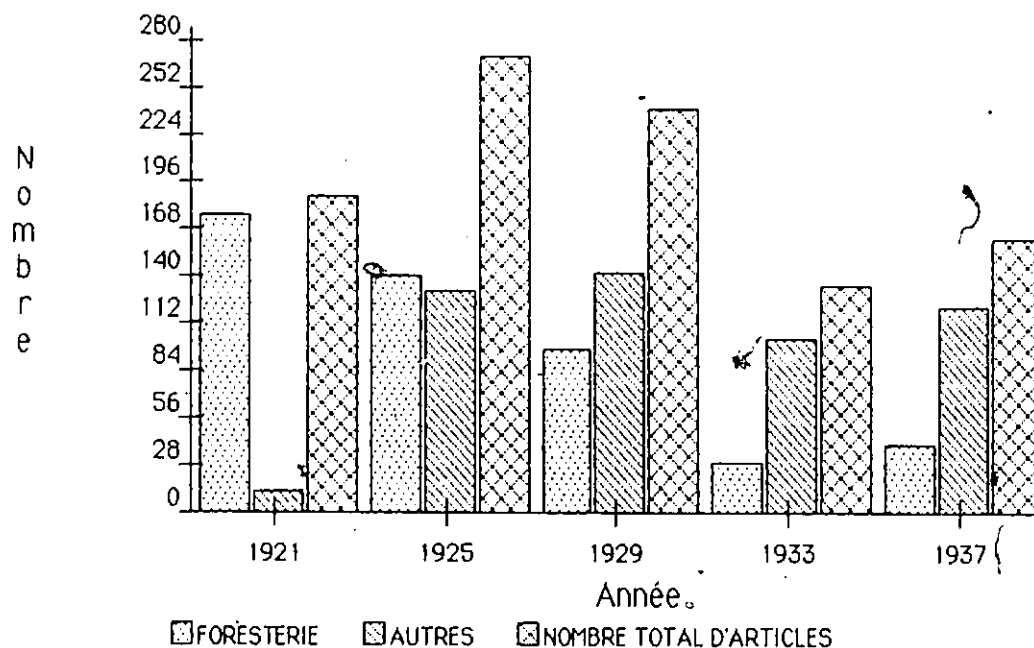
Or, l'industrie veut investir le moins possible sur les terres qu'elle exploite, puisqu'elles appartiennent à l'État. Durant les années 1910, les budgets de l'État consacrés à la conservation des forêts restent stationnaires. Les ingénieurs forestiers employés des compagnies, qui espéraient voir leur travail subventionné en partie par l'État, se retrouvent donc avec bien peu de moyens pour accomplir leur travail. On les utilise plutôt pour faire des inventaires des territoires non-exploités et pour améliorer la productivité des équipes de coupe.

Black est donc d'avis que seule une pression soutenue du public auprès des gouvernements saura les convaincre d'investir les sommes nécessaires pour que les ingénieurs forestiers puissent remplir leur mandat. Dans ce but, il transforme la physionomie du magazine afin de satisfaire les goûts du grand public, augmenter l'effectif de l'association et accroître par conséquent son poids politique. Entre 1915 et 1919 apparaissent dans le Forestry Journal quelques articles sur l'ornithologie, les politiques forestières, les parcs nationaux, etc. Cette initiative double le nombre de membres. En septembre 1920, Black transforme radicalement le format du magazine pour en faire une publication illustrée, consacrée beaucoup plus à la propagande sur divers aspects de la conservation qu'à la communication de la recherche forestière. L'effectif continue d'osciller autour de 12 000 jusqu'à ce que Black change le titre de la publication pour Illustrated Forest and Outdoors, en 1923. De ce moment jusqu'à la «dépression», il ne cessera d'augmenter pour atteindre environ 32 000 en 1930, dont plus de 6 000 au Québec.

Comme l'indique le tableau 13, les changements de contenu du début des années 1920 se font au détriment des articles spécialisés sur la foresterie. Ce glissement se fait dès l'apparition du magazine illustré. En 1929, la foresterie

n'occupe que le tiers de l'espace dans le magazine. Environ la moitié de ces articles portent sur la propagande de l'association: réduction des feux de forêt, boisement des prairies et pressions pour forcer le gouvernement à présenter des politiques forestières cohérentes. Les autres sont des articles spécialisés qui touchent à divers aspects de la foresterie, comme le débat sur le reboisement ou les avantages économiques de la régénération naturelle. Nous reviendrons à ce sujet important un peu plus loin. Les ingénieurs forestiers, qui perdent peu à peu leur publication scientifique, attendront jusqu'en 1926 avant de publier leur propre revue, le Forestry Chronicle, éditée par Clifton Durant Howe.

TABLEAU 13
Nombre d'articles concernant la foresterie
dans le «Illustrated Forest and Outdoors», 1921-1937



Source: Illustrated Canadian Forest and Outdoors, 1921-1925-1929-1933-1937

Black remplace ces articles spécialisés par d'autres sur des thèmes populaires à l'époque, reliés aussi souvent que possible aux loisirs en plein-air et à la conservation, comme une chronique mensuelle sur l'utilisation de l'aviation pour les inventaires forestiers, le camping sauvage et les voyages de chasse dans des régions reculées. Une autre chronique étalée sur plusieurs mois explique au lecteur comment se construire un poste T.S.F. radio, un appareil dont on vante l'utilité pour protéger les feux de forêt contre les incendies. Les innovations technologiques et industrielles du temps font aussi l'objet d'un nombre croissant d'articles.

De plus, les textes sur différents parcs nationaux ou des réserves de chasse, sur la faune, l'ornithologie et les espèces de plantes rares paraissent plus fréquemment durant les années 1920 et 1930. Comme indiqué dans le chapitre précédent, Black augmente aussi le nombre d'articles sur la chasse et la pêche, ce qui affecte le nombre de copies vendues dans Rod and Gun.

Dans les articles sur la forêt que publie toujours le Illustrated Forest and Outdoors, le sujet le plus populaire est sans contredit sa protection contre ses ennemis naturels. L'association publie un article par mois sur les feux de forêts causés, selon les études du temps, par la négligence humaine dans plus de 90% des cas. Ces cataclysmes occasionnent des pertes financières énormes. Colons et campeurs sont blâmés pour les sinistres. En moyenne 4 articles par année concernent les dommages causés par des insectes comme la tordeuse du bourgeon d'épinette et des champignons.

Le boisement des prairies est aussi un sujet très populaire. Peter Gillis rapporte dans Lost Initiatives que les gouvernements successifs à Ottawa

craignaient que des prairies dénudées de bois ne soient pas propices à l'agriculture. On voulait encourager la rétention de l'humidité, couper les vents et donner une allure «prospère» aux agglomérations rurales. Une bonne partie du travail du Service forestier du Dominion, durant ces années a justement été d'encourager les fermiers à planter des arbres. Ces tentatives étaient toutefois vouées à l'échec: on ne semble pas s'être demandé à l'époque pourquoi il n'y avait pas d'arbres lors de l'arrivée des Blancs. Il est fort probable que les conditions climatiques et écologiques de cette région ne le permettaient pas, tout comme dans le Mid-West américain. Mais on donna quand même à l'association le mandat d'encourager le boisement. À partir de 1919, un wagon de propagande est prêté par le Canadian Pacific. Archibald Mitchell, un employé de l'association, fait des présentations aux fermiers intéressés et distribue semences, informations et aide technique. Le magazine apporte régulièrement des trucs et de l'encouragements aux quelque 4,000 fermiers de l'Ouest qui y sont abonnés au milieu des années 1920. (26)

À quelques reprises durant les années 1920, le magazine publie des articles sur les initiatives de conservation de grandes entreprises manufacturières. Les forêts de Henry Ford, le fondateur de la compagnie automobile du même nom, en sont un bon exemple. À cette époque, on utilise beaucoup de bois dans la construction d'automobiles, pour des parties du châssis, les roues et l'intérieur du véhicule. Or, on apprend en 1923 que Ford a pris possession de grandes étendues de forêt près de son usine d'automobiles et qu'on y pratique des méthodes avancées de sylviculture et de reboisement: « M. Ford utilisera sa forêt mais il va toujours faire repousser des arbres sur le sol » (27)

On retrouve aussi des articles sur le reboisement des régions colonisées puis abandonnées au sud de l'Ontario et au Québec. Le phénomène de la

désertification inquiète beaucoup les membres de l'association. On publie régulièrement des articles accompagnés de photographies saisissantes sur le déboisement dans d'autres régions du monde. Dans l'espace de dix ans, on publie sur la Chine, le Liban, la Palestine, l'Égypte, les Indes, l'Allemagne et certaines régions dévastées des États-Unis. Mais on ne propose pas de limiter la récolte du bois, plutôt une plus grande protection des forêts contre ses ennemis.

Comme la propagande de l'association vise la conservation des forêts pour les générations futures, on ne peut se surprendre de la voir s'intéresser à l'éducation des jeunes. On présente à chaque mois aux enfants et aux adolescents des contes et des histoires ayant rapport à la forêt. En septembre 1922, l'Association crée la Young Canadians Forest League, qui, selon Robson Black, «va stimuler l'intérêt de la conservation des forêts et du reboisement au Canada et en faire un objectif national». Les départements des Travaux Publics et de la Milice collaborent avec l'Association pour mettre ce projet à exécution. «Le Ministre de la Milice a immédiatement approuvé l'idée en offrant ce qui est nécessaire afin d'impliquer plus de 100 000 cadets d'école à la cause de la protection des forêts [...] La coopération active des Scouts a aussi été assurée et la Young Canadian Forest League commence son existence avec un groupe de 150 000 garçons que nous développerons en conservateurs de la forêt.» (28)

L'Association rejoint aussi les jeunes via le système scolaire. À partir de 1922, on fait des concours de rédaction. Cette année là, plus de 1,300 travaux portant sur l'importance de la forêt, écrits par des jeunes des écoles primaires anglophones et francophones, sont sélectionnés par les professeurs et soumis à l'association. L'initiative est répétée de temps à autre jusqu'à la Crise. (29) En 1923, plus de 3,000 professeurs d'école dans l'est du Canada et 3,500

professeurs dans l'ouest discutent au moins une fois par mois de conservation de la forêt avec leurs étudiants, en utilisant les bulletins fournis par l'association. Ces bulletins sont aussi utilisés auprès d'audiences d'adultes après les heures d'école. Ils sont distribués aux professeurs jusqu'en 1930, dernière année où il en est fait mention dans le rapport annuel de l'Association, qui en distribue alors environ 5,000. (30) Mais en 1928, l'année la plus faste en propagande scolaire, l'association clame rejoindre 11 000 écoles et distribuer mensuellement du matériel grâce à son Service aux écoles. «...leur utilisation dans les salles de classe a été vérifiée par de nombreux tests », rapporte-on dans le rapport annuel.(31)

Durant les années 1920, l'Association forestière augmente donc considérablement le nombre de ses membres. Cela permet à Robson Black de marquer des points dans les journaux qui sont maintenant plus sensibles à son message. En 1923, Black est fier d'affirmer: «Pour plusieurs mois durant la saison des feux de forêts, on nous a donné en moyenne de 100 à 150 colonnes d'espace dans les journaux à chaque semaine. Cette moyenne a diminué quelque peu durant les mois d'automne mais une moyenne élevée a été maintenue. Quatre hommes, engagés à la pîge, ont rédigé des articles qui ont été diffusés pour des provinces spécifiques [...] Nos articles ont aussi été acceptés et publiés dans des magazines et revues d'associations, ces dernières, dont les circulations individuelles sont aussi élevées que 30 000 [...] ont bien voulu nous céder gratuitement de l'espace valant \$5,000 par semaine.»(32) Durant les années 1920, l'Association établit même un «Speakers Bureau» qui forme, par correspondance, plus de 400 bénévoles. Ils utilisent la documentation de l'Association pour sensibiliser leurs communautés. (33)

Conscients de leur devoir de propagande envers les populations francophones, les membres de l'association tentent à plusieurs reprises de créer un magazine français parallèle au I.F.O. En avril 1923, l'association publie en effet l'Ami de la forêt, un mensuel de langue française de 4 pages, distribué par les membres des associations de protection de la forêt du Québec et les employés du service forestier du Québec. L'objectif visé est de 50 000 copies. On ne retrouve que quelques éditions de ce magazine qui cesse sa publication à la fin de l'année. Deux ans plus tard, en 1926, Avila Bédard devient éditeur d'un nouveau magazine de l'Association nommé, cette fois La forêt et la ferme, une version française du I.F.O. Publié à Beauceville, le magazine d'une trentaine de pages ressemble à son homologue de langue anglaise, bien que sa publication soit moins régulière. Un grand nombre d'articles sur les pâtes et papiers y est publié, ce qui permet de soupçonner que les compagnies québécoises distribuent le magazine à leurs employés. Par ailleurs, on publie une série d'articles sur les avantages économiques des boisés sur les terres des colons, afin d'encourager ces derniers à les conserver.

Les carnets de l'association nous révèlent qu'avant la «dépression», le magazine en français est acheminé à au moins 6,000 membres, mais la petite taille du marché francophone affecte la rentabilité de l'entreprise. Bi-mensuelle en 1926, 1927 et 1928, la parution de La forêt et la ferme tombe à quatre éditions par année en 1929 et 1930 avant d'être abandonnée à l'automne de 1931, faute de revenus. Le contraire eut étonné car durant ces années des dizaines de magazines naissent et meurent après quelques parutions. En fait, il est surprenant que La forêt et la ferme ait pu survivre si longtemps.

On se souvient que durant la première décennie du XXe siècle, plus d'un chroniqueur s'inquiétait de voir le pays manquer de bois un jour. Afin de bien évaluer la gravité de la situation, le gouvernement commissionna plusieurs inventaires des bois commercialisables disponibles. C'était le docteur Fernow qui en 1907 avait fourni les premières statistiques à la suite d'un inventaire «scientifique» en 1907. (34) Les chiffres qu'il avait compilés l'avaient effrayé, et il ne mâcha pas ses mots pour décrire la pénurie qu'il voyait approcher: «[...] le territoire boisé accessible commercialement au Canada est si peu étendu que la demande des moulins à scie des États-Unis suffirait pour éliminer les réserves de bois du Canada en moins de quinze ans.»(35) Durant les années 1910, on prédisait souvent dans ces études que les États-Unis sont sur le point de connaître de sévères pénuries. C'est pourquoi on retrouve après la guerre un nombre important d'articles à ce sujet.

En décembre 1920 par exemple, le Sénateur W. C. Edwards, qui préside le comité sur la conservation des forêts de la Commission de la conservation à Ottawa déclare : «[...] le peuple du Canada est si mal informé sur les limites des grandes ressources forestières de ce pays que n'importe quel plan pour assurer la perpétuation des forêts du pays serait reçu par un public ou bien apathique ou extrêmement indigné de se faire réveiller d'un si beau rêve.»(36)

— Le mois suivant, Robson Black présente les résultats d'une recherche à ce sujet. Les données qu'il divulgue traitent des courbes de consommation de bois en relation avec les réserves estimées. Selon Black, chaque nord américain consomme environ 500 pieds de bois annuellement pour ses besoins en bois d'œuvre et en papier. Aux États-Unis, cette consommation dépasse de beaucoup la production. Le président de l'association manufacturière Southern Pine, au sud des États-Unis, prédit en 1920 que la raréfaction du bois forcera

la fermeture de 3,000 moulins à scie d'ici les huit prochaines années. Par ailleurs, l'ingénieur forestier en chef des États-Unis estime que les compagnies coupent trois fois plus d'arbres par année que le sol peut régénérer.

La situation américaine a évidemment une grande influence sur celle du Dominion et Black estime, selon de nouveaux chiffres compilés par le Docteur Fernow durant les années 1920, que «le contenu total de bois d'oeuvre sur le Dominion ne pourrait même pas rencontrer la demande américaine pour une période de douze ans.» Les calculs de Fernow pour le Dominion révèlent des réserves de bois d'oeuvre de 500 à 600 milliards de pieds. Selon Black, ces chiffres sont similaires à ceux d'un autre expert, R.H. Campbell, le directeur de la foresterie pour le Dominion, qui estime les réserves de bois d'oeuvre entre 500 et 800 milliards de pieds, couvrant une superficie d'environ 250 000 000 d'acres. Quant aux quantités de bois de pulpe, Campbell les évalue entre 800 millions à 1 milliard de cordes. Selon diverses prévisions de consommation de bois, Black évalue à 184 ans les réserves de bois si la production reste la même, et à moins de 100 ans en tenant compte d'une augmentation de 200 millions de pieds de bois par année, l'augmentation moyenne depuis 1912. Évidemment, ces chiffres seraient à balayer du revers de la main si les États-Unis se retrouvaient sans matière ligneuse d'ici la fin de la décennie comme l'indiquent certaines prévisions américaines. Il est intéressant de noter que ces prévisions se sont avérées optimistes. On estime en effet que les réserves de bois de pulpe au Québec ne seront pas suffisantes pour satisfaire la demande à partir de 1995, donc 70 ans après que ces inventaires aient été faits. (37)

D'autres estimations sont présentées dans l'I.F.O. en septembre 1923. Elles proviennent du département de foresterie du Dominion qui estime à 560 millions de pieds les réserves de bois d'oeuvre et à 1,3 milliards de cordes de

bois de pulpe. Quant aux quantités accessibles, on calcule qu'elles sont de 280 millions de pieds pour le bois d'oeuvre et de 430 millions de cordes pour le bois de pulpe. (38) En 1924, l'IFO reproduit les estimations des réserves de bois de la Commission royale sur le bois de pulpe. Ces estimations sont de 1,438 milliards de cordes de bois de pulpe à travers le pays, dont environ 630 millions sont disponibles dans les conditions actuelles. Les quantités commercialement accessibles de bois d'oeuvre mous et durs sont évaluées à 484 milliards de pieds. Alors que les quantités de bois d'oeuvre estimées sont similaires à celles présentées par Fernow et Campbell, celles du bois de pulpe par contre diffèrent sensiblement. On estime en effet que les quantités de bois de pulpe sont beaucoup plus grandes en 1924 qu'en 1921, bien que la majorité des réserves soient inaccessibles dans les conditions d'alors. (39)

Quoi que moins fréquentes durant la deuxième moitié des années 1920, les prédictions de pénuries de bois continuent de parsemer le discours de l'association. En mai 1928 par exemple, Clifton D. Howe affirme «Pour ce qui est de fournir du bois pour répondre à la demande actuelle de nos usines, les quantités de bois debout accessibles seront épuisées dans peu d'années» (40) Dans le Montreal Gazette de janvier 1928, on retrouve l'affirmation suivante: «[...] il appert que les ressources en bois de pulpe possédées à l'heure actuelle par le Québec sont à peine égales à la demande des industries de produits forestiers au stade actuel de leur développement, et négliger d'implanter une politique de conservation éclairée et complète signifie prendre des risques avec l'avenir.»(41) Avec de telles prédictions on peut mieux comprendre pourquoi le discours de l'Association ait été pris au sérieux.

Bien que les ingénieurs forestiers de l'époque soient d'accord pour affirmer qu'il existe un problème et que la forêt doit être conservée, ils divergent

nettement d'opinion quant aux solutions. Cette divergence est basée sur deux visions opposées de la conservation des forêts. L'une favorise une intervention que nous appellerons «extensive» de la forêt à l'échelle du Dominion, tandis que l'autre propose une intervention intensive sur un territoire beaucoup plus restreint. La première fut admirablement bien présentée par Clifton D. Howe, le doyen de la faculté de foresterie de l'Université de Toronto, tandis que la deuxième a été entreprise par Elwood Wilson, ingénieur en chef de la Laurentide Pulp and Paper Company à Grand-Mère, au Québec. Et c'est dans les pages des magazines de l'Association forestière canadienne que l'on peut suivre pas à pas les développements de cette lutte de discours et de chiffres, qui va profondément influencer les politiques et les pratiques forestières au Québec.

Car ce débat ne concerne pas que les ingénieurs forestiers, les liens entre les discours des ingénieurs et les intérêts de l'industrie sont à peu près indissociables. En effet, c'est toujours en tant qu'employés que les ingénieurs forestiers présentent leurs arguments, leurs découvertes et leurs recommandations. Leurs salaires et leurs budgets de recherche dépendent des priorités que fixe l'industrie. Pour ce qui est des professeurs de foresterie comme C.D. Howe, qui jouent eux aussi un grand rôle dans l'évolution du débat, leurs discours doivent convaincre à la fois l'État et l'industrie des avantages de la conservation de la forêt et de l'efficacité des méthodes qu'ils enseignent. Leurs emplois dépendent en effet du succès de leurs étudiants gradués à se faire embaucher.

c) l'utopie d'une forêt domestiquée

Le discours sur l'homme, la science, la nature et sa conservation que présente Clifton Durant Howe durant sa carrière est extrêmement intéressant

parce qu'il a contribué à établir l'image de l'ingénieur forestier dans un monde industrialisé comme un protecteur de la nature.

Howe, comme la plupart des ingénieurs forestiers du début du XXe siècle au Canada, est né aux États-Unis, plus précisément à Newfane au Vermont, en 1874. En 1908, détenteur d'un doctorat de l'Université de Chicago et ayant quelques années d'expérience dans l'enseignement, il s'établit à l'université de Toronto comme assistant professeur de biologie, et grimpe les échelons jusqu'à devenir doyen de la faculté de foresterie de l'université en 1920. Durant le cours de sa carrière, il rédige pas moins d'une quarantaine d'articles dans le I.F.O. avant de débiter la rédaction et la publication du Forestry Chronicle, à partir de décembre 1925.

Les écrits de Howe nous révèlent un optimiste quelquefois exhubérant, qui croit dans les possibilités infinies de la science de façonner un monde meilleur. Selon Howe, l'homme a le droit et le devoir de manipuler la forêt, confiée à lui par Dieu. Cette manipulation est possible par le biais des facultés intellectuelles et des connaissances scientifiques et sylvicoles de l'homme. Or, cette science mystérieuse qui permet la domination de la forêt, n'est connue que des ingénieurs forestiers:

La foresterie, c'est le façonnement et le modelage de communautés d'arbres vivants pour satisfaire les besoins de l'homme, c'est l'application des pouvoirs du cerveau sur la production économique du bois. L'homme a déjà utilisé son intelligence sur l'énergie électrique et hydraulique et l'a dirigé dans des canaux économiques, ce qui a résulté en un énorme accroissement de la richesse; ainsi l'homme peut utiliser son intelligence sur l'énergie de la nature exprimée dans la croissance des arbres et créer un énorme accroissement de la richesse [...] L'homme peut contrôler et améliorer la forêt grâce à ses connaissances sur les lois de sa croissance, de sa santé et de son hygiène...La lumière et la fertilité des sols sont les clés magiques qui donnent accès à la chambre secrète dans laquelle est contenue la connaissance, que l'homme utilise pour façonner la forêt selon ses désirs!...] Les fonctions de l'ingénieur forestier sont de récupérer, de régénérer et de restaurer...Les opérations de coupe doivent être dirigées avec intelligence et connaissances techniques si nous voulons que nos forêts produisent continuellement des espèces valables [...](42)

Howe voit la nature canadienne avant tout comme une manufacture de bois. Dans un article intitulé «The forest as a perpetual wood factory» (la forêt, une manufacture perpétuelle de bois), il explique que la nature laissée à elle-même est incapable de «gérer» une forêt économiquement comme on «gère» une ferme. À ce sujet il déclare : «La nature n'a pas le sens de l'économie. La fonction de l'ingénieur forestier est donc d'améliorer les capacités de la nature à produire des arbres [...] tout comme l'agriculteur a amélioré le travail de la nature et l'a obligé à servir ses besoins économiques.» (43)

Mais pour Howe, l'intervention en la forêt va plus loin que dans les champs limités d'un agriculteur, car ce qu'il entend par foresterie, c'est le contrôle des mécanismes de la forêt sur tout le territoire que l'homme juge bon d'exploiter, donc une intervention extensive sur la forêt à la grandeur du Dominion. Il précise cette vision dans plusieurs articles publiés après 1921. Ainsi, partout où le bûcheron passe pour utiliser la forêt, l'ingénieur forestier peut améliorer le rendement des territoires exploités en pratiquant une série d'opérations simples, conditionnées par les exigences des différents sols, climats et populations classifiés et analysés grâce à la méthode scientifique. «Chaque mille carré de forêt dans ce Dominion est un incubateur de nouvelles industries et de nouvelles populations.» affirme-t'il (44)

Cette vision que véhicule Howe a été formulée, on l'a vu dans le premier chapitre, par Gifford Pinchot aux Etats-Unis et reprise par le docteur Fernow lorsqu'il fut nommé doyen de la faculté de foresterie de l'Université de Toronto. Déjà en 1907, on retrouve ce dernier présenter les éléments de base du discours que Howe allait développer: 1) les forêts poussent pour être utilisées -

«méfiez vous des sentimentaux (Ici, Fernow fait probablement référence à John Muir) qui voudraient vous convaincre du contraire»; 2) ce ne sont pas toutes les forêts qui devraient être maintenues; 3) dans la forêt vierge, il n'y a pratiquement pas de croissance; 4) les forêts se perpétuent d'elles-mêmes, mais très lentement et avec de grands gaspillages; 5) l'ingénieur forestier est indispensable pour diriger le travail de la Nature; 6) les récoltes de forêts sont lentes et; 7) c'est pourquoi la foresterie est la responsabilité de l'État provincial ou municipal. (49)

Tout comme Fernow, Howe n'est pas vraiment contre le reboisement intensif de petites superficies pratiqué par Elwood Wilson, dont nous discuterons un peu plus loin, mais il répète que cette méthode n'est pas possible dans l'immédiat au Canada pour deux raisons. Premièrement, les entreprises qui opèrent dans un système où les forêts et les terres appartiennent à l'État sont sujettes à une contrainte de taille au reboisement intensif: la peur de se voir confisquer leur investissement à la suite d'un changement de politique forestière ou de gouvernement. Deuxièmement, même si les ambiguïtés reliées à la propriété des terres reboisées étaient résolues, il faudrait attendre quand même au moins 60 ans avant de voir des résultats probants des expériences de reboisement.

Or, Howe est un scientifique prudent. Comme il croit qu'il serait risqué de mettre tous les oeufs dans un même panier et d'opter pour le reboisement à tout prix, il préfère tenter de convaincre les dirigeants d'entreprises et les politiciens de la logique et de la faisabilité d'une intervention ponctuelle d'ingénieurs forestiers partout où les compagnies exploitent des ressources, afin d'augmenter les chances d'une repousse de deuxième génération après leur passage. En 1923 par exemple, il écrit une série d'articles sur les efforts des

entreprises et du gouvernement pour accroître le capital forestier. Il serait long de répéter son argumentation mais une citation résume son point de vue: «la fonction du reboisement n'est qu'un supplément aux efforts de base de la foresterie, qui est de guider les forces créatrices et régénératrices de la nature dans la forêt.» (45). Dans la deuxième partie de cet article, Howe se fait plus précis: «Un programme efficace de foresterie pour ce pays ne pourra jamais dépendre entièrement de la production des sols agricoles abandonnés [...] la foresterie doit se concentrer sur les forêts, pas les zones désertées. (46)

L'application de telles mesures pour contrôler la régénération des forêts canadiennes allaient occasionner de grandes dépenses. Et à la question: qui devrait payer la note pour régénérer la forêt exploitée, Howe est d'avis que c'est le public en général, par le biais du gouvernement. On retrouve en effet à plusieurs reprises cette prise de position dans ses articles. En mars 1923, par exemple, il déclare: «Un programme efficace de foresterie [...] se traduirait en coûts plus élevés mais le public bénéficierait d'une croissance soutenue de la forêt, et ainsi, il serait raisonnable de demander que le public en paie les frais.»(47)

Évidemment, ce discours n'est pas spécifique à Howe. On le retrouve partout au Canada et aux États-Unis. Au début des années 1920 par exemple, lorsque les textes de Howe sont légion, le Colonel W.R. Creeley, l'ingénieur forestier en chef aux États-Unis, écrit en 1920 que pour son salut, l'homme ne doit pas utiliser moins de bois, mais plutôt en faire pousser plus. (Don't use less timber, grow more!). Dans cet article, qui nous révèle l'état d'esprit du mouvement américain à la suite de la première guerre mondiale, Creeley affirme que pour atteindre la prospérité économique, l'Amérique se doit de pratiquer une intervention massive et d'envergure nationale dans le processus

de reproduction de ses forêts, et procéder au reboisement systématique de terrains appauvris. «Façonnons la forêt selon les besoins de l'homme [...] grâce à la science.»(48) Ainsi, à partir des années 1920, le mouvement de la conservation commence à modifier la signification des mots et le concept de la conservation ne veut plus dire un usage restreint et plus efficace de la forêt comme durant les deux décennies précédentes, mais une production accrue dont les coûts devront être assumés par la population.

Par ailleurs, la plupart des ingénieurs forestiers du secteur privé au Canada sont du même avis que Howe au sujet de la signification du concept de la conservation. Angus Graham, par exemple, ingénieur forestier de la compagnie Price, écrit en 1925, avant de devenir assistant gérant de l'Association québécoise des industries forestières, une série d'articles afin de faire la «lumière» sur ce qu'est véritablement la conservation, en corrigeant une série «d'erreurs populaires». Prenons par exemple cette citation qui met l'homme, la science et l'économie au dessus de n'importe quelle autre considération:

Qu'est-ce que la conservation? Bien des gens ne le savent pas. Ceux là sont portés à penser que la conservation de la forêt signifie ne pas couper d'arbres, ne pas utiliser la forêt du tout, mais la laisser là et ne pas y toucher pour des raisons inexplicables. Ceci est une erreur et une erreur grave car «conservation» signifie en réalité de pousser la forêt à produire au maximum.(50)

Bref, la grande majorité des intervenants de ces années croient que la conservation signifie une intervention extensive dans le processus de régénération de la forêt. Mais au fur et à mesure que les années 1920 avancent, on peut noter qu'un malaise s'installe dans la communauté des ingénieurs forestiers en général, au sujet des méthodes à utiliser pour faire revivre la forêt exploitée.

Le problème, qui semble remonter périodiquement à la surface, est le suivant: la grande majorité des expériences de régénération naturelle sous le système du diamètre limite ne semble pas fonctionner adéquatement. On peut résumer le système de diamètre limite en deux mots: l'État interdit aux compagnies d'abattre les plus grands conifères dans les régions exploitées afin qu'ils distribuent les semences pour une nouvelle génération d'arbres. Les bûcherons coupent donc les arbres de taille moyenne, laissent les petits et les plus gros arbres et abandonnent les débris de leur coupe sur le sol, ce qui retarde considérablement le processus de régénération. À partir de 1926, Howe publie une demi-douzaine d'articles à ce sujet dans le L.E.O. et le Forestry Chronicle. En juin 1927, il explique que les résultats de régénération naturelle du pin et de l'épinette ne sont pas encourageants. «À chaque fois qu'une région a été exploitée, les récoltes ont été progressivement de moins bonne qualité [...]» Il estime que le problème est dû au manque d'attention des opérateurs dans leur application des méthodes sylvicoles suggérées par les ingénieurs forestiers de leurs compagnies. (51) En mai 1928, Howe suggère que ce problème pourrait être résolu en démontrant aux opérateurs les résultats de saines pratiques sylvicoles sur le site de forêts-témoins. (52)

Il est difficile de déterminer si Howe a raison de penser que les mauvais résultats de régénération naturelle au Canada résultent du manque d'intérêt des bûcherons, mais il me semble que si les employeurs avaient émis l'ordre de respecter les pratiques sylvicoles proposées par les ingénieurs forestiers, les bûcherons auraient obéi. Toutefois, leur travail aurait pris plus de temps, et aurait conséquemment coûté plus cher. Par la suite, Howe abandonne l'idée des forêts-modèles et conseille la méthode de coupe à ras, suivies du brûlage des restes afin d'activer la régénération naturelle. En fait, les avantages de

cette méthode de coupe sont de plus en plus discutés durant la deuxième moitié des années 1920 si bien qu'en 1928, Howe, Avila Bédard, Clyde Leavitt et d'autres commenceront à la conseiller sur une plus grande échelle. Mais elle ne sera appliquée systématiquement qu'après la Crise.

b) Elwood Wilson et le reboisement.

Alors que durant les années 1920 Clifton D. Howe prescrit une intervention extensive dans toutes les forêts exploitées du Dominion, il se développe au Québec une autre conception de l'aménagement des ressources. Moins passionnée et verbeuse, elle fait tout de même beaucoup de vagues dans les milieux soucieux de conservation. On peut la résumer en décrivant l'évolution des expériences de reboisement intensif de Elwood Wilson, l'ingénieur forestier en chef de la Laurentide Pulp and Paper Company. Elwood Wilson (1872-1952) naît à Philadelphie et passe son enfance aux États-Unis. Détenteur d'un Baccalauréat de l'Université du Tennessee, et d'un diplôme de l'Université de la Pennsylvanie, Wilson décide au tournant du siècle de poursuivre des études de chimie en Allemagne et de bactériologie en Angleterre. Après quelques années d'emploi auprès de la Walker Gordon Laboratories, il passe un an en Suisse puis s'installe au Canada au service de la Laurentide Pulp and Paper Company, en 1905, où il travaillera jusqu'en 1931.

Le débat sur le reboisement intensif sur les territoires avoisinant les entreprises de pâtes et papiers remonte à la création de l'Association forestière canadienne en 1900, mais à cette époque, on demeure au stade des discussions académiques entre les membres, lors des réunions annuelles. Toutefois, à partir de 1908, Wilson fait effectuer des changements importants dans les pratiques

sylvicoles à la Laurentide Pulp and Paper Company. Il entreprend en effet de planter une vingtaine d'acres de pin rouge, de pin blanc et de pin écossais sur des terrains acquis par la compagnie à Grand Mère. Ces terres avaient été déboisées et colonisées à partir de 1880 mais la composition du sol, sableux et friable sous lequel on retrouvait du granite allait à l'encontre d'une agriculture intensive et les terres concédées, pour la plupart, restent en friche au début du XXeme siècle.

L'intérêt de la Laurentide au reboisement intensif est lié en grande partie à sa situation géographique particulière et aux risques de pénurie de matière ligneuse dans la région, à moyen terme. Selon J.-D. Gagnon, qui a fait une étude sur les plantations, la forêt de la vallée du Saint-Maurice, bien qu'à proximité de l'usine de la Laurentide, était peu accessible pour trois raisons. Premièrement, le flottage du bois sur la Saint-Maurice était difficile et les pertes étaient élevées, le terrain était inégal et montagneux et les routes inexistantes. Deuxièmement, de nombreux incendies de forêts avaient diminué les quantités de bois disponibles dans la région. Troisièmement, «les conditions d'achat des terres abandonnées étaient faciles, et de plus, leur situation à proximité de l'usine faciliterait la protection des plantations contre les incendies.» (53)

Dès que les premières plantations sont effectuées, Wilson commence à rédiger des articles sur les avantages du reboisement. Cette première tentative dans les annales de la foresterie canadienne provoque tout d'abord une levée de boucliers parmi la communauté des entreprises de pâtes et papiers au Québec. Si les résultats d'une telle expérience sont encourageants, on craint que l'État n'oblige l'industrie à reboiser elle-même les territoires exploités, ce qui augmenterait de beaucoup les coûts. Dans l'un des derniers articles qu'il

publié, Wilson nous apprend qu'en 1909 des membres de l'Association se rencontrent à Québec afin de discuter de cette situation et adoptent une résolution exhortant l'Association à censurer tous les articles publiés dans le Canadian Forestry Journal qui pourraient promouvoir le reboisement des territoires exploités commercialement. (54) Les archives de l'Association restent malheureusement muettes à ce sujet.

Durant cette période, on encourage la publication d'articles contre le reboisement. En 1908 par exemple, R.R. Bradley, ingénieur forestier pour la Miramichi Lumber Company, s'oppose aux initiatives de reboisement au Nouveau-Brunswick sur les territoires exploités par les compagnies forestières. Selon lui, jusqu'à présent, les marchands de bois ne sont vraiment pas en mesure de considérer sérieusement le reboisement:

Il semble n'y avoir que très peu d'incitation pour les intérêts privés à engloutir du capital dans une telle aventure. Des territoires bien boisés peuvent être achetés au Nouveau Brunswick pour bien moins que ce qu'il en coûterait pour reboiser de vieilles terres ravagées par le feu. De toute façons, il est probable que ces régions seront dévastées par le feu avant que les arbres plantés n'atteignent la taille désirée. Par ailleurs, nous manquons de connaissances sur les essences les plus appropriées pour une telle expérience [...] Ces objections, combinées à l'élément du temps et l'absence de possibilités de louer les terres sur une base perpétuelle semblent placer cette branche de la foresterie au delà de l'atteinte des marchands de bois. (55)

Le reste de son article discute des avantages, de la faisabilité et des résultats de la régénération naturelle après le passage des bûcherons.

Wilson continue ses expériences de reboisement à la Laurentide jusqu'en 1914, mais la première guerre mondiale et les grandes ponctions de bois et d'énergies qui en résultent découragent temporairement l'application de

mesures de conservation au Canada. C'est pourquoi durant cette période, on ne retrouve pas beaucoup d'articles sur le reboisement ou la conservation dans les revues des ingénieurs forestiers, mais plutôt une insistance sur la production accélérée de pâtes et papiers et de bois pour les besoins militaires. Il faudra attendre 1919 pour que reprennent les débats sur la conservation, qui prendront toute leur ampleur durant les années 1920. En 1919, Wilson rédige une Lettre de rapport sur le reboisement au Président de la Laurentide, M. George Cahoon Jr., dans laquelle il discute du succès des expériences de 1908 à 1913 et propose un reboisement à grande échelle, ce qui est accepté.

Les méthodes de reboisement utilisées par Wilson sont largement empruntées aux techniques européennes. Durant les deux premières années, les arbres poussent dans des pépinières afin de les protéger et d'accélérer leur croissance initiale. Les espèces utilisées varient et de nombreuses expériences sont faites, mais on retrouve surtout du pin rouge, du pin blanc et de l'épinette blanche et de Norvège. On fertilise quelquefois les sols avec de la manure de cheval. Le contrôle des mauvaises herbes est assuré par l'intervention humaine jusqu'à la fin des années 1910, puis par des moutons qui dévorent à la fois les mauvaises herbes et les pousses de bois dur sur les terrains à reboiser. À ce sujet, on déclare: «Aucune autre machine automatique n'a pu égaler les moutons pour ce travail particulier.» (56)

À partir de 1919, Wilson dévoile, dans une série d'articles, sa vision des relations entre l'humain et la forêt. Comme Howe, il voit dans l'application de la science la solution aux problèmes de disponibilité du bois pour les industries des pâtes et papiers. «Tout comme les méthodes dans les usines à papier se sont spécialisées et requièrent l'expertise de techniciens, les opérations dans

les bois doivent aussi se spécialiser et requierent l'expertise de techniciens. Par ailleurs, les conditions d'emploi des bûcherons doivent être comparables à celles des employés des usines. Les méthodes de coupe et de transport doivent être améliorées, car elles sont les mêmes que durant le «vieux temps». «Nous devons laisser la forêt dans une condition qui lui permettra de nous donner une nouvelle récolte [...] et ce dans le temps le plus rapproché possible.» (57)

Mais les points communs entre ces deux ingénieurs s'arrêtent là, car pour Wilson, le reboisement près de l'usine est économiquement aussi rentable à moyen terme que la régénération naturelle et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, les coûts de transport, qui s'élèvent un peu à chaque année lorsqu'on mine la forêt et qu'on s'éloigne de l'usine, restent à peu près inchangés si la forêt située près de l'usine est reboisée et entretenue. «Si nous voulons que nos industries survivent, la meilleure façon d'obtenir du bois est de le recueillir le plus près possible de l'usine.» Deuxièmement, les pertes de bois sont beaucoup moins élevées dans une opération intensive. On élimine ainsi les pertes sur les rivières et les possibilités de vols. Troisièmement, les frais d'assurances pour les piles de bois qui restent près des usines l'hiver durant sont éliminés. Enfin quatrièmement, le rendement par acre pour des boisés contrôlés par l'industrie est de trois à quatre fois plus élevé que la moyenne obtenue sur des forêts vierges. Et cette différence est encore plus élevée lorsque la forêt reboisée est comparée aux forêts régénérées naturellement.(58)

Les vues de Wilson semblent être partagées par Robson Black, l'éditeur du I.F.O. qui encourage à partir de 1920 la publication de plusieurs articles supportant le reboisement des terres exploitées par l'entreprise. On retrouve un excellent exemple de cette prise de position dans les articles publiés Joseph

Illick, du département de foresterie de Pennsylvanie, qui traitent des expériences de reboisement dans cet État. On estime que depuis 1899, plus de 50 millions d'arbres ont été plantés avec succès. (59)

Dans un article que commande Robson Black en 1921, sur les avantages du reboisement vis à vis la régénération naturelle, Wilson présente une série de chiffres très intéressants. Selon ses calculs, une superficie de 250 milles carrés boisée et contrôlée par des ingénieurs forestiers générerait 100,000 cordes de bois de pâte à chaque année à perpétuité. Sous des conditions naturelles, on retrouve au Québec environ 160 conifères matures par acre. Sous des conditions contrôlées, Wilson estime que ce nombre pourrait être augmenté à environ 400. Le rendement à l'acre estimé par Wilson est le suivant: onze cordes à l'acre pour les forêts vierges ordinaires, quarante cordes à l'acre pour les meilleures forêts rencontrées et 70 cordes à l'acre pour les territoires contrôlés. En se basant sur les chiffres de la Commission de conservation, Wilson estime que les territoires forestiers exploités et laissés à eux mêmes pour se régénérer ne peuvent produire qu'environ 1 corde et demie par acre, donc pas suffisamment pour rendre l'exploitation forestière possible.

Il conclut par la citation suivante: «l'exploitation de la forêt effectuée de par le passé au Canada n'a jamais considéré les besoins futurs, et les résultats commencent à se faire sentir par des difficultés croissantes pour s'approprier le bois et de grandes augmentations dans les coûts associés à la coupe et au transport [...] Le coût associé à la coupe du bois diminue en fonction du nombre d'arbres viables par acre. » (60)

Les chiffres avancés par Wilson ne tardent pas à être critiqués dans le magazine de l'Association par d'autres ingénieurs forestiers, dont Henri Wickenden, de la Wayagamack Pulp & Paper, et Frank A. Ritchie, le gérant de la compagnie. Ils affirment que les pertes et le gaspillage lors de la coupe sont en grande partie responsables des faibles moyennes des récoltes et des coûts élevés de la coupe. Ils favorisent de meilleures méthodes de coupe, et probablement les coupes rases, bien que ce ne soit pas indiqué dans leur article. Pour ce qui est du reboisement, ils déclarent «le reboisement artificiel ne peut être appliqué sur une base commerciale que lorsque le sol ne se vend pas cher, est de bonne qualité et est situé près d'une abondante source de main d'œuvre bon-marché.» De plus, selon Ritchie, les compagnies qui ont fait des expériences de reboisement admettent aujourd'hui qu'elles n'ont pas été un succès. Et même si cette méthode était viable, d'un point de vue économique, il serait impossible de trouver suffisamment de terres sur lesquelles planter des arbres pour répondre aux énormes demandes de coupes annuelles des compagnies sans utiliser une grande proportion des territoires agricoles. Pour ces raisons, les auteurs optent pour la régénération naturelle des conifères. (61)

Il faut attendre au mois d'octobre pour trouver la réponse de Wilson à ces déclarations. L'ingénieur se base sur des prévisions de pénuries de bois aux États-Unis pour soutenir son point de vue. À mesure que le bois se fera plus rare aux États-Unis, sa valeur en bois debout augmentera progressivement sur tout le continent. Comme il faudra au moins cinquante ans pour faire pousser une forêt artificielle, Wilson insiste qu'il est important pour les entreprises de commencer immédiatement. À la suite de cette mise au point, Wilson établit un calcul du coût du reboisement par arbre en tenant compte de l'augmentation de la valeur de la matière ligneuse, un taux d'intérêt de 6%, les coûts de

boisement, de protection contre les insectes et contre les incendies ainsi que les assurances. Il parvient aux résultats suivants: épinette blanche: \$2,29 par corde, peuplier: \$1,23 par corde, épinette de norvège: \$9,50 par corde et pin blanc: \$4,75 par corde. Et lorsque le bois sera prêt à la coupe, les coûts de transport, à la fois pour les équipes de bûcherons et pour la matière première, seront minimes et la quantité de bois sera cinq fois plus élevée par acre que dans des conditions de régénération naturelle, ce qui multipliera d'autant la productivité des employés. (62)

En juillet 1922, W.G. Wright, du département de foresterie du Dominion rend compte d'une expérience de régénération du pin blanc à la station de Petawawa, en Ontario, qui contribue à alimenter le débat. Les conclusions de cette étude confirment les prévisions de Wilson concernant la régénération naturelle. À ce sujet Wright affirme que «[...] nous ne pouvons être certains de la croissance satisfaisante du pin blanc ou des autres bois mous et si nous voulons être certains de voir ces bois repousser, il sera peut-être nécessaire de prêter main-forte à la nature. (63)

Mais il reste que l'entreprise privée trouve financièrement difficile de supporter les initiatives de reboisement. C'est pourquoi on retrouve de temps à autre des prises de position des administrateurs des compagnies papetières à ce sujet. En juin 1923, Percy B. Wilson, vice président de la Spanish River Pulp and Paper Mills Limited, estime que les coûts de reboisement devraient être assumés par le gouvernement, le propriétaire des territoires et des boisés, afin d'encourager les compagnies à entreprendre cette activité. (64) Il est intéressant de retrouver la réponse du chef du Service des forêts sur la même page que l'article sus-mentionné. Clodimir Piché y déclare que le gouvernement ne peut se permettre de défrayer les coûts de reboisement sur

les territoires exploités par l'industrie avant qu'il soit prouvé que cette méthode rapporte des profits. «L'ingénieur forestier ne devrait pas tenter d'éviter la question. Le point principal dans ce débat est de prouver que le reboisement est une proposition payante, même si le capital est calculé avec un intérêt composé.» Mais un peu plus loin dans l'article, Piché dit être convaincu que le reboisement est une bonne idée en autant que les plantations soient entretenues avec soin. Ainsi, l'État québécois évacue, en quelques lignes, ses responsabilités vis à vis cette question d'importance fondamentale. (65)

L'édition de novembre 1924 du L.F.O. nous fournit la preuve que les deux niveaux de gouvernement se désistent officiellement de l'initiative de reboisement intensif pour les besoins des entreprises proposée par Wilson. Après l'article de Piché en 1923, E.H. Finlayson, le directeur de la foresterie du Dominion, se borne à déclarer que les initiatives de reboisement doivent se limiter aux territoires autrefois colonisés mais maintenant abandonnés. Ainsi, après avoir rétabli un couvert forestier sur ces aires désertées, les méthodes futures de régulation de la forêt doivent viser la régénération naturelle. (66) Cette position est aussi adoptée au département de foresterie ontarien. «Aucun programme de reboisement artificiel ne peut satisfaire les besoins du Canada aujourd'hui. Le rôle du reboisement, à mon avis, est d'assister le grand travail d'ensemencement de la Nature et de contrôler les feux de forêts.» (67)

Après 1926, le débat public sur le reboisement intensif cesse dans le I.F.O.. On trouve quelques articles de Wilson sur les résultats positifs du reboisement et sa popularité parmi un nombre de plus en plus grand d'organisations mais les critiques de cette méthode disparaissent. Rassurées sur la position des gouvernements qui ne semblent pas vouloir imposer le reboisement à l'industrie, la plupart des entreprises continuent leurs opérations comme avant

et attendent les résultats des expériences de Wilson. Quelques autres s'initient toutefois au reboisement en établissant leurs propres pépinières expérimentales sur des territoires qu'elles ont acqui..

Les initiatives de reboisement par l'industrie au Canada durant les années 1920 peuvent être résumées assez rapidement. En 1920 la Riordon plante quelques millions de graines d'épinette dans une nouvelle pépinière.(68) Des expériences de reboisement sont entreprises par l'Abitibi Company et la Spanish River Company. (69) Durant cette année, la Laurentide plante quant à elle seule 1 million d'arbres.

L'année suivante, soit en 1921, le gouvernement ontarien met sur pied un programme dont l'objectif est de reboiser chaque année 10,000 acres de terres abandonnées avec du pin blanc à chaque année pendant 60 ans. Les dépenses annuelles pour une telle opération sont évaluées à 300,000 dollars:

En 1923, la Laurentide, en plus d'avoir planté 250 acres de forêt, possède une pépinière de 15 millions de plants. La Riordon a reboisé environ 300 acres de terrains vagues. C.D. Howe estime à 6,000 acres la superficie totale de terrains reboisés en vue d'une utilisation commerciale à travers le Canada.(70)

Entre juillet 1924 et juillet 1925 la Laurentide fait planter plus de 4,5 millions d'épinettes blanches âgées de quatre ans, et de juillet à novembre 1926, plante 1,5 millions d'épinettes. Wilson estime à moins de 1% les pertes d'arbres à la suite des transplantations de la pépinière aux terres. Ceci porte à 6,400 acres la superficie reboisée, sur laquelle on retrouve environ 10 millions d'arbres. (71) Deux ans plus tard, soit en 1928, la Laurentide possède 7,000 acres de terrains reboisés. (72)

Ainsi, au fil des ans, les efforts et le discours sur le reboisement de Wilson portent leurs fruits à la fois à la Laurentide mais aussi dans d'autres entreprises de pâtes et papiers québécoises, qui se mettent au pas, discrètement. Et à la veille de la Crise, Wilson fait un bilan intéressant de la situation du reboisement au Canada. Pour ce qui est des initiatives du gouvernement, deux pépinières, créées par le service des forêts du Dominion, occupant une superficie de 800 acres, sont maintenues dans les provinces de l'ouest. Leur capacité de production est d'environ 10 millions de plants par année. En Ontario, trois grandes pépinières produisent 11,5 millions d'arbres en 1929. Au Québec, le Service des forêts gère la pépinière de Berthierville qui fournit quelques millions de plants par année aux compagnies forestières, aux fermiers et au département des Travaux publics qui les utilisent le long des routes de la province. Les efforts des provinces maritimes sont toutefois assez limités. À part le Conseil national de recherche du Canada qui possède des installations au Nouveau Brunswick et une petite pépinière en Nouvelle-Écosse, la plupart du travail de reboisement est confié aux «Boy Scouts».

Le bilan des compagnies, par contre, est impressionnant, compte tenu des difficultés causées par les ambiguïtés de propriété des ressources. Wilson déclare en effet que «personne ne désire planter des arbres sur les terrains du Gouvernement à moins que la période de jouissance soit assurée et qu'on établisse certaines garanties quant aux tarifs de coupe lorsque les arbres plantés seront prêts à être coupés» (73) Et c'est pourquoi à peu près tous les arbres dont il est question ici sont plantés sur des territoires appartenant aux compagnies. Nous résumons la situation du reboisement par les compagnies de pâtes et papiers au Québec dans le tableau 14.

TABLEAU 14
Nombre d'arbres plantés entre 1925 et 1929
par l'industrie au Québec

Nom de la Compagnie	Superficie en acres	Nombre d'arbres plantés
Abitibi Power and Paper Cie	510	1,000,000
Brown Corp. Lac Beauport	inconnue	inconnue
C.I.P. (anc. Riordon) St Jovite	inconnue	inconnue
Donnacona, Québec	102	200,000
St-Lawrence Paper Cie Trois-Rivières	51	100,000
Shawinigan Water & Power Ile Melville	510	1,000,000
Abitibi Power & Paper (Spanish River)	518	882,000
Price Brothers	1075	1,800,000
Wayagamack, Trois-Rivières	inconnue	inconnue
Canada Power & Paper (Laurentide div.)	10,000	17,000,000
Singer Manufacturing Compagny	1,020	2,000,000
TOTAL APPROXIMATIF:	13,786	23,982,000

Sources: Illustrated Forest and Outdoors, Novembre 1929, pp. 665-667, J.G. Gagnon. Les plantations de Grand Mère: Modèle de reboisement pour l'avenir, 1976, Centre de recherches forestières des Laurentides. **Note:** lorsque les informations sur les acrages ne sont pas mentionnés, j'en ai estimé le nombre selon une concentration de 1,700 arbres par acre. Les plantations de Wilson contenaient environ 1,570 arbres par acre à partir de 1913 mais les superficies plantées avant cette date variaient de 1,500 à 1,700 arbres par acre. Ces chiffres, qui n'incluent pas le nombre de plants dans les pépinières sont conservateurs, car à plusieurs reprises, nous avons noté le chiffre 20 millions d'arbres planté par la Laurentide dans les informations de Wilson en 1929. Le rapport annuel du ministère des Terres et forêts de 1930-1931 parle même de 45 millions d'arbres plantés par la Laurentide, incluant une pépinière de 18 millions d'arbres. Seule une recherche approfondie dans les archives de chaque entreprise entre 1918 et 1932 permettrait d'éclaircir cette question.

Les coûts du reboisement ne sont toutefois pas exorbitants. Wilson révèle que son budget annuel n'est que de 23 000 dollars. Bien qu'il soit impossible de déterminer exactement combien d'acres sont reboisés en 1929, il ne fait pas de doute qu'il y ait eu une grande augmentation entre 1926 et 1929. On se souvient en effet qu'en 1926, Howe estimait à 6,000 le nombre d'acres reboisés par l'industrie à ravers le pays. Trois ans plus tard, le total s'approche des 14 000 acres pour le Québec seulement. De Plus, en 1929, le bilan de Wilson

concernant la santé des arbres plantés est très encourageant. Ceux plantés en 1908 dépassent alors les 30 pieds de haut et les taux d'échec sont minimes.

De toute la première moitié du XXe siècle au Québec, l'idée du reboisement n'a jamais été aussi populaire chez l'industrie qu'en octobre 1929, lorsque paraît l'article de Wilson. Et n'eut été de la «dépression», qui sape les initiatives de l'ingénieur forestier, affecte la stabilité des compagnies et anéantit deux décennies de travail, il est certain que cette façon de gérer la forêt aurait continué de gagner en popularité.

e) l'impact de la Crise

Il ne fait pas de doute que c'est la «dépression» qui a mis au rancart les bonnes intentions des ingénieurs forestiers en matière de conservation de la forêt. Une brève comparaison de leurs discours avant et après la Crise démontre clairement qu'elle a marqué un point de non-retour. Car du jour au lendemain, l'industrie cesse complètement de parler de reboisement. Même le concept d'intervention extensive mis de l'avant par la majorité des ingénieurs forestiers disparaît du discours durant les années 1930, pour ne faire surface qu'après la deuxième guerre mondiale. Les méthodes de coupe sont aussi modifiées radicalement selon le critère de leur efficacité économique. C'est en effet à cette époque que les coupes à ras, un concept qui gagne en popularité durant la deuxième moitié des années 1920, devient la norme au Québec. Les lois du diamètre limite sont évidemment modifiées.

Dans les revues de foresterie, les années 1930 sont des années de discussions sur les réductions de coûts d'opération pour l'entreprise. La profession du génie forestier sort donc de la période où elle définit et justifie son rôle, entre à pieds joints dans l'ère technologique et concentre toutes ses énergies à l'amélioration de la productivité.

Cette évolution des événements a un effet notable sur l'ancienne génération d'ingénieurs forestiers. On les voit prendre une retraite anticipée, déménager aux États-Unis, se recycler dans l'enseignement ou tout simplement disparaître, et on découvre que la deuxième génération d'ingénieurs forestiers formée au pays prend rapidement le contrôle de la profession. Le discours même des anciens reflète leur sentiment de défaite. Clifton D. Howe par exemple, qui s'adresse aux membres de l'association en janvier 1932 à l'occasion de la rencontre annuelle, déclare: «Nous sommes dans le marasme. Nous ne savons pas de quel côté le vent viendra nous frapper. Nos ressources financières sont épuisées, notre personnel est réduit, nos salaires raccourcis, nos amis qui nous supportent financièrement nous quittent (la plupart toutefois par nécessité et non par choix) et la population dans son ensemble n'est plus aussi intéressée à la foresterie qu'il y a quelques années. Les gens ont des choses plus personnelles pour occuper leur esprit et leur inclination à aider les bonnes causes.» (74) Durant les années 1930, Howe n'écrit presque plus. Il concentre plutôt ses attentions à l'enseignement et prend sa retraite en 1941. Il meurt en 1946 aux suites d'une maladie.

Les années 1930 ne sont guères meilleures pour Elwood Wilson. En 1931, la Canada Power & Paper, qui avait absorbé la Laurentide deux ans plus tôt, confie au service des terres et forêts du Québec sa pépinière de Grand-Mère. Wilson, après 26 ans de service pour la compagnie, doit quitter son emploi.

En février 1932, le L.F.O. nous apprend en effet qu'il s'est trouvé un emploi de professeur au département de foresterie au New York State College of Agriculture, un poste qu'il occupera pendant quelques années avant de revenir au Québec comme ingénieur forestier conseil. Des rapports sur les plantations de la Laurentide émis durant les années 1930, 1958 et 1976 nous apprennent toutefois que durant les années 1930, les effets combinés des terres aux sols pauvres, qui ont besoin de fertilisation organique, et des ravages de la tordeuse du bourgeon d'épinette, déciment la population d'arbres sur une partie du territoire planté. La forêt de Wilson, qui a été négligée durant ces années, devient par le fait même moins productive qu'il ne l'avait prévu originalement. Durant les dernières années de sa vie, il parlera d'ailleurs de l'importance de l'étude systématique de la fertilisation des sols dans les entreprises de reboisement, ce qui n'avait pas toujours été fait durant ses années à la Laurentide Pulp and Paper. Il est toutefois intéressant de noter que c'est la Consolidated-Bathurst qui est maintenant propriétaire de ces boisés et les résultats de coupe y sont de beaucoup supérieurs à la moyenne.

La Crise affecte aussi gravement l'effectif de l'association qui redescend rapidement au niveau des années 1910. Elle perd alors son influence auprès du public et son poids politique auprès du gouvernement. Les dettes de l'association, qui s'accumulent à partir de 1929, ne seront effacées qu'en 1943. En 1931 par exemple, l'A.F.C. doit emprunter \$16,000 pour payer ses créanciers et les salaires sont réduits de moitié. L'année suivante, quelques collaborateurs sont mis à la porte. Il faut attendre que se termine la deuxième guerre mondiale pour voir son membership augmenter de nouveau. Lorsque l'Association forestière canadienne redéfinit son rôle et forme une série de regroupements provinciaux en 1959, elle cesse la publication de son magazine et le cède aux propriétaires de Rod and Gun, mais continue d'y disséminer son

message de protection de la forêt et de rendre compte à ses membres de ses activités, un peu comme durant ses premières années d'existence.

Entre les années 1900 et 1930, l'Association forestière canadienne a donc été un véhicule de diffusion très efficace des différentes opinions au sein du mouvement de la conservation au Canada. La taille de ses effectifs, la popularité et la qualité de son magazine ainsi que le rayonnement du thème de la conservation de la forêt parmi les journaux à grand tirage démontrent qu'il existait un intérêt véritable à la cause de la conservation parmi un grand nombre de gens.

D'autre part, les ingénieurs forestiers sont restés très favorables à l'application de mesures de conservation et de gestion rationnelle des ressources forestières. Mais avec les années, ils ont travaillé de plus en plus sur les aspects de la production du bois plutôt que sa conservation pour les générations à venir. Les débats entre les membres de cette profession ont été fortement conditionnés par les besoins à court-terme des compagnies qui les employaient. Alors que jusqu'au début des années 1920, les ingénieurs recommandaient des coupes extensives et beaucoup de travail ponctuel en forêt afin d'assurer une régénération naturelle, ils changent leur fusil d'épaule durant la deuxième moitié des années 1920 et commencent à proposer des coupes rases suivies de brûlage des branchaillies, et aucune intervention par la suite. Leur approche passe donc d'une intervention extensive mais écologiquement douce à une intervention considérablement plus violente sur l'écosystème. Par ailleurs l'approche intensive par l'industrie sur un territoire limité, telle que présentée par Elwood Wilson, qui a gagné en popularité jusqu'à la Crise, est toujours restée marginale. Que serait-il arrivé si la Crise n'avait pas eu lieu? Nous en restons aux conjectures, d'autant plus que le rôle de l'État a lui aussi suivi la même tendance que celui de l'industrie.

Notes, chapitre 2

- 1) Quebec Society for the Protection of Plants (Q.S.P.P), rapport annuel 1909: 7-8.
- 2) Ibid., 1910: 67 à 69.
- 3) Ibid., 1911: 87 à 90.
- 4) Ibid., 1912: 18 à 21.
- 5) Ibid., 1919: 46 à 49.
- 6) Ibid., 1913: 76 à 82.
- 7) Ibid., 1914: 53 à 56.
- 8) Ibid., 1915: 72 à 76.
- 9) En 1916, W. A. McCubbin, un employé du gouvernement fédéral travaillant au laboratoire de pathologie des plantes à Ste-Catharines, écrit un article sur la vésiculeuse du pin blanc qui semble t'il a été importée d'Europe. Ibid., 1916: 64 à 70.
- 10) Ibid., 1917: 60 à 64.
- 11) Ibid., 1918: 25 à 27.
- 12) Ibid., 1922: 9.
- 13) Ibid., : 16.
- 14) Ibid., : 22.
- 15) Ibid., 1924: 36 à 41.
- 16) Ibid., 1929: 24 à 32 et 43 à 48.
- 17) Voir par exemple J.J. De Gryse. «Notes on the control of the forest tent caterpillar.» Ibid., 1928: 17 à 18.
- 18) Pour des exemples d'articles proposant de nouvelles méthodologies, voir les articles de J.J. De Gryse. «Some methods in the study of physical conditions affecting forest insects». QSPP, 1930: 79 à 85 et M.B. Dunn. «An Account of sampling methods used in population studies of the jack pine sawfly, neodiprion swainei midd.» QSPP, 1932-1934: 96 à 99.
- 19) Gillis, op. cit. : 54.
- 20) Illustrated Forest and Outdoors, (IFO) février 1925: 77.
- 21) Ibid.: 56.
- 22) Association Forestière Canadienne, Rapport annuel, 1900: 5.
- 23) Ibid.: 10.
- 24) Association forestière canadienne, Rapport annuel, 1907: 70-73.
- 25) IFO, fév. 1925: 78-79.
- 26) Ibid., mai 1921: 290.
- 27) Ibid., fév. 1923: 86.
- 28) Ibid., fév 1923: 112.

- 29) APC MG 28 I 188, CFA, Min. Book, 1928-1938: 52-53. IFQ, mars 1923, :109-110
- 30) IFQ, fév. 1924: 109.
- 31) APC MG I 188, AFC Vol II Minutes Books, 1928-1938: 30.
- 32) IFQ, fév. 1923: 109-110.
- 33) Ibid., fév. 1924: 109-110.
- 34) Bernhart Fernow, un ingénieur forestier américain qui fut le premier doyen de l'école de foresterie de l'Université de Toronto en 1908.
- 35) Canadian Forestry Association, Annual Report, 1907: 95-102.
- 36) IFQ, dec 1920: 563-564 et janvier 1921: 23-30.
- 37) «Firms should help fight for reforestation funds, federal minister says.» Ottawa Citizen, 30 mars 1988: A17.
- 38) I.F.O., sept. 1923: 583.
- 39) Ibid., nov. 1924: 668.
- 40) Ibid., mai 1928: 257.
- 41) Gazette, 11 janvier 1928: 4.
- 42) IFQ, août-sept. 1920: 408-409
- 43) Ibid., nov. 1921: 473-474.
- 44) Ibid., jan. 1923: 40.
- 45) Ibid., sept. 1923: 574-575.
- 46) Ibid., mars 1923: 163-164.
- 47) Ibid., mars 1923: 163-164.
- 48) Ibid., août-sept 1920 : 410- 415.
- 49) CFA, 1907 A.R. : 104-105.
- 50) IFQ, juillet 1925, p 406.
- 51) Ibid., juin 1927: 328.
- 52) Ibid., mai 1928: 258.
- 53) Gagnon, rapport: 10-11.
- 54) IFQ, fév. 1951: 5, 14 -15.
- 55) CFA, 1908, A.R. : 88-89.
- 56) IFQ, oct. 1921: 427-428.
- 57) Ibid., dec. 1920: 568.
- 58) Ibid., dec. 1920: 581-583.
- 59) Ibid.
- 60) Ibid., août-sept 1920 : 397-404.
- 61) Ibid., août. 1921: 329 à 332.
- 62) Ibid., mai 1921: 282 à 287.
- 63) Ibid., juil.1922: 891-892.
- 64) Ibid., juin 1923: 372.
- 65) Ibid., juin 1923: 372.
- 66) Ibid., nov.. 1924: 665-668.
- 67) Ibid., mai. 1926: 268.
- 68) Ibid., jan. 1921: 30.

- 69) Ibid., nov. 1921: 483-484.
- 70) Ibid., sept. 1923: 574-575.
- 71) Ibid., fév. 1926: 96.
- 72) Ibid., janv. 1928: 27-28.
- 73) Ibid., nov. 1929: 565-567..
- 74) Ibid., fév. 1932: 37-39.

CHAPITRE 3

«Protégeons ce qui nous reste»: les discours de l'État sur la conservation

Lorsque naît le Canada, la forêt devient la propriété du peuple et le roi est relégué au rang d'observateur symbolique. Dès lors, fonctionnaires et élus pourront discuter de «notre» forêt, «notre» gibier et «nos» cours d'eau. Au tournant du siècle, comme on l'a vu dans les chapitres précédents, on demande que l'État prenne ses responsabilités et protège le patrimoine forestier.

Mais dans une société démocratique, on confie aussi à l'État la responsabilité d'adopter des politiques pour le bien commun, de collecter des revenus sous diverses formes et de les redistribuer selon certaines priorités. Ces diverses tâches sont partagées par plusieurs départements. Dans le cas du Québec, la responsabilité du territoire est confiée au département des Terres et forêts. Lors de sa création en 1867, ce département s'occupe, entre-autres, de l'arpentage du territoire, de l'administration des droits de coupe, de la cueillette des revenus découlant des coupes de bois par les entreprises, du cadastre des territoires à être colonisés et de la distribution des billets de concession aux colons. (1) Plus tard, on ajoutera à ces responsabilités la gestion de la chasse et de la pêche, des mines, des «pouvoirs d'eau» ainsi que la protection des forêts et le reboisement. Mais à partir de 1905, les responsabilités qui ne sont pas reliées directement à la gestion de la forêt seront graduellement confiées à de nouveaux ministères.

Les politiques du département des Terres et des forêts sont formulées par les fonctionnaires qui y travaillent et par les politiciens élus. Ce sont donc les discours de ces deux groupes que nous allons étudier. Même si leur diffusion est souvent limitée aux rapports annuels et aux publications à petit tirage, les discours des fonctionnaires ne doivent pas être négligés parce qu'ils se retrouvent périodiquement dans la presse à grand tirage. Ils sont aussi le reflet des intentions et objectifs de l'État. Certes, de temps à autre, on découvre que certains fonctionnaires prennent quelques libertés et divergent du discours officiel, mais cela reste assez rare. Les discours des politiciens, eux, sont mieux diffusés. On en retrouve de nombreux exemples à travers la presse écrite et les magazines à grand tirage. Et ils sont d'autant plus intéressants qu'ils nous donnent à la fois une bonne idée des idéaux des politiciens du temps tout en nous faisant découvrir les limites du pouvoir de l'État.

Car le gouvernement doit répondre à des demandes et exigences bien souvent opposées, provenant d'intérêts différents se disputant les ressources financières disponibles. Or, l'exploitation de la forêt est génératrice de très importants revenus au Québec. En fait, au tournant du siècle, les terres et forêts constituent la plus grande source de revenus pour l'État québécois. Mais seule une petite proportion est réinvestie dans les activités du département, la plus grande finançant d'autres programmes.

C'est là l'éternel dilemme qui confronte l'État en ce qui concerne la gestion des ressources du territoire: d'une part, il doit s'efforcer de préserver le patrimoine forestier que lui confie le peuple. Et à partir des années 1890, le thème de la conservation de la forêt prend de l'importance parmi le public, certains scientifiques et un nombre grandissant marchands de bois à travers tout l'Occident, et la réforme des lois et des pratiques forestières devient

absolument nécessaire. Mais d'autre part, les besoins les plus criants de la population poussent les politiciens à maximiser les revenus de l'État, et à garder les dépenses du ministère des Terres et forêts au minimum, ceci afin de financer le plus de programmes possibles. Jusqu'à quel point peut-on se permettre de réinvestir dans la protection de la forêt et le reboisement lorsque tant d'autres besoins doivent être comblés?

Cette tension, on le verra dans les pages qui suivent, créera des ambiguïtés dans le discours de l'État face à la question de la conservation des forêts. Car à moins de se sentir accablés de demandes pour la conservation des forêts, les élus hésiteront à imposer des changements radicaux dans les politiques forestières, qui risqueraient de diminuer les revenus à court-terme dont ils ont tant besoin. Comme ces tensions sont reliées aux revenus disponibles de l'État, quand les revenus sont élevés, la résistance à l'implantation de mesures de conservation sera moins grande que lors des années de disette. Ainsi, la conservation de la forêt est fortement tributaire des cycles économiques et souvent, l'État se dit incapable de prendre ses responsabilités de conservation du patrimoine à cause de la conjoncture.

Par ailleurs, tout comme dans les autres dossiers qui confrontent l'État, celui de la conservation des forêts doit être discuté longtemps avant que des décisions soient prises: car l'État prend généralement beaucoup de temps à répondre aux attentes du public. Ce qui nous permet de supposer que dans le domaine de la conservation des forêts, l'État, loin d'être un participant actif, ne fait que réagir, lentement, aux demandes. Alors que dès le début des années 1900 par exemple, on exhorte le gouvernement à encourager le reboisement, il faut attendre la fin des années 1920 pour le voir planter ses premiers arbres.

Les rapports annuels du ministère des Terres et forêts du Québec sont des documents très utiles pour étudier l'évolution des discours et actions de l'État québécois en matière de conservation. Cependant, des informations provenant d'autres sources, dont des documents de l'Association forestière canadienne et des articles de grands journaux, seront utilisés lorsque nécessaire. Et comme le domaine est vaste, nous examinerons tout particulièrement les discours portant sur la protection des forêts.

a) 1870-1890: l'âge d'or du bois d'oeuvre

À la lecture des rapports du commissaire des terres et forêts, il est étonnant de voir combien les choses ont peu changé depuis un siècle. Dans son premier rapport publié en 1870, Joseph Bouchette parle en effet de l'importance des revenus que la province tire de l'exploitation des bois et forêts. Ils passent de \$195 000 en 1867 à \$363 000 en 1870, et constituent déjà la source la plus considérable des recettes de l'État. (2) Mais ce qui surprend encore plus, c'est de voir que l'on s'intéresse déjà à la protection de la forêt. On passe une loi pour la protection des forêts contre le feu en 1870 (3) et l'année suivante, on discute de conservation et de reboisement, comme en témoigne cette citation qui amorcera, pour des décennies à venir, la politique du gouvernement dans ce domaine:

La valeur toujours ascendante de cette source de richesse pour le pays doit nous faire songer aux précautions que nous devons adopter (eu égard à nos ressources) afin de ne point s'exposer à la voir un jour s'épuiser [...] Je sais que dernièrement plusieurs de nos journalistes se sont occupés de traiter en passant la question de repeupler (au moyen de semis ou de plantations) nos forêts dénudées par la hache de l'exploiteur ou par des incendies souvent répétés; je dois dire que ces mesures de sage économie et de prévoyance mises en opération depuis très longtemps dans plusieurs pays d'Europe, méritent toute considération; mais comme de pareilles expériences devraient être faites sur une assez grande échelle pour avoir un résultat pratique, et que, naturellement, elles comporteraient de grands sacrifices d'argent; avant de les entreprendre, nous les premiers sur ce continent, il est bien nécessaire de commencer par faire des études préliminaires [...] (4)

Déjà en 1871, repeupler de pin blanc les régions exploitées par les marchands de bois représente un trop grand sacrifice économique pour l'État. On préférera étudier la question jusqu'à ce que le bois d'oeuvre disparaisse à toutes fins pratiques de la surface de la province. Il s'impose ici de faire une distinction entre les différents promoteurs du reboisement. Lorsqu'il est question de reboisement au XIXe siècle, on parle essentiellement des arbres utilisés par l'industrie du bois d'oeuvre. Car les besoins de cette industrie ne sont pas du tout les mêmes que ceux des pâtes et papiers par exemple. Ce dont on parle au XIXe siècle et au tout début du XXe siècle, c'est du reboisement des forêts de pin blanc. Les promoteurs de la conservation de ces années ne s'intéressent pas du tout aux épinettes et aux autres essences de «moindre envergure,» qui seront prisées plus tard par l'industrie des pâtes et papiers. En fait, pour eux, la forêt d'épinettes n'a aucun intérêt puisqu'elle n'a à l'époque aucune valeur économique.

La pression politique concernant le reboisement des forêts de pin blanc s'accroît en 1873 puisque P. Fortin, le commissaire des terres et forêts d'alors, déclare être en faveur d'une étude approfondie de la question du reboisement:

Vu les conséquences fatales qu'entraînent avec eux les défrichements trop étendus qui se poursuivent dans toutes les parties de la Province, je suis d'avis qu'il est d'importance première de s'occuper au plus tôt de la question du reboisement...je me propose d'étudier la question à fonds et de m'enquérir de ce qui a été fait jusqu'ici sur le continent européen pour sauvegarder les forêts et les remplacer petit à petit par de nouvelles plantations partout où cette culture pourrait offrir des garanties de succès (5)

Pour qu'un tel projet fonctionne, Fortin propose que l'État encourage la formation de grandes pépinières où l'on cultiverait des essences d'arbres forestiers de toutes sortes «et dont les propriétaires recevraient, comme prime

d'encouragement, une subvention annuelle de la Législature».(6) Malheureusement, Fortin n'est commissaire qu'en 1873. L'année suivante, il est remplacé par H.G. Mailhot, qui ne s'intéresse ni à la protection des forêts, ni au reboisement. Il faut dire qu'alors le commerce du bois connaît des années de vaches maigres et que les recettes du ministère amorcent une chute qui ne s'arrêtera pas avant 1880. En fait, les recettes de 1880 (\$409,000) sont inférieures de \$64,000 à celles recueillies dix ans plus tôt, en 1870 (\$473,000). (voir tableau 15) Pourrait-on conclure que l'intérêt à la conservation de la forêt soit directement tributaire de la prospérité économique générale? On ne peut évidemment pas l'affirmer de façon catégorique, mais il est intéressant de noter que lorsque les revenus du MTF augmentent, les discours sur la conservation se font plus conciliants, et vice-versa. (7)

Il faut attendre la reprise de l'économie forestière, c'est à dire le début des années 1880, pour voir réapparaître le discours sur la conservation des forêts québécoises. En 1881, par exemple, le commissaire E.J. Flynn discute des actions qu'il veut entreprendre au sujet des feux de forêts, du reboisement et des réserves forestières. Concernant les feux, il désire mieux faire connaître l'Acte pour la protection des feux de forêts aux marchands de bois, aux colons et au grand public en général afin d'éviter les grandes conflagrations. Pour ce qui est des réserves forestières, dont la création est autorisée par un acte datant de 1875, Flynn dit que bien qu'il n'en existe pas encore, «...dans un avenir, qui n'est pas très éloigné, l'importance s'en fera mieux sentir». (8) Et au sujet du reboisement, il déclare: «Cette question de la protection de nos bois et forêts est une question vitale pour la province de Québec, non seulement au point de vue économique et climatérique (sic), mais encore au point de vue du revenu provincial.» (9) Un peu plus loin, il discute des mesures prises par les

Américains à ce sujet mais ne fait aucun engagement précis:

Nous n'avons pas encore, dans cette province, adopté aucun système de culture forestière, tel que cela existe dans différentes parties d'Europe, notamment en France. Cette question s'est imposée à la considération du gouvernement de Washington qui a chargé un commissaire, M. Franklin B. Hough, de recueillir des renseignements à ce sujet, lequel, en 1877, a soumis un rapport très élaboré et très intéressant. On n'a pas encore adopté, que je sache, aux Etats-Unis, aucun système de reboisement. (10)

Le lecteur aura probablement noté que l'exemple que constituent les initiatives de reboisement en Europe, est souvent présenté dans les rapports des commissaires des forêts. Ceci s'explique par le fait qu'à la fin du XIXe siècle, pratiquement toutes les forêts de France et d'Allemagne sont exploitées de façon plus ou moins intensive. Afin d'éviter de créer des déserts, les propriétaires se doivent de planter là où ils ont coupé, afin d'assurer la survie des boisés qu'ils possèdent, et l'Etat les y encourage. Evidemment, la situation québécoise au tournant du siècle n'est pas la même puisque l'immense majorité du couvert forestier n'est pas arpenté, encore moins exploité. Cependant, le cas du reboisement du pin blanc peut profiter d'une telle comparaison puisque ces forêts, d'étendue comparativement restreinte, sont pour la plupart connues et exploitées durant les années 1880.

On se rappellera de l'intérêt pour la conservation que soulève le congrès forestier de 1882. Le commissaire des terres et forêts ne manque pas d'en parler dans son rapport annuel et il déclare: «La valeur de nos richesses forestières, la rapidité avec laquelle elles sont exploitées et avec laquelle disparaissent celles des contrées qui nous avoisinent, nous imposent comme devoir impérieux, l'obligation de veiller à leur conservation et à leur exploitation de la manière la plus judicieuse possible» (11) Lynch rend compte ensuite de deux améliorations apportées au cadre législatif afin de mieux

conserver les forêts: 1) classification des territoires selon leur capacité à accepter la colonisation, et 2) une réaffirmation du partage de la surveillance des forêts contre les incendies avec les marchands de bois.

Bien que les effets directs du congrès sur les politiques et la législation soient difficiles à établir, on note tout de même quelques changements au niveau québécois qui soient conformes à des recommandations du comité sur les feux de forêt. Durant la session législative de 1883 en effet, le gouvernement passe des lois autorisant l'embauche de gardes forestiers responsables du patrouillage des territoires affermés, sous la supervision d'un surintendant, et dont les salaires sont défrayés en partie par les compagnies. Par ailleurs, le gouvernement établit la première réserve forestière et met de côté de grands territoires à l'est de la rivière des Outaouais pour l'exploitation future du bois. La réserve est toutefois abolie en 1886 par le Parti National à la suite de l'opposition des intérêts de la colonisation de cette région. L'Ontario et le gouvernement fédéral font aussi quelques tentatives pour la protection des forêts contre le feu, créent des réserves forestières et les premiers parcs. Mais ces développements ne connaissent pas vraiment de suites.

L'année suivante, alors que commence une autre période économique difficile (les revenus du D.T.F. passent de \$857 000 en 1883 à \$630 000 en 1886, voir tableau 15) E.J. Lynch nuance ses propos quant au reboisement: «Nos forêts ne sont pas à créer, elles sont seulement à conserver; et si nous pouvons les préserver des incendies désastreux qui les parcourent si souvent, la production annuelle...ne saurait les épuiser.» (12) Il annonce cependant la création de réserves forestières dans cinq régions de la province. Durant les années qui vont suivre, c'est le système qu'il proposera dans son discours pour

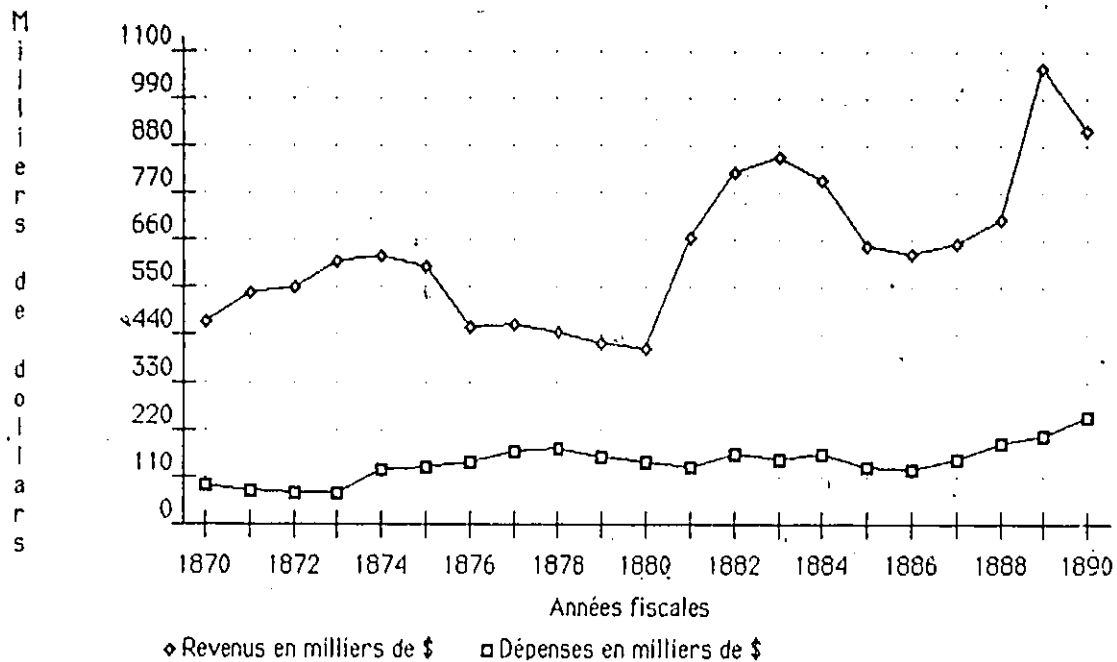
protéger les forêts québécoises de l'épuisement: «Ce système que la Législature a sanctionné, me semble être la seule sauvegarde qui nous reste pour nous assurer, dans l'avenir, une source intarissable de richesses.» (13)

De 1884 à 1889, les commissaires qui se succèdent sont muets au sujet de la conservation des ressources. On glisse bien une ligne ou deux sur la protection des forêts contre le feu mais rien de substantiel ne transparaît dans les publications officielles.

Il faut attendre 1890 pour trouver un rapport de Joly de Lotbinière sur le congrès forestier de 1889 tenu à Philadelphie, et pour comprendre un peu mieux pourquoi l'État se désintéresse de la question. Joly explique en effet que depuis le congrès forestier de Montréal, les assises des rencontres se sont tenues de plus en plus loin du Canada: «Depuis cette première session de 1882, des sessions annuelles ont été tenues à St-Paul (Minnesota), à Saratoga, Boston, Denver (Colorado), Atlanta; et à mesure que la distance augmentait, le nombre des membres canadiens diminuait.» (14) Ainsi, les différents intervenants ont diminué leurs pressions sur l'État durant cette période. Joly déplore cette situation et demande au premier ministre «l'autorisation d'inviter au nom du gouvernement, le Congrès forestier à siéger à Québec, l'automne prochain.» (15) dans l'espoir d'éveiller encore une fois l'attention du grand public pour la conservation des forêts: «Nos forêts sont la principale source de revenu de la province.[...] le reboisement est devenu une nécessité dans bien des parties de la province.» (16) En fait, selon le compte-rendu de Joly de Lotbinière, il semble que le sujet du reboisement ait occupé la première place dans les préoccupations des conférenciers à Philadelphie. (17) Malheureusement, l'offre de Joly n'a pas connu de suites.

Ainsi, durant les vingt premières années d'opération du département des terres et forêts, on a pu retrouver dans les rapports des différents commissaires qui se sont succédés à la direction, une série d'allusions à la conservation des forêts québécoises. Mais on ne dépense à peu près rien pour la protection et la conservation des forêts. Si les dépenses générales augmentent d'environ 9% par année (elles passent de \$89,000 en 1870 à \$250,000 en 1890, voir le tableau 16) c'est qu'elles sont reliées pour la plupart aux opérations d'exploration et d'arpentage, pré-requis nécessaires à la concession de terres et à la génération de plus grands revenus. L'inaction de l'État concernant le reboisement d'essences d'arbres utiles à l'industrie du bois d'oeuvre aura toutefois un effet dévastateur à partir des années 1920, lorsque le pin blanc québécois sera pratiquement épuisé. Pour ce qui est des mesures plus générales de conservation comme la protection des forêts contre le feu, il faudra attendre la fin des années 1890 et l'explosion de la demande pour les bois de pâtes et papiers avant que soient promulguées les premières véritables mesures de conservation et de préservation pour l'ensemble du territoire.

TABLEAU 15
Revenus et dépenses du DTF, 1870-1890



Source: Rapports annuels, département des Terres et forêts, 1870-1890.

b) 1891-1918: la conservation et la croissance de l'industrie des pâtes et papiers

Comme on l'a vu dans les chapitres précédents, c'est la période 1891-1918 qui a été la plus fertile en déclarations de presque tous les intervenants au sujet de la conservation des forêts. De la «Quebec Society for the Protection of Plants» aux associations de chasse et pêche en passant par les Bulletins de la Société de géographie de Québec, le Naturaliste canadien et les grands journaux d'ici et d'ailleurs dans le monde, on s'inquiète de la disparition rapide du couvert forestier. Au Québec, alors qu'apparaissent un peu partout de nouvelles usines de pâtes et papiers et qu'explose la demande pour la matière ligneuse, l'État et les élus sont eux-aussi emportés par cette fièvre

aussi bien au niveau de leurs discours que de leurs premières tentatives de protection de la forêt sur l'ensemble du territoire.

Les années 1890 préparent le terrain aux grandes interrogations sur la conservation de la décennie suivante; alors que le gouvernement encourage le développement de l'industrie des pâtes et papiers, le département concentre à peu près toutes ses énergies à répondre à cette nouvelle demande. Au niveau des revenus, les résultats sont très encourageants: en dix ans, on double les revenus des droits de coupe, qui passent de \$743 000 en 1891 à \$1 465 000 en 1901. Il faut noter toutefois qu'au niveau des revenus et de leurs fluctuations, l'État est encore une fois largement tributaire de la conjoncture: les courbes de revenus correspondent aux fluctuations que connaît l'industrie.

Pour ce qui est des dépenses, on ne peut que constater la parcimonie des quatre gouvernements qui se succèdent durant cette décennie: de \$288,000 en 1891, elles passent à \$139,000 en 1901. Et le secteur de la protection des forêts s'en ressent. En 1893 par exemple, E.J. Flynn se contente de décrire comment sont dépensés les \$2,500 octroyés par la législature pour la protection des incendies dans l'ensemble de la province et nous indique que cette somme n'est même pas toute dépensée à la fin de l'année: «Cette somme toutefois n'a pas été entièrement dépensée, mais il est toujours nécessaire que le département l'ait à sa disposition pour parer aux cas éventuels» (18)

Or, effectue tout de même quelques améliorations durant la décennie. En 1896, le département inaugure le premier district de protection des incendies contre les forêts, afin de coordonner les efforts des gardes-forestiers. Par ailleurs, on conclut que l'expérience des réserves forestières, tentée la décennie précédente, est un succès, puisqu'il y est plus facile de contrôler à la

fois les activités de coupe, de chasse et de pêche. Il s'en suit la création du parc des Laurentides. Mais durant les années 1890, on veut éviter à tout prix la question du reboisement. Cette approche très peu interventionniste en matière de conservation de la forêt perdure durant toutes les années 1890 de même que durant le règne de S.N. Parent entre 1900 à 1905. En fait, il faut attendre le départ de Parent, qui a aussi été commissaire du département de 1897 à 1905, avant de voir le discours évoluer dans une direction plus conservationniste.

L'arrivée de Lomer Gouin au pouvoir amène ces grands changements. Le département des Terres et forêts se voit alors confié à un ministre, Adélard Turgeon dont les idées sur la conservation, plus progressistes que celles de son prédécesseur, semblent mieux répondre aux attentes du public. Gouin sélectionne ensuite Clodimir Piché et Avila Bédard, deux jeunes Canadiens-français, et les envoie étudier la foresterie à Yale. A leur retour deux ans plus tard, on leur donnera la tâche de structurer le nouveau ministère. (19)

Mais pendant que Piché et Bédard sont aux études, les choses se précipitent au sein du ministère et dans les discours des politiciens. Dans son premier rapport, Turgeon fait part de nombreuses mesures qu'il compte mettre en application. Tout d'abord, il veut convaincre la population, qui s'inquiète de la disparition du patrimoine forestier, des avantages de gérer la forêt selon les principes de la foresterie. Cette science nouvelle, sur laquelle on met beaucoup d'espoir, possède, selon le ministre, les réponses aux problèmes de la conservation de cette ressource de plus en plus en demande. Pour ce faire, il fait traduire et distribuer des milliers d'exemplaires des «Lectures sur la foresterie» rédigées par E.B. Fernow, (20) ainsi qu'un bulletin de la plume de J.C. Langelier portant sur les richesses forestières de la province. (21)

Le ministre porte à cinq le nombre de districts de protection des feux de forêts. Et W.C. Hall, le nouveau commis à la foresterie du ministère, explique dans son premier rapport au ministre, les dangers associés au déboisement à la source des cours d'eau de la province. Il conseille l'érection d'un grand nombre de réserves forestières sur la péninsule de Gaspé et dans les Cantons de l'Est.

Mais le ministre n'est pas le seul élu à discuter de mesures pour la conservation des forêts. En janvier 1906, L'Association forestière canadienne tient, à Ottawa, le plus grand congrès de toute son histoire. Et le premier-ministre canadien, Sir Wilfrid Laurier, prend la parole devant plusieurs centaines de participants. Laurier, tout comme un bon nombre de ses contemporains, s'intéresse beaucoup au milieu naturel. Selon Carl Berger, «Laurier pouvait se souvenir si bien des espèces d'oiseaux habitant la région d'Arthabaskaville de sa jeunesse - leurs plumages, leurs chants, couleurs, nids et nombre d'oeufs - et il pouvait expliquer pourquoi certaines espèces disparaissaient et étaient remplacées par d'autres de si brillante façon que Charlie Murphy, un politicien expérimenté, pensait qu'il avait déjà été un professeur d'ornithologie.» (22) Aux auditeurs rassemblés, Laurier offre un discours passionné: «Il n'est pas juste pour le pays - il n'est pas juste pour nous qui vivons, et il est encore moins juste pour la génération qui viendra après nous - de permettre année après année la destruction de la forêt en autorisant que l'on coupe les arbres et ne faire aucun effort pour remplacer ce qui a été enlevé [...]»(23) Dans son discours Laurier affirme que la forêt appartient à l'homme et que son exploitation doit être considérée comme une récolte. Il ajoute cependant que l'homme a la responsabilité d'assurer la

régénération du patrimoine et que la meilleure méthode pour atteindre cet objectif est sans doute le reboisement.

On invite ensuite R.L. Borden, chef de l'opposition, à prendre la parole. Borden aussi s'intéresse à la nature. Selon Berger, «Borden, qui n'a jamais appris les noms de la moitié des membres de son caucus unioniste, connaissait les noms botaniques de toutes les fleurs sauvages canadiennes qu'il cultivait dans son jardin» (24) Dans son allocution, il prend la liberté d'aller plus loin que son homologue libéral: «Que pouvons-nous faire au Canada pour conserver nos forêts? Le capitaliste désire un profit immédiat, tandis qu'il est dans l'intérêt public que notre territoire forestier soit exploité non seulement en considérant la question importante du profit, mais aussi celle de la continuité et la préservation de ces grandes ressources naturelles. [...] Le but à atteindre est la continuité (d'exploitation) et la conservation des forêts qui doivent être considérées comme un capital qui ne doit pas être entamé indûment par les entreprises individuelles.» (25)

Ces discours des élus fédéraux oblige Turgeon à prendre position quant au reboisement. Dans son rapport de 1906, il affirme que certaines compagnies, comme la Belgo, sont prêtes à initier des projets de reboisement sur leurs concessions. Mais la collaboration du gouvernement se limite aux conseils des étudiants Piché et Bédard sur les meilleures façons d'établir une pépinière et de procéder à la plantation des jeunes arbres. Comme l'explique Turgeon dans son rapport, le département ne voit pas l'utilité de s'impliquer financièrement dans ce premier projet de reboisement privé et préfère accroître ses efforts de protection des forêts:

À l'heure où nous sommes, ces mesures spéciales de prudence et de prévoyance n'exigent pas toute notre attention. La question vitale du moment [...] consiste dans les soins que nous devons apporter à la préservation de nos forêts dans l'état où elles se retrouvent actuellement; en les plaçant le mieux possible, à l'abri du fléau des incendies, et en empêchant une coupe épuisante, suite de l'abattage d'arbres d'un trop faible diamètre sur la souche. (26)

A leur retour de Yale, les deux nouveaux ingénieurs forestiers se disent convaincus de l'efficacité des méthodes sylvicoles pour la conservation des forêts. Mais bien qu'ils croient que l'État soit responsable de la protection des forêts contre les incendies et les infestations d'insectes, ils diffèrent d'opinion sur le reboisement. Piché considère que cette mesure est moins efficace que la régénération «naturelle» sur les territoires exploités commercialement parce qu'elle est plus coûteuse à court terme. Il estime que le reboisement ne devrait s'effectuer que sur les terres d'accès facile qui ont été abandonnées par les colons. Bédard pour sa part est d'avis que l'État doit absolument contribuer au reboisement des régions dévastées par les colons et les incendies et doit même considérer de reboiser des territoires exploités par l'industrie qui donnent des signes d'épuisement. Ces opinions divergentes, qui sont perceptibles dans les premières lettres sur la foresterie que les étudiants envoient au ministre, deviendront encore plus apparentes durant les années qui suivent. (27)

Mais à ce stade-ci du développement du ministère, tous deux admettent que ces discussions restent théoriques puisque la province n'a même pas de pépinière pour planter ses premiers arbres. En 1907 et 1908, Piché fait donc les démarches nécessaires auprès du ministre afin de procéder à l'achat d'une ferme abandonnée à Berthierville. La nouvelle pépinière du Service forestier occupera une superficie totale de 70 arpents et coûtera \$7,000. On compte y planter environ 210 000 plants la première année, principalement du pin blanc. Le rapport du ministre explique qu'elle servira à reboiser les terres

délaissées par les agriculteurs, introduire de nouvelles essences, repeupler les terrains sablonneux de la région et restaurer les terres forestières ruinées par l'exploitation des forêts. (28) Mais lorsque Piché présente en 1909 le premier rapport annuel du Service forestier qu'il dirige, il déclare que l'État n'a pas l'intention de s'attaquer à ce dernier point:

On entend beaucoup de gens dire qu'il faudrait s'occuper de reboiser les brûlés, etc. Je ne suis pas partisan de ce travail sur une grande échelle [...] Il vaut mieux réserver cet argent pour assurer la protection efficace de la forêt. Commencer par conserver ce qui nous reste de forêts, semble pour moi plus rationnel. (29)

Piché estime toutefois que le reboisement des lots incultes abandonnés doit être effectué rapidement et déclare que cette mission occupera amplement le temps des employés de la pépinière et des étudiants qui y pratiquent les méthodes sylvicoles. Car l'année 1910 marque l'ouverture de l'École forestière. Située sur les terrains de l'université Laval à Québec, l'École vise à former des ingénieurs forestiers qui oeuvreront pour l'État ou au sein de l'industrie. Durant les années 1910, l'État accorde environ \$5,000 par année à l'École afin de subvenir à son fonctionnement et offrir des bourses aux étudiants prometteurs.

Durant les années 1908 à 1910, Piché et Bédard passent le plus clair de leur temps à ré-organiser le Service forestier du ministère des Terres et forêts, qui, à partir de 1909, administre la plupart des activités reliées à la foresterie.

En 1911, l'Association forestière se réunit encore une fois en congrès mais cette fois-ci à Québec, et on sent que l'enthousiasme des politiciens au sujet du reboisement s'est quelque peu refroidi. Lomer Gouin, y présente les réalisations de la province par rapport aux souhaits formulés par Laurier lors du Congrès de 1906. En cinq ans, l'État a procédé à la création des réserves

forestières les plus grandes en Amérique du Nord; à l'envoi de Piché et Bédard aux États-Unis pour y étudier la foresterie; à la fondation de l'école forestière; Laval; à la réorganisation des activités de protection contre les incendies; au début de l'inventaire des richesses forestières et à l'abolition de l'ancien système d'affermage. Le discours de Laurier, bien que moins passionné que celui de 1906, décrit néanmoins avec précision les mécanismes d'interdépendance entre la forêt, les cours d'eau et les sols. L'ornithologue amateur discute même de l'importance de protéger les oiseaux parce qu'ils se nourrissent, entre-autres, des insectes nuisibles aux récoltes. En concluant, il se dit convaincu de la nécessité de reboiser les terres incultes. (30)

À ce sujet, les activités de la pépinière durant les années 1910 prennent le peu d'ampleur que leurs minuscules budgets de \$2,500 permettent. On vend les premiers plants à partir de 1914 et par la suite les ventes augmentent régulièrement: 80 000 en 1914, 400 000 en 1916, et 508 000 en 1917. Le Service forestier vend ces plants aux compagnies de pâtes et papiers qui reboisent certaines de leurs propriétés (la Laurentide, la Belgo, la Riordon et Bronson), au ministère de la Voirie qui plante désormais des arbres le long des routes et à certains individus bien nantis. Parmi ces derniers, on compte messieurs Lafleur et Fleet, des avocats qui se procurent 20,000 plants afin de reboiser leurs propriétés, Pierre Evariste Leblanc qu'on considère comme un «chaud partisan du reboisement» et les administrateurs de la seigneurie de Perthuis qui, de 1914 à 1919, achètent 50 000 plants par année. La demande est telle, explique Piché, «qu'il nous faudra porter le rendement de notre pépinière à pas moins de 2,5 millions de plants par an.» (31) C'est à dire en doubler la capacité. Mais durant les années 1910, le Service forestier ne plante que 3,000 arbres dans le cadre d'une expérience de reboisement d'un terrain sablonneux près de Berthierville. Et pour défendre ce manque apparent

d'enthousiasme du département pour le reboisement, Piché estime qu'il doit expliquer:

Le reboisement des limites est une question fort délicate à traiter et nous étudions actuellement de quelle façon nous pourrions négocier la chose avec les concessionnaires sans engager nos successeurs plus que nous n'avons le droit de le faire. Il s'agira de décider si ces travaux devront être faits par le gouvernement seul, ou par le licencié seul, ou par les deux en collaboration, et quelle sera l'indemnité à accorder au licencié pour ce travail d'améliorations. (32)

Mais les difficultés qui retardent les travaux de reboisement dans les concessions, on l'a déjà vu dans le chapitre précédent, ne seront jamais résolues; ce problème garde toute son acuité même aujourd'hui. Durant les années 1920, le Service forestier se lancera plutôt dans le reboisement des réserves cantonales et des terres incultes, qui sont achetées des colons puis revendues dix ans plus tard avec une plus-value.

Pour ce qui est de la protection des forêts contre les incendies, elle ne prend aucune d'ampleur significative durant les années 1910, son budget oscillant autour de \$40 000 par année. Les nombreuses demandes de Piché à ce sujet ne semblent pas avoir porté fruit, ni convaincu Jules Allard, le ministre des terres et forêts de 1909 à 1918, ou le premier ministre Gouin de la pertinence de son raisonnement. Durant les années 1910, le gouvernement laisse donc la responsabilité de la protection des forêts aux industries concessionnaires. Pour le reste du territoire, on laisse la nature suivre son cours. En ce qui concerne la protection des forêts contre les insectes, l'État, on l'a déjà vu dans le chapitre précédent, subventionne les premières recherches sur les insectes parasites du pin et de l'épinette.

On peut toutefois expliquer en partie les difficultés que rencontre le Service forestier à accroître ses activités de protection de la forêt et de reboisement en considérant les effets de la première guerre mondiale sur l'économie québécoise. Les revenus du département, par exemple, qui avaient augmenté rapidement à partir de 1909, commencent à diminuer à partir de 1915 et se retrouvent en 1918, à peu près au même niveau qu'en 1905, l'année où Gouin arrive au pouvoir! Les dépenses du ministère sont aussi affectées en 1915, 1916 et 1917 mais remontent à leur niveau d'avant-guerre en 1918. (Les tableaux 18 et 19 présentent ces variations pour les années 1891 à 1918.) Durant cette période toutefois, la compression des dépenses, n'affecte pas la protection des forêts dont le budget plafonne à \$40 000 par année tandis que les sommes consacrées au reboisement augmentent à \$6,500 par année, comme l'indique le tableau 16.

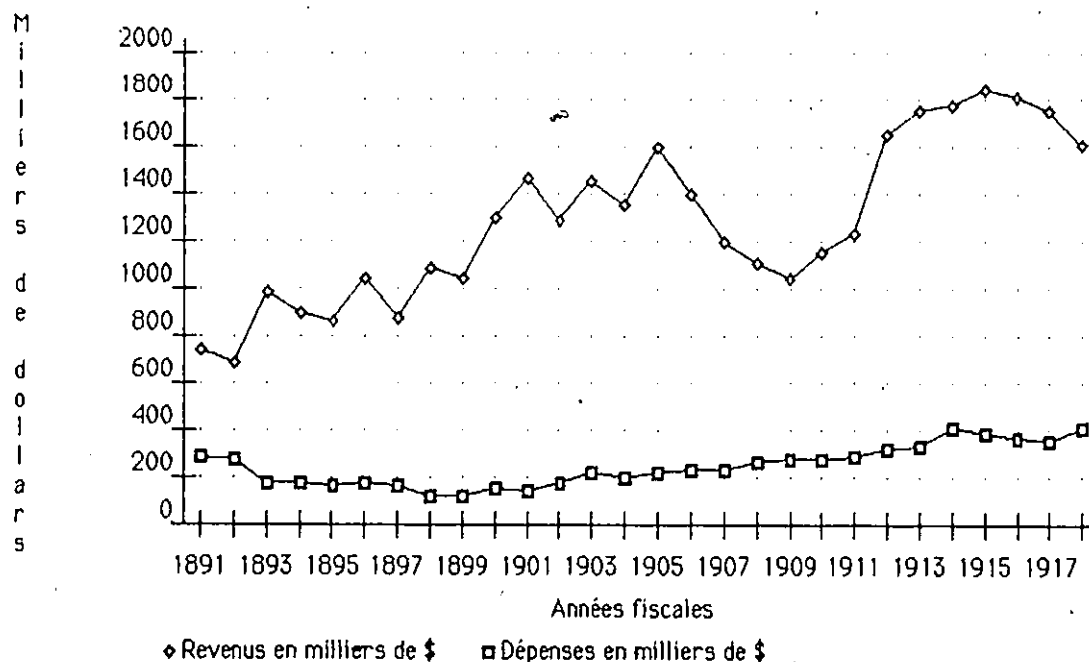
La période 1891-1918 est donc fertile en propositions et en actions positives pour l'État québécois. De 1891 à 1905, on double les revenus grâce à l'explosion de la demande pour les pâtes et papiers, mais on limite grandement les dépenses. Durant la période 1905-1918, les revenus du département varient beaucoup mais se retrouvent en fin de période au même niveau qu'en 1905, principalement à cause des effets négatifs qu'entraîne la première guerre mondiale dans le domaine forestier. Cependant, le gouvernement Gouin met en place un appareil administratif mieux adapté aux nouveaux besoins et augmente régulièrement les dépenses. On peut porter à son crédit les premiers efforts de protection de la forêt à l'échelle de la province. Certes, les dépenses qu'on accorde à la conservation ne sont pas encore bien élevées si on les compare à l'ensemble des dépenses du ministère ou même aux dépenses d'arpentage, mais leur augmentation présage de grands changements durant les années 1920.

TABEAU 16
Dépenses du M.T.F. pour l'arpentage, la protection
des forêts et le reboisement, 1900-1918 (milliers de \$)

Année	Arpentage	Protection incendies et gardes-forestier	Pépinières et reboisement
1900	-	-	-
1901	-	40	0
1902	25	38	0
1903	55	39	0
1904	45	38	0
1905	40	35	0
1906	42	40	0
1907	55	42	0
1908	100	44	7
1909	100	37	2.5
1910	100	38	2.5
1911	85	40	2.5
1912	120	18	3
1913	110	24	3
1914	130	32	3.5
1915	140	39	5
1916	110	40	4.5
1917	110	40	5
1918	140	40	6.5

Source: Rapports annuels, ministère des Terres et forêts: 1900-1918.

TABEAU 17
Dépenses et revenus du M.T.F., 1891-1918



Source: Rapports annuels, ministère des Terres et forêts; 1891-1918

c) 1919-1929: «protégeons ce qui nous reste»

A partir de 1919, le Service forestier a enfin les mains libres pour entreprendre l'oeuvre de protection des forêts si chère à Clodimir Piché. Les hostilités ont pris fin en Europe, les sections du département sont en place et bien rodées, et ses principaux administrateurs comptent maintenant une dizaine d'années d'expérience. D'autre part, bien que l'intérêt du grand public pour la conservation ait diminué, celui des spécialistes (l'Association forestière canadienne, les ingénieurs forestiers et les entomologues) prend de plus en plus d'ampleur et ne manque pas d'affecter l'opinion des politiciens. D'autant plus que le discours des ingénieurs jouit de l'appui de l'industrie forestière qui veut voir l'État partager le fardeau de la protection des forêts et s'impliquer activement dans la lutte à la fois contre les incendies et les épidémies d'insectes. Car on commence à s'inquiéter sérieusement des réserves de bois de pâte disponibles. Pour ce qui est du reboisement, les discours et travaux d'Elwood Wilson à la Laurentide forcent l'État à se lancer, lui-aussi, dans de nouvelles entreprises de reboisement pour ne pas perdre la face aux yeux du public.

Le gouvernement Taschereau, qui succède à celui de Gouin en 1920, semble d'ailleurs plus enclin à coopérer avec l'industrie pour la conservation des forêts, comme en témoignent les énoncés du premier-ministre. En 1920 par exemple, devant les membres de l'Association forestière réunis à Québec, il déclare au sujet du reboisement des terres publiques exploitées par les entreprises papetières: «Le reboisement doit être entrepris immédiatement et encouragé avec énergie» En faisant référence aux 4,5 millions d'acres de terres de la couronnes affermées, il déclare « Nous ne pouvons nous faire d'illusions, nos forêts ne sont pas inépuisables» (33)

En juillet 1923, il accepte d'écrire un article dans le Illustrated Forest and Outdoors sur les objectifs de la politique forestière au Québec, un des rares articles a y être publié en français. Il y présente un plaidoyer pour la conservation des ressources forestières, défend la méthode de contrôle des coupes du diamètre limite et tente de démontrer que le gouvernement fait le maximum en son pouvoir afin d'assurer une conservation adéquate des forêts de la province. A leur sujet il déclare: «L'utilisation de ces ressources profite à tout le pays. Une imprévoyante exploitation peut en amener l'appauvrissement. Et elles doivent non seulement servir aux générations présentes mais être conservées pour les générations futures [...] Elles sont l'âme même de multiples fabriques. C'est d'elles que proviennent la vitalité et la puissance des ressources hydroélectriques si essentielles à l'activité d'une grande variété d'industries.» (34)

Durant les années 1920, l'industrie papetière, qui fait face à une crise de surproduction et de profits chancelants, encourage publiquement l'État à s'attaquer au problème. En 1921 par exemple, alors que l'on parle d'une pénurie de bois prochaine aux États-Unis, l'industrie veut pousser le gouvernement à collaborer pour produire plus de matière première. Edward Beck, le président de l'Association canadienne des pâtes et papiers, déclare même: «La province pourrait très bien se permettre de mettre de côté au moins la moitié des revenus qu'elle tire des terres de la Couronne dans le but d'administrer la forêt de façon adéquate et de contribuer à son développement. De cette manière, elle bâtirait pour l'avenir [...]» (35)

Au début des années 1920, la protection des forêts au Québec reçoit donc de plus en plus d'attention. Entre 1919 et 1925 par exemple, on multiplie ces dépenses par 11 et les budgets passent de \$45,000 à \$517,000 par année. Le

nombre de gardes-forestiers s'accroît annuellement et l'équipement qu'on leur fournit leur permet enfin de faire un travail plus efficace. L'État autorise par exemple l'utilisation des hydravions pour inspecter les territoires, ce qui facilite grandement le travail des gardes-forestiers. Comme les méthodes européennes de gestion de la forêt semblent avoir beaucoup de succès, l'État décide en 1920 d'envoyer là-bas quatre étudiants de l'École forestière Laval. Ils passent 6 mois à faire des études avancées sur les pratiques forestières et l'utilisation des bois en France, en Belgique, en Suisse et en Allemagne. Un des hommes reste là après le premier six mois pour y apprendre les méthodes sylvicoles suédoises. On espère ainsi offrir à l'industrie de nouvelles méthodes de coupe et de sciage plus efficaces, et adapter aux conditions québécoises certaines pratiques sylvicoles, de photographie aérienne, de reboisement, de technologie du bois et de développement de nouveaux usages et de marchés pour les bois durs. (36)

En 1923, Piché est fier d'annoncer la formation prochaine d'une École des gardes-forestiers:

Du côté des gardes-forestiers, la fondation si ardemment souhaitée de l'École des Gardes nous assurera bientôt la solution d'un problème épineux, car nous aurons ainsi un personnel de choix, bien au courant, bien au fait du travail [...](37)

L'année suivante, on confie la responsabilité de la protection des forêts contre les incendies à une section nouvellement créée au sein du ministère, dirigée par Henri-F. Kieffer. Le ministère dépense \$815,000, une somme phénoménale pour l'époque, afin de faire démarrer les opérations.

Pour ce qui est du reboisement, Piché prévoit en 1919 que la demande pour les plants passera à plus de 5 millions par an et il fait des pressions

pour qu'on accroisse la taille de la pépinière de Berthierville et qu'on organise une grainerie ainsi qu'une salle de séchage. (38) L'année suivante, pour répondre aux demandes de Taschereau, il déclare dans son rapport: «Nous sommes convaincus que les travaux de reboisement vont prendre une grande activité, maintenant que le problème du feu est pour ainsi dire résolu.» (39) En 1922, Piché estime que la demande pour les plants a grimpé à 10 million de plants par année pour le reboisement et à 100,000 pour les routes provinciales. Mais comme les dépenses autorisées pour le reboisement ne sont que de \$13,000, les possibilités restent limitées. L'année suivante, le Service plante 5,000 arbres dans la région de Berthierville. Mais dans son rapport de 1923, le chef du Service forestier propose une solution intéressante au problème du reboisement des terres incultes qui ne sont pas la propriété de l'État :

Pour exécuter ce travail, le Gouvernement doit s'appuyer sur les municipalités qui, dans beaucoup de cas, ont de ces terrains sur les bras, vu que les taxes, n'étant pas payées et ne trouvant pas preneur lors de la mise aux enchères, la municipalité a dû les garder. Grâce à la loi de 1922, les municipalités peuvent, avec le consentement du Département, obtenir un titre parfait à ces terrains et s'en servir pour constituer le noyau d'une forêt communale ou urbaine. (40)

Grâce à cette disposition de la loi, Piché espère reboiser entre 2,000 et 5,000 acres par année...«et une fois le mouvement lancé, cette quantité pourrait être augmentée considérablement». (41) À partir de 1923, les efforts de reboisement entrepris par l'État s'accroissent régulièrement, comme l'indique le tableau 20 d'autant plus que la législature octroie une somme de \$100,000 par an à partir de 1925 au Service forestier pour le reboisement. Comme les municipalités ne semblent pas vouloir collaborer au reboisement des terres incultes, le Service forestier concentre ses efforts dans les 28 réserves cantonales. Grâce à ces fonds, il peut aussi augmenter le nombre de

plants en réserve dans les pépinières de l'État. Cependant, ces efforts n'atteindront jamais l'envergure de ceux des compagnies papetières.

Tableau 18
Nombre d'arbres plantés et vendus par le Ministère
des terres et forêts du Québec: 1914-1939 (nombres en milliers)

Année	Arbres plantés	Plants vendus
1914	0	80
1915	0	-
1916	3	400
1917	0	508
1918	0	-
1919	0	941
1920	0	-
1921	0	341
1922	0	580
1923	5	177
1924	10	78
1925	353	-
1926	946	1,004
1927	633	1,732
1928	184	-
1929	56	2,845
1930	-	3,697
1931	2,203	3,843
1932	2,560	2,398
1933	5,229	3,829
1934	3,724	3,629
1936	2,726	-
1937	1,953	1,718
1938	1,812	-

Source: Rapports annuels, ministère des Terres et forêts, 1914-1939

À la fin des années 1920, les activités de protection des forêts contre les incendies atteignent leur apogée. Les dépenses se stabilisent à environ \$500,000 par année et on compte environ 240 gardes-forestiers et assistants sur l'ensemble du territoire. Mais en 1929, selon Piché, les dégradations qu'occasionnent les incendies et les insectes causent des pertes financières encore trop importantes. C'est pourquoi il suggère, dans une façon de penser

qui s'apparente beaucoup à celui des ingénieurs-forestiers travaillant dans le secteur privé: «Il faut intensifier la protection contre les divers ennemis de la forêt tels que les incendies, les insectes, les champignons, etc. [...] Il importe de faire les recherches et les études nécessaires pour donner à chaque peuplement forestier le traitement requis, pour l'amener à produire le maximum de matière ligneuse possible [...]» (42) Cette attitude qui se développe durant les années 1920 est étroitement reliée à la diminution du territoire forestier prometteur qui peut être encore à concéder. On se rappelle que durant les années 1910, par exemple, l'Etat dépensait 3,5 fois plus pour l'arpentage que pour la protection des forêts. Durant les années 1920 cette tendance se renverse et les sommes consacrées à protéger le patrimoine qui reste deviennent nettement plus importantes que celles pour l'arpentage.

D'autre part, les années 1925 à 1927 amorcent le démarrage du reboisement: 1 932 000 d'arbres plantés par l'Etat et 2 700 000 de plants vendus. Le stock dans les pépinières passe à 15 millions de plants en 1927 et continue d'augmenter. On crée même des pépinières «volantes» sur les terrains avoisinant les réserves cantonales afin d'acclimater les jeunes plants aux conditions climatiques particulières de chaque région. En 1927 Piché se donne comme objectif de «...porter l'an prochain ce chiffre à trois millions avec l'espoir de planter, dans un avenir rapproché, au moins cinq millions d'arbres par année sur les terres de la Couronne.» (43) L'année suivante, le Service forestier tente même de reboiser les régions incultes en jetant des semences sur les terres encore enneigées au printemps. De telles expériences seront faites jusqu'en 1932, lorsqu'on s'apercevra que cette méthode n'apporte pas les résultats voulus.(44)

En ce qui concerne le reboisement, il ne fait pas de doute que les années 1925 à 1930 offrent les plus belles promesses et à partir de 1927, le Service forestier prend à sa charge de commanditer à chaque année les célébrations de la Fête des arbres dans la province, qui remplace la Fête de Mai, tombée en désuétude à la fin du XIXe siècle. Durant les premières semaines de mai on organise des parades dans les rues des villages, des plantations symboliques sur les terrains des hôtels de ville et des écoles, et des discours en plein-air des politiciens locaux et provinciaux sont à l'ordre du jour. On célèbre la Fête des arbres dans cinq villages en 1927, neuf en 1928, 16 en 1929 et 31 en 1930. «A chaque endroit, il fut prononcé différents discours en faveur du mouvement de la restauration de la forêt, de l'embellissement de nos routes et demeures, de la création de parcs dans nos villes et villages [...]» écrit Piché. (45) L'année suivante, on apprend que la «Croisade des Arbres» a produit des résultats inattendus:

Il y a eu en effet, plusieurs autres fêtes d'arbres organisées dans nos campagnes [...] Ce mouvement prend une ampleur qui nous fait entrevoir que la plantation d'arbres d'ornement dans nos villes et nos villages, dorénavant se poursuivra avec vigueur et surtout avec continuité. Cette fête devrait être pour nous l'une des plus importantes. Elle remplace celle du Mai de jadis, qui était tombée en désuétude et, avec raison, car à quoi servait de planter un arbre mort qu'il fallait remplacer à chaque printemps? lorsque nous demandons aujourd'hui à nos concitoyens de planter un arbre vivant dont ils pourront suivre le progrès, qui leur donnera de la beauté et de l'ombrage, et qui sera un témoignage vivant de leur civisme! (46)

C'est ainsi qu'à la fin des années 1920, le reboisement prend la forme d'un acte symbolique pour améliorer l'aspect esthétique des villages et villes du Québec

d) 1929-1939: les effets de la Crise sur les politiques forestières du Québec

La Crise des années 1930 aura un effet aussi bien sur les discours de l'État que sur ses pratiques en matière de conservation des forêts. Alors que les revenus passent de 7 millions en 1929 à moins de 3 millions en 1934, les dépenses, elles, sont réduites de moitié. Mais tout comme durant les années difficiles de la première guerre mondiale, ces compressions n'affectent pas les budgets de protection de la forêt et du reboisement. Tandis que les activités des gardes-forestiers traversent la Crise sans être véritablement affectées, les efforts du reboisement croissent rapidement. La Crise ayant stoppé complètement les activités de reboisement entreprises par le secteur privé, l'État devient le seul à reboiser au début des années 1930. Les quantités plantées par le Service forestier passent à plus de trois millions de plants par année grâce à l'aide de milliers de travailleurs en chômage organisés en équipes de reboisement par le gouvernement.

Les discours aussi changent significativement durant la Crise. Prenons par exemple celui d'Avila Bédard. Dès son retour de Yale en 1907, on sent que l'ingénieur-forestier aime la forêt et qu'il a sa conservation à coeur. Même durant les années 1920, alors que ses confrères vantent les mérites de la foresterie pour contrôler la nature selon les besoins de l'homme, les discours de Bédard continuent de présenter une vision quasi-écologiste de la forêt, comme en témoignent par exemple ces citations tirées d'articles sur l'importance de la forêt canadienne, publiés en 1922 dans le IFO:

La forêt est une grande inspiratrice et une oeuvre de beauté [...] (les forêts) En se repeuplant sans-cesse quand elles sont laissées à elles-mêmes, et en vivant, si l'on peut dire, de leurs morts, symbolisent la continuité de la vie sur la terre... La forêt est gardienne du gibier et du poisson [...] elle est capable de purifier l'air, d'assainir les eaux

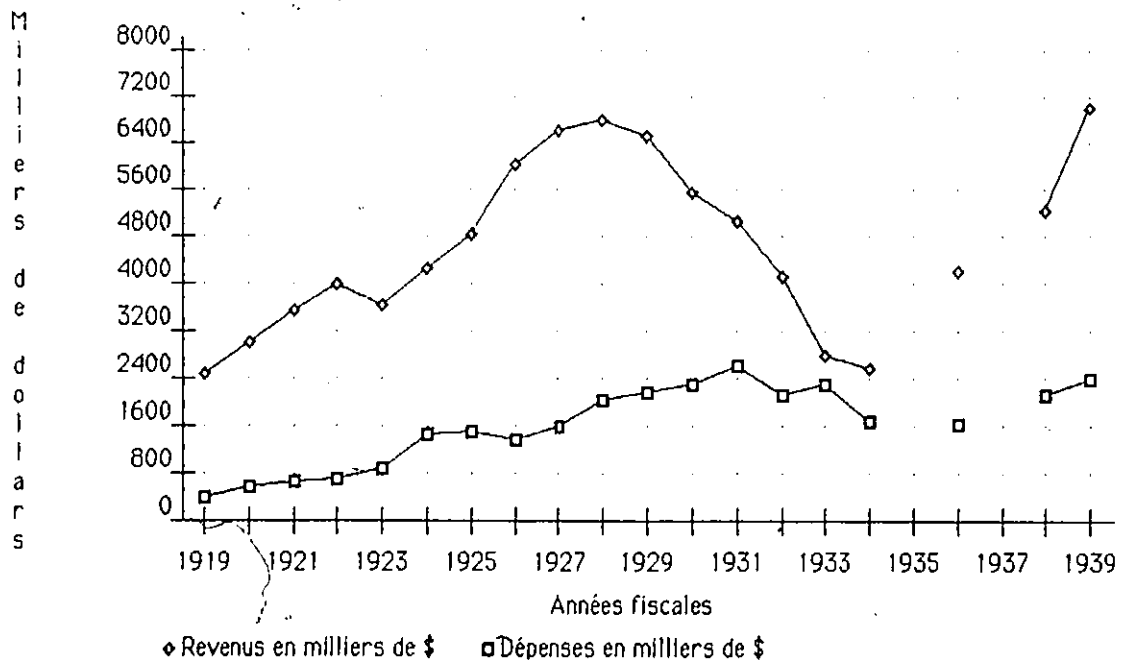
d'alimentation, de provoquer des précipitations atmosphériques et de les faire servir à l'agriculture et à l'industrie, de régulariser le régime des rivières à l'avantage du commerce, de l'agriculture et de l'industrie [...]
(47) Par la part très active qu'elle prend aux variations thermométriques, par l'obstacle qu'elle met à la poussée des vents, par l'influence qu'elle exerce sur la répartition des pluies, la forêt ne laisse (sic) pas de façonner, en quelque sorte, à sa guise, le climat avec lequel elle est en contact. (48)

En 1926, Bédard écrit même un article sur l'exode rural au Québec et attribue en partie au déboisement excessif des terres la pauvreté des cultivateurs québécois. Selon Bédard, la forêt détruite par les colons et les feux de forêts aurait pu être utilisée par l'industrie et créer de l'emploi saisonnier parmi les agriculteurs. Il conclut: «Si l'amour de la vie simple revient, et que la forêt devient l'objet de nos inquiétudes quotidiennes, l'exode rural cessera d'être un problème sérieux. »(49)

Lorsque la Crise frappe le Québec, le discours de Bédard sur la conservation est transfiguré. Alors que durant les années 1910 et le début des années 1920 par exemple, il défend la méthode de coupe du diamètre limite et le système sylvicole européen, on le retrouve en août 1930 pourfendant les défenseurs de cette approche de la conservation dans un article qui paraît dans le IFQ. Il affirme premièrement qu'aucune pratique sylvicole valable n'est pratiquée au Canada: «Il semble, que la grande masse des méthodes sylvicoles qui sont recommandées si ardemment dans les livres de théorie est inapplicable.» Ainsi, selon Bédard, les travaux nécessaires pour établir une pratique sylvicole similaire à ce qu'on retrouve en Europe nécessite une présence constante de personnel dans la région durant toute la rotation. Or, le manque d'infrastructures (routes, villages, main-d'oeuvre, etc. entourant les bois) va à l'encontre d'une telle pratique. La forêt québécoise est encore trop sauvage pour être domestiquée à l'europpéenne. Affirmant que les pratiques sylvicoles au Canada doivent s'adapter aux conditions canadiennes, Bédard

suggère que le système de coupe de diamètre limite doit laisser place aux coupes rases en rangées ou en triangles, suivies de feux contrôlés des branchages. Alors que durant les années 1910 il prêchait le reboisement, en 1930 il dit opter pour les coupes rases suivies d'une régénération naturelle. Évidemment, de telles pratiques forestières plus violentes ont leurs désavantages sur les écosystèmes que Bédard avait pris la peine de nous décrire durant les années précédentes. Mais il est maintenant convaincu que le succès de la sylviculture dans l'industrie forestière est inversement proportionnel aux sommes qu'on doit y investir. Il dit espérer que l'établissement de méthodes de coupes systématiques, suivies de pratiques sylvicoles élémentaires bien moins coûteuses que le reboisement, seront pratiquées par l'industrie (50)

TABLEAU 19
Revenus et dépenses du M.T.F., 1918-1939



Source: Rapports annuels, ministère des Terres et forêts, 1919-1939

TABLEAU 20
Dépenses du ministère des Terres et forêts
pour l'arpentage, la protection des forêts et le reboisement,
1919-1939 (en milliers de dollars)

Année	Arpentage	Protection incendies et gardes-forestier	Reboisement et pépinières
1919	135	45	7
1920	190	85	8
1921	220	100	10
1922	150	269	13
1923	272	250	12
1924	250	815	17
1925	500	517	30
1926	355	422	92.5
1927	400	430	78
1928	435	477	140
1929	445	531	170
1930	475	549	150
1931	450	628	145
1932	400	508	142
1933	355	880	104
1934	222	467	100
1935	-	-	-
1936	238	610	118
1937	-	-	-
1938	423	524	92
1939	299	845	122

Sources: Rapports annuels, ministère des Terres et forêts: 1919-1939.

NOTES. CHAPITRE 3

- 1) À Plusieurs reprises entre 1870 et 1939, le département qui s'occupe des forêts change de nom. Afin de faciliter la compréhension, nous utilisons le terme département des Terres et forêts pour la période 1870 à 1905. Après, nous utilisons le terme ministère des Terres et forêts pour désigner l'ensemble des départements qui le composent. Le service des Terres et forêts, par exemple, est un des départements du ministère.
- 2) Rapport du Commissaire des terres et forêts (RCTF). 1870: XIV.
- 3) Ibid., :143.
- 4) Ibid., 1871: X-XI.
- 5) Ibid., 1873, : XIV-XV.
- 6) Ibid., p. XV.
- 7) À propos des chiffres des revenus du MTF que nous présentons dans ce chapitre, il est bon de noter que ce sont des totaux qui incluent aussi les revenus provenant d'autres sources comme les permis de chasse, les biens des Jésuites, les mines, etc. Cependant, ces autres revenus ne dépassent jamais 10% du total et restent à peu près constants durant toute la période que nous étudions. Pour ce qui est des dépenses, environ 15% sont consacrés à des activités qui ne sont pas reliées aux bois et forêts. Ces activités comprennent entre autres les frais de gardes-chasse et certains frais de cadastre pour la colonisation. Encore une fois, ces dépenses sont relativement stables. Lorsque le Ministère sera libéré des mines, de la chasse et de la pêche, puis de la colonisation, au début des années 1900, ces pourcentages vont diminuer jusqu'à zéro
- 8) Ibid., 1881: VII.
- 9) Ibid., 1881: VI.
- 10) Ibid., 1881: VI.
- 11) Ibid., 1882: VI.
- 12) Ibid., 1883, : VII, VIII.
- 13) Ibid.
- 14) Ibid., 1890: 104.
- 15) Ibid.
- 16) Ibid.
- 17) Ibid., : 105-106.
- 18) Ibid., 1893: viii.
- 19) En 1909, le libéral Clodimir Piché est nommé chef du nouveau Service forestier, un poste qu'il occupera jusqu'en 1937. Il cumule aussi les postes de directeur de l'École forestière Laval de 1910 à 1919, inspecteur de l'enseignement forestier de 1923 à 1937 et membre de la Commission des produits forestiers de 1932 à 1936. Bédard pour sa part est un conservateur. On le nomme chef-adjoint du Service forestier en 1909. À

partir de 1910, il enseigne aussi à l'École forestière Laval, cela jusqu'à sa nomination comme directeur 1918. Durant les années 1920, il rédige aussi des dizaines d'articles pour l'Association forestière canadienne, est membre du bureau de rédaction du Canada-français et est rédacteur en chef de «La vie forestière et rurale», «L'ami de la forêt», puis de «la forêt et la ferme». Lorsque Maurice Duplessis prend le pouvoir en 1936, Piché prend sa retraite et Bédard est nommé sous-ministre, un poste qu'il occupera jusque durant les années 1950.

- 20) Fernow allait devenir deux ans plus tard le premier directeur de la nouvelle faculté de foresterie à l'Université de Toronto.
- 21) Ce bulletin est la transcription d'un discours que Langelier fait lors de la Conférence annuelle de l'AFC en 1905.
- 22) Carl Berger, God, Science and Nature in Victorian Canada: 77-78.
- 23) AFC, rapport annuel 1906-07: 10-11.
- 24) Berger, op. cit., : 77-78.
- 25) AFC, Rapport annuel 1906-1907: 10-11.
- 26) RMTE, 1906: x-xi.
- 27) Voir les lettres de Piché et Bédard dans RMTE, 1906: 61, 66-69.
- 28) Ibid., 1907: xiii-xv, 69-73 et 1908 pp. 55-58.
- 29) RMTE, 1909-p. 66.
- 30) AFC, Rapport annuel, 1911: 10-17.
- 31) RMTE, 1917: 37.
- 32) Ibid., 1917: 23.
- 33) Illustrated Forest and Outdoors, août- septembre 1920: 387.
- 34) Ibid., juillet 1923: 437-38.
- 35) Ibid., novembre 1921: 494-495.
- 36) Ibid., décembre 1920: 597.
- 37) RMTE, 1923: 17.
- 38) Ibid. : 29.
- 39) Ibid., 1920: 25.
- 40) Ibid., 1923: 29.
- 41) Ibid.
- 42) Ibid., 1929: 19-20.
- 43) Ibid., 1927: 30-31.
- 44) Ibid., 1928: 43-48, 1929: 48, 1930: 42, 1931: 52-55, 1932: 47-51.
- 45) Ibid., 1927: 31-32.
- 46) Ibid., 1928: 42.
- 47) IFO, juillet 1922: 893-894, 915.
- 48) Ibid., août. 1922: 952.
- 49) Ibid., décembre 1926: 680.
- 50) Ibid., août 1930: 472-473-475.

CONCLUSION

Contrairement à certains mythes populaires, les québécois n'ont pas découvert l'écologie durant les années 1960. Selon les informations présentées dans le cadre de cette recherche, ils ont en effet manifesté des inquiétudes quant aux conséquences du «progrès» sur le milieu naturel, dès le tournant du XXe siècle. Et la grande diversité des intervenants qui ont publiquement discuté de la disparition du patrimoine naturel suggère que c'était un mouvement d'envergure. Durant les années 1900, ces idées ont même fait la première page des grands journaux.

Bien plus, les prises de position d'individus comme Henri Gustave Joly de Lotbinière, le Chanoine Provancher du Naturaliste canadien, James Lockhead de la Quebec Society for the protection of Plants, Avila Bédard du Ministère des terres et forêts, Eugène Rouillard de la Société de géographie de Québec et Achille Bergevin de l'Association québécoise pour la protection du gibier et du poisson, confirment que des gens éduqués de l'époque étaient conscients de la complexité et de la fragilité de l'écosystème. Ils savaient que la forêt, qui fait partie intégrante de la chaîne de la vie, est la gardienne indispensable du sol, de l'humus, des cours d'eau et des lacs, et le domaine privilégié de la flore et la faune. Ils comprenaient que la survie de l'homme dépend de l'existence d'immenses étendues de forêt sauvage et diversifiée

Mais la société québécoise de l'époque faisait face à une série de problèmes aigus qui allaient jouer contre la protection de l'environnement naturel. Car à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle, le Québec pré-industriel avait à peu près atteint les limites de son développement; tous

les territoires agricoles de la plaine du Saint-Laurent étaient occupés. Or, la croissance démographique continuait sur sa lancée, forçant des milliers de familles à s'expatrier ailleurs: en Nouvelle-Angleterre, en Ontario et dans les villes de la province. Et c'est dans ces dernières que s'est opéré la «révolution industrielle» et où l'on a accueilli le plus grand nombre de familles, si bien qu'à partir des années 1910, on retrouvait désormais plus de québécois en ville qu'en campagne. On sait que dans une société urbanisée, l'amélioration des conditions de vie des habitants et des élites passe inévitablement par la croissance de ses industries, sources d'emplois. Au Québec, bien des industries prometteuses étaient basées sur l'exploitation intensive des ressources naturelles telles le bois d'oeuvre, les pâtes et papiers, les mines et l'hydro-électricité.

Dans le cas qui nous intéresse, il est clair que les preneurs de décision faisaient face à un sérieux dilemme, car il leur était demandé de protéger le patrimoine forestier tout en maximisant la croissance de l'industrie des pâtes et papiers. Parmi les solutions proposées pour solutionner ce casse-tête, ils ont choisi celle offerte par des spécialistes (les ingénieurs forestiers et les entomologues) qui déclaraient être capables de faire repousser la forêt après la coupe. C'est pourquoi ces derniers ont été graduellement insérés au sein des entreprises et de l'État à partir des années 1910.

Mais les spécialistes se sont heurtés à deux problèmes qui ne sont toujours pas solutionnés aujourd'hui. Le premier, politique, est relié aux ambiguïtés de la propriété du territoire public. On a vu dans le chapitre 2 qu'une majorité d'ingénieurs forestiers ont dit préférer la régénération naturelle sur les territoires exploités, tandis qu'un petit groupe a opté pour le reboisement intensif près des usines. Mais aucune de ces solutions n'a pu être

appliquée adéquatement parce que l'État a refusé d'étendre la durée des droits de coupe et ainsi permettre à l'industrie de bénéficier d'éventuels investissements sur les territoires affermés. Par ailleurs, l'État n'a pas non plus jugé nécessaire d'investir de sommes importantes dans la sylviculture, préférant plutôt protéger les forêts publiques contre ses "ennemis naturels", le feu et les insectes. Sans mandat clair et sans budgets adéquats, les ingénieurs forestiers se sont donc retrouvés avec bien peu de moyens pour accomplir leur mission. Seul Elwood Wilson, de la Laurentide Pulp and Paper, a pu convaincre ses dirigeants d'acheter des territoires agricoles désaffectés près de l'usine de Grand-Mère et d'y planter près de 20 millions d'arbres entre 1909 et 1929, mais son entreprise fut abandonnée après la Crise de 1929. Il faudra attendre les années 1970 avant de revoir se pratiquer le reboisement sur une échelle comparable.

Le deuxième problème, beaucoup plus large, semble être relié à la structuration de notre système économique. Car même dans les meilleures conditions, la science du génie forestier n'a pas été en mesure de promouvoir à la fois la croissance d'une industrie axée sur l'exploitation intensive de la forêt et la conservation des oeokoumènes. Il faut dire que cette situation n'est pas unique à la foresterie mais se retrouve, à divers degrés, dans toutes les industries primaires.

Cette problématique des rapports entre l'économie du monde industrialisé et l'environnement naturel a été étudiée par la Commission Bruntland. Il est intéressant de noter que les conclusions du rapport qu'a produit la Commission en 1987 sur le «développement soutenable» ressemblent beaucoup au voeu des conservationnistes du tournant du siècle: qu'il est possible de favoriser la croissance des industries primaires telles

qu'on les connaît, tout en conservant l'environnement pour les générations futures. (1) Malheureusement, les résultats des expériences des années 1900-1930 en foresterie me portent à croire que ces deux objectifs sont loin d'être compatibles. L'exemple de l'industrie des pâtes et papiers illustre très bien ce point.

Une industrie primaire comme celle des pâtes et papiers ne peut opérer sans de grandes quantités de bois de pâte, c'est évident. Mais la ressource doit aussi être concentrée sur un territoire restreint. Une forêt où on ne retrouve que 20% de conifères n'est pas considérée commercialisable. La matière ligneuse doit être extraite de façon intensive (en coupes rases) afin de réduire les coûts d'exploitation au strict minimum. Après le passage des bûcherons, les ingénieurs forestiers sont alors supposés de travailler le terrain pour assurer une régénération adéquate du territoire dévasté. Or, les oekoumènes touchés par une coupe intensive sont, du jour au lendemain, privés d'une quantité phénoménale de matières biologiques et d'eau que sont les arbres. On leur demande de repartir à zéro. C'est pourquoi les tentatives de régénération naturelle sont si infructueuses: les oekoumènes soumis à la coupe rase ont été privés des matières organiques et des minéraux nécessaires pour que le sol puisse accueillir une nouvelle génération de nouveaux conifères. A l'occasion toutefois, les matières restantes sont propices à la pousse d'essences d'arbres feuillus.

Si l'on veut revoir des conifères pousser sur les territoires soumis aux coupes rases, il faut ou bien attendre des centaines d'années pour que le roc se désagrège et rende disponible les éléments nécessaires aux conifères, ou bien redonner artificiellement à la terre tous les éléments contenus dans le bois extrait. On peut facilement imaginer les coûts d'une telle opération

d'analyse des sols et de fertilisation sur tous les territoires exploités par l'industrie.

Il serait toutefois possible de couper sur chaque territoire un nombre déterminé d'arbres dont l'extraction ne poserait aucun dommage à l'oekoumène. Mais comment déterminer ce seuil, réduire le risque de dommages au minimum et assurer la viabilité des entreprises? On sait que chaque écosystème est unique. Chacun a des particularités et des limites qui lui sont propres. Or, à ce jour, la science a été incapable de déterminer le seuil d'exploitation au delà duquel l'extraction d'un élément aurait des effets sensibles. Cependant, on sait que durant les années 1900-1930, la régénération des forêts soumises à des coupes sélectives (lorsque le système du diamètre limite était appliqué) a été très décevante.(2) Or, on y coupait de trois à dix fois moins d'arbres à l'acre que sous le système des coupes rases. Il semble donc que la limite de coupe se situerait en deçà des limites imposées par l'État durant le premier tiers du siècle. L'industrie pourrait-elle survivre aujourd'hui avec de telles restrictions?

Il semble donc que la seule solution viable pour l'industrie des pâtes et papiers reste celle du reboisement, puis de la coupe près des usines; le contrôle scientifique et la régénération de l'ensemble des territoires forestiers de la province restant une utopie. Mais pour ce faire, il faut évidemment régler tout d'abord le problème politique des limites de temps aux droits de coupe mieux contrôler les superficies soumises au reboisement et réduire les coûts de telles opérations. C'est sans aucun doute un véritable défi.

Cet exemple des problèmes écologiques causés par l'extraction intensive

de ressources dans un milieu n'est pas unique au cas des pâtes et papiers en Amérique du Nord. Il témoigne, comme je l'ai mentionné plus haut, des problèmes structurels qui accompagnent la production de biens dans un système industriel. Les effets catastrophiques des coupes rases dans les forêts humides sur les oekoumènes de l'Amérique du Sud par exemple, et leurs répercussions sur le climat et la production de l'oxygène dans le monde commencent à être mieux connus. Mais il n'est toujours pas question d'y limiter la coupe afin de conserver le milieu naturel.

On sait aussi très bien que les sols sur lesquels on pratique une agriculture intensive ont besoin de quantités croissantes d'engrais chimiques pour produire une récolte adéquate; or, il est aussi bien connu que ces sols supportent mal ce traitement et tendent à se détériorer rapidement. Pourtant, les sols traités biologiquement, assolés et utilisés moins intensivement semblent se porter beaucoup mieux, mais ils produisent moins. (3) En ce qui concerne la faune, de nombreux exemples existent pour illustrer les effets néfastes d'une extraction intensive d'une espèce sur le reste de l'oekoumène. Le cas de l'exportation massive de grenouilles des Indes et du Bengladesh vers les cuisines de l'Occident provoque de profonds déséquilibres écologiques, qui affectent aussi les activités humaines de ces régions.

Il est un vieux dicton qui dit «rien ne se perd, rien ne se crée.» S'appliquerait-il aussi à nos écosystèmes? Est-il possible que l'extraction intensive d'une ressource particulière dans un milieu donné ne puisse engendrer qu'un profond déséquilibre? Notre système de production peut-il être modifié pour que l'extraction des ressources se fasse sans altérer les oekoumènes? Comment la science pourrait-elle nous aider à mieux cerner les limites que notre milieu pourrait supporter sans dommages irréversibles?

La conservation de l'environnement ne serait-elle possible que dans le cadre d'un système «fermé» d'auto-consommation où les substances tirées des milieux seraient utilisées sur place, et par conséquent réinsérées dans la chaîne de la vie? De telles questions, il me semble, méritent l'attention des chercheurs et du grand public dans les années à venir; elles nous concernent tous.

Notes

- 1) Our Common Future: The World Commission on Environment and Development. pp. 147-167, 206-234, 348-351.
- 2) voir chapitre 2, pp. 101-104.
- 3) voir par exemple l'article de Stuart Hill, «Redesigning the Food System for Sustainability» Alternatives vol. 12 no. 3, printemps 1985, pp. 32-36.

Rappel historiographique sur les rapports humains-forêt au Québec

Rares sont les historiens qui se sont intéressés à l'évolution des rapports entre l'humain et son environnement naturel au Canada. En ce qui concerne la forêt, à part les travaux de A.R.M. Lower et de Normand Séguin on n'en compte pas beaucoup qui tiennent compte de la forêt comme un facteur primordial dans leur interprétation de l'histoire de la province de Québec. Ce sont donc les ouvrages de ces deux auteurs qui font tout d'abord l'objet de notre analyse. Nous discuterons de travaux plus spécialisés qui portent soit sur certains aspects de l'histoire de l'industrie forestière ou de l'exploitation des forêts publiques et allons résumer enfin les grandes lignes de deux travaux sur certains aspects du mouvement de la conservation de la forêt canadienne du XXe siècle.

a) A.R.M. Lower et l'approche des "Staples"

A.R.M. Lower (1889-1984) a été le premier historien à s'intéresser de façon systématique à la forêt et à son rôle dans le développement de la nation canadienne. Son évaluation de l'importance de la forêt dans l'histoire a cependant évolué assez considérablement au cours des ans si on compare son interprétation des années 1930 à celle des années 1970. Ces deux moments dans l'oeuvre de l'auteur ont été entrecoupés d'études et de publications plus générales sur l'histoire du Canada, ce qui a fait évoluer son interprétation. On pourrait qualifier la première interprétation de Lower comme une variante de

l'approche des "staples" et la deuxième interprétation comme une variante de l'approche métropolitaine.

Durant les années 1925-1938, Lower a publié au moins trois ouvrages ayant un rapport étroit avec la forêt québécoise: un article sur la forêt et la Nouvelle-France, publié en 1928, un ouvrage sur l'histoire du commerce du bois avec les États-Unis, publié en 1933, et un livre sur l'impact de la colonisation sur la forêt, publié en 1936.(1) Ces trois documents présentent l'interprétation de Lower du début de la colonisation jusqu'au milieu des années 1930. Les deux livres ont été rédigés en collaboration avec H. Innis, le premier historien canadien à présenter l'interprétation de l'histoire canadienne selon la théorie des "staples".

L'interprétation de Lower à cette époque peut se résumer ainsi. Durant le régime français, on retrouve à l'état endémique un commerce du bois: de l'exportation de planches et bardeau pour la France dès les années 1630 jusqu'à la construction navale en passant par la production artisanale de potasse et de charbon. Il s'est développé en Nouvelle-France des techniques d'exploitation du bois similaires à celles retrouvées en France à l'époque. La colonie avait donc les moyens de produire une gamme de matériaux d'une assez bonne qualité grâce à une main-d'oeuvre qualifiée, importée la plupart du temps de France. Mais les conditions politiques instables en Nouvelle-France ont handicapé son développement économique et le marché international du bois autorisé par la France n'était pas développé. Le staple principal a évidemment été la fourrure qu'abritait la forêt.

La conquête par les Britanniques contribue à une expansion des marchés du bois et on assiste à un accroissement de la production, lent de 1760

jusqu'au tournant du siècle, puis rapide après le blocus continental de 1807. Les produits de la forêt prennent alors une place prépondérante dans le commerce de la colonie et surpassent rapidement, grâce aux investissements britanniques, la fourrure comme "staple" principal, ce qui contribue au développement rapide et à la colonisation de plusieurs régions. Mais ces colonies sont aussi des lieux où des forces et des intérêts opposés luttent pour la prise de possession du territoire. On se souvient qu'Innis, dans son Beaver Trade of Canada, percevait une opposition féroce entre les colons et les marchands de fourrures durant le régime français parce que ces activités apparaissaient incompatibles.

Lower perçoit dans le développement du commerce du bois au XIXe siècle les germes d'une opposition entre les colons et les marchands de bois à partir du début du XIXe siècle: " Le conflit historique entre le besoin d'acquérir et de piller les trésors naturels d'un nouveau pays et le besoin tout aussi humain de posséder la terre et d'y bâtir de nouvelles sociétés." (2) Car afin de pratiquer l'agriculture, les colons coupent le bois sur les terres qu'ils s'approprient et s'en débarrassent en le brûlant, ce qui provoque bien souvent des feux de forêts et un gaspillage des ressources. Lower qualifie cette relation entre les marchands de bois et les colons de concurrentielle parce que contrairement aux marchands qui prisent les arbres pour leur valeur monétaire, les colons voulaient eux exploiter la terre pour ses possibilités agricoles mais pas nécessairement le bois dessus. Dans cette bataille pour les ressources, l'État joue le rôle "d'arbitre" entre les deux parties en administrant les concessions de terre, mais ne parvient pas à résoudre les conflits. Car en voulant satisfaire tout le monde, il concède doublement les terres de la couronne: à l'exploitant forestier, par le biais des concessions forestières, et au

colon, grâce au billet de concession. Mais comme le contrôle administratif de l'État dans ces vastes régions est à peu près inexistant, on voit bientôt s'établir, en plus des exploitations des marchands de bois, trois types de paysans sur les terres de la Couronne: 1) le colon individuel, qui défriche sa terre conformément aux dispositions de son contrat avec l'État 2) celui prenant une concession sans savoir s'il allait défricher la terre et 3) le squatter, qui n'a pas de droits légaux sur la terre qu'il envahit. (3)

Selon Lower, l'erreur de l'État dans cette bataille aura été de céder à des colons des terres inclues. Lorsque les terres sont de bonne qualité, l'auteur ne voit pas de problème à l'arrivée de colons mais sur les terres rocailleuses du bouclier Laurentien, il voit l'assaut des colons comme une aberration: "...là où la terre occupe un bon sol, [...] la meilleure chose à faire est de la déboiser rapidement et passer rapidement la charrue dans la terre. La forêt doit être maintenue là où le sol n'est pas arable et il serait plus sage de reboiser les endroits qui ont été dénudés pour un labour peu profitable. Une classification adéquate des sols est donc très désirable." (4) Nous verrons un peu plus loin dans ce travail que la vision de la nature de Lower à cette époque correspond très bien à celle de ses contemporains scientifiques impliqués dans le mouvement de la conservation des années 1920. Son interprétation sera toutefois mise à l'épreuve par Normand Séguin durant les années 1970 lorsque ce dernier prendra en considération les fortes pressions démographiques qui ont obligé les colons à s'établir sur tous les territoires qu'ils pouvaient trouver.

Dans l'approche de Lower les batailles pour l'appropriation des sols et des ressources sont donc au coeur des conflits entre différents groupes dans le développement de la colonie. Dans *The North American Assault on the Canadian Forest*, Lower étudie l'impact de la mainmise des ressources forestières canadiennes par les intérêts américains du milieu du XIXe siècle

jusqu'aux années 1930. Il explique le développement de toute une branche de l'industrie forestière canadienne comme le résultat des besoins d'une économie continentale lorsque les barrières tarifaires entre les États-Unis et le Canada étaient encore poreuses: "Les marchands de bois Américains ont coupé les forêts de l'État de New York, se sont déplacés et ont fait la même chose au sud de l'Ontario, puis ont déboisé le Michigan. En coupant leur chemin dans le Wisconsin, ils attaquèrent le Minnesota et lorsqu'ils ont terminé avec ses forêts, ils se déplacèrent au nord dans le nord-ouest de l'Ontario et de là jusqu'aux rives de la rivière Saskatchewan où même plus loin."⁽⁵⁾ Ce travail décrit en détail la croissance des exportations de bois d'oeuvre et de pâtes et papiers vers les États-Unis dans différentes régions du pays, de la deuxième moitié du XIXe siècle jusqu'aux années 1930. Lower y illustre l'importance du bois dans la colonisation de nouvelles régions, la croissance de l'économie canadienne et sa dépendance accrue sur les fluctuations du marché américain. On retrouve aussi dans cet ouvrage les germes d'une dimension d'affirmation nationaliste canadienne en réaction à l'influence américaine, qui sera développée plus tard dans d'autres publications de l'auteur. (6).

Après la publication de ce livre, Lower s'intéresse à d'autres sujets. "Je fus lancé dans une autre direction, l'histoire générale du Canada avec un intérêt sur la vie sociale du pays."⁽⁷⁾ Il ne revient à l'étude de la forêt que durant les années 1970. Cette longue période explique l'évolution de son approche.

Great-Britain's Woodyard se veut être une étude du développement du commerce du bois entre la Grande-Bretagne et le Canada durant la période 1763-1867. Contrairement aux ouvrages précédents, celui-ci est présenté

selon une interprétation métropolitaine transnationale de l'histoire du pays: "Mes notions sur le métropolitisme se sont développées graduellement du genre de recherche que ces pages représentent [...] Ce livre se veut être une étude de la façon dont les demandes métropolitaines provoquent la formation d'un commerce et une industrie et une description de ce commerce et de cette industrie." (8) Dans les pages de cet ouvrage, Lower affirme que dès le début du régime anglais jusqu'à l'époque de la Confédération, c'est la métropole britannique qui a été le moteur et le principal bénéficiaire de l'expansion phénoménale de l'industrie du bois. Par ailleurs, "l'opposition" entre les colons et les marchands de bois présentée dans ses ouvrages précédents prend une signification nouvelle, plus axée sur une confrontation nationale entre les Britanniques et les Canadiens. Loin d'être fondamentalement opposés à la croissance de l'industrie du bois, les colons en font maintenant partie intégrante en fournissant de la main-d'oeuvre à bon marché aux marchands et sous-contracteurs et en empochant des sommes d'argent importantes. Lower accepte donc ici l'hypothèse de certaines formes d'interdépendance entre les paysans et les commerçants qui sera reprise plus tard par Séguin.

Si l'interprétation des conflits entre différents groupes au Canada pour l'exploitation de la forêt évolue chez Lower, sa vision de la forêt, elle, reste pratiquement stationnaire durant plus de 40 ans: la forêt est strictement une ressource "naturelle génératrice de profits économiques, au service de l'homme qui se doit de l'exploiter car il ne la voit pas comme une ressource limitée " Personne ne pourrait étudier les industries forestières sans réfléchir sur les bontés de la nature. La forêt était là, demandant d'être utilisée [...] Tout un continent mis à la disposition de l'homme! " (9) "Durant les années 1800, personne ne pouvait penser de conservation des forêts. L'impénétrable forêt était l'ennemi." (10) Notons enfin que si le rôle écologique que joue la forêt est connu de Lower, il n'en fait pas mention dans ses ouvrages.

b) Normand Séguin et le système agro-forestier

Il est intéressant de noter que les conclusions de Lower sur les relations de dépendance entre le Canada et ses métropoles successives (la Grande-Bretagne puis les États-Unis) semblent avoir été un bon point de départ pour les recherches de Normand Séguin. Il a toutefois choisi de présenter la thèse métropolitaine d'après une perspective non pas transnationale, comme Lower, mais régionale, afin d'illustrer une dépendance économique des régions forestières périphériques du Québec face aux marchés de Montréal, Québec, puis Trois-Rivières. Mais comme le modèle métropolitain n'expliquait pas tout, Séguin s'est aussi inspiré d'un autre modèle d'interdépendance à l'intérieur des régions étudiées: le système agro-forestier, dans lequel la forêt est encore une fois perçue fondamentalement comme une ressource économique et dont la lutte pour la propriété et la gestion constitue la racine du problème du développement des régions.

C'est dans le livre La conquête du sol au XIXe siècle, publié en 1977, que Séguin présente ce concept pour la première fois. Selon Louise Déchéne, qui préface l'ouvrage de l'historien, c'est en voulant "comprendre les mécanismes qui marginalisent les régions et humilient les hommes " (11) que Séguin s'est penché sur le processus de la colonisation de la région de Lac Saint-Jean durant la deuxième moitié du XIXe siècle. Afin de schématiser ce qu'il a perçu comme les relations de dépendance qui tiennent une agriculture de subsistance à la remorque d'activités forestières (12), Séguin a emprunté et adapté de Robert D. Hirsch (13) le concept d'un système agro-forestier. L'intérêt dans ce concept, c'est qu'il met en évidence le fait qu'après le boom forestier des années 1810, le paysan était incapable de survivre par

ses propres moyens dans presque toutes les régions où s'est effectuée de la colonisation au Québec à cause des sols pauvres sur lesquels il était obligé de s'établir. Pour survivre, il était donc forcé de vendre sa force de travail à un employeur. À partir des années 1830, cet employeur a été de plus en plus américain.

Normand Séguin voit deux conditions essentielles à l'émergence et à la continuation d'un système agro-forestier: 1) l'absence ou la grande faiblesse d'intégration des activités agricoles aux circuits commerciaux, et 2) la forte subordination de celles-ci aux activités forestières.(14) Dans son étude sur les colons du Lac Saint-Jean par exemple, à partir du XIXe siècle, les habitants s'établissant sur des terres aux sols pauvres ne peuvent pratiquer qu'une agriculture de subsistance qui ne permet pas de surplus de production suffisants à la commercialisation, d'autant plus que ces habitants sont localisés trop loin des grands centres urbains comme Québec pour écouler ces surplus. C'est pourquoi de nombreux membres des familles de colons doivent vendre leur force de travail, afin de gagner des revenus leur permettant d'acheter ce qu'ils ont besoin pour vivre. C'est là le cercle vicieux qui accentue la dépendance, voire la subjugation des colons vis-à-vis l'industrie forestière et ses cycles qui dépendent de la conjoncture de la métropole. (15) Il s'en suit que les habitants de la région étudiée par Séguin sont pris dans un système dominé par les besoins de la métropole et ne peuvent que subir "le passage du développement au sous-développement" (16)

En 1984, Séguin et Robert Hardy ont présenté les résultats de leurs recherches sur la colonisation de la Mauricie. (17) Dans Forêt et société en Mauricie: la formation de la région de Trois-Rivières, 1830-1930, ils affirment que le modèle du système agro-forestier s'applique également au

développement de cette région, dont la métropole régionale est la ville de Trois-Rivières. Dans ce livre, on observe sous de nombreux angles les relations entre les habitants de la Mauricie et la forêt: l'appropriation de l'espace forestier, la régie de l'exploitation forestière, la transformation du couvert végétal, le travail en forêt et les différentes étapes que l'on retrouve dans la coupe ainsi que le monde rural et son impact sur la forêt.

Le modèle d'une économie agro-forestière a été critiqué par quelques historiens canadiens, en particulier Fernand Ouellet. Mais ce débat est hors de notre propos, puisque la critique porte surtout sur les interprétations divergentes concernant le rôle de l'agriculture dans la colonisation des nouvelles régions et de l'impact des pressions démographiques. (18) En ce qui concerne la vision de la forêt, les co-auteurs l'appuient sur les fondements suivants: la forêt a été un des principaux moteurs du développement des régions périphériques du Québec (19), ce sont les compagnies forestières qui profitent le plus de la conquête du sol au XIXe siècle, et dans l'exploitation forestière, bien peu de place est laissée à l'initiative de petits exploitants autonomes (20). Les critiques des auteurs sur l'exploitation des ressources sont toutefois plus précises que celles de Lower: l'homme et les fléaux qu'il a engendrés est le premier responsable de la destruction de grands territoires forestiers, de mutations dans le couvert forestier originel, de la disparition des forêts de pin et la rarification rapide de l'épinette blanche. (21) Hardy et Séguin ne critiquent pas ici la destruction de la forêt parce que cela constitue une attaque injustifiable contre un écosystème mais plutôt parce que cela représente un exemple de mauvaise gestion d'une ressource économique. Encore une fois ici, on ne parle pas du rôle écologique de la forêt et de l'impact de l'exploitation de certaines essences sur les populations faunique. Cette nuance très importante sera étudiée plus en détail dans le cours de ce travail.

La vision globale de la forêt que présentent Séguin et Hardy est donc remarquablement similaire à celle de Lower: 1) la forêt n'est perçue que comme une ressource qui a été exploitée lorsque les conditions économiques le permettaient, 2) le grand problème au sujet de cette exploitation est relié à l'appropriation du territoire par certains intérêts plutôt que d'autres.

c) Autres ouvrages portant sur des aspects des rapports humains-forêt

Nous ne résumerons ici que les principaux travaux d'histoire récents portant sur certains aspects des rapports humains-forêt au Québec. Pour ce qui est du régime français, notons l'ouvrage de Jacques Mathieu intitulé: La construction navale royale à Québec 1739-1759 dans lequel il établit la preuve qu'un marché important pour le bois dans la colonie s'est développé dès l'époque de l'intendant Talon. Entre 1696 et 1701 par exemple "on construisit une quarantaine de petits bateaux pour le compte du roi".(22) Par la suite, "l'initiative de particuliers permit le lancement d'une centaine de bâtiments de faible tonnage entre 1730 et 1740" (23) et de 1739 jusqu'à la conquête, on y construit au moins 16 grands navires de guerre et on dépense environ 600,000 livres pour le bois (24) ce qui fournit de bons revenus d'appoint pour les paysans-bûcherons et les équipes de flottage du bois qui travaillent sur une base saisonnière en équipes de 50 hommes.(25)

L'aspect économique des relations entre les Bas-canadiens et la forêt au tournant du XIXe siècle est bien illustré grâce au travail de Jean-Pierre Wallot et de Gilles Paquet qui ont publié une série d'articles sur le démarrage de l'économie coloniale et son insertion au marché atlantique à la suite du

boom forestier. On y tire des informations très intéressantes sur l'essor de ce commerce mais ici encore, la forêt n'est qu'une ressource économique. Les auteurs ne questionnent pas les conséquences écologiques possibles de cette appropriation accélérée par les marchands et les colons pour le pays. (26)

L'historien Alan Greer discute de l'importance de l'industrie du bois dans l'économie de la région du Richelieu au tournant du XIXe siècle mais plus particulièrement la région de Sorel dans: Peasant, Lord and Merchant: Rural Society in Three Quebec Parishes: 1740-1840. Il conclut que le rôle économique du commerce du bois durant la deuxième moitié du XVIIIe siècle a été négligé par les historiens.

Pour ce qui est des thèses récentes concernant l'importance du bois au sein de la paysannerie au Québec, notons celle de Jacques Saint-Pierre (L'aménagement de l'espace rural en Nouvelle-France, les seigneuries de la côte du sud), qui étudie le complexe sol-végétation-faune dans la structuration de l'espace rural, et celle de John Willis (Fraserville and its Temiscouata Hinterland, 1874-1914: Colonization and Urbanization in a peripheral region of the Province of Quebec), qui décrit la transition de la région du Témiscouata d'une économie basée sur une agriculture de subsistance et de pêche durant la première moitié du XIXe siècle, à une économie paysanne dominée par le secteur forestier. Par ailleurs, un rapport très détaillé de Sandra J. Gillis, publié par Parcs Canada et intitulé The Timber Trade in the Ottawa Valley, 1806-1854, donne un excellent compte-rendu de la naissance de l'exploitation commerciale des grandes forêts de pin blanc dans la vallée de l'Outaouais et sur son importance fondamentale dans le processus de colonisation sur la région.

L'étude du rôle de l'État dans le partage des ressources forestières par Guy Gaudreault (L'exploitation des forêts publiques au Québec, 1842-1905) constitue un apport méthodologique précieux à l'historiographie sur l'exploitation économique de la forêt québécoise. Dans ce livre, l'auteur décrit l'évolution des lois, règlements et politiques relatives à l'affermage des concessions forestières. Les statistiques sur l'évolution des récoltes de bois sur les terres de la Couronne sont révélatrices de l'accroissement des ponctions en bois durant la deuxième moitié du XIXe siècle.

Il est par ailleurs un ouvrage de Donald Mackay intitulé *Un patrimoine en péril* (Heritage Lost: The Crisis In Canada's Forests) de Publications Québec, et qui tente de faire le point sur quelques uns des problèmes reliés à la forêt québécoise. Dans ce livre, Mackay brosse à grands traits un tableau de l'essor de l'industrie forestière dans l'ensemble du Canada et consacre environ 80 pages à la période précédant la deuxième guerre mondiale. Mais bien que ce soit de la forêt dont il est question, c'est presque uniquement de foresterie et d'économie dont on parle. Les seules références à l'importance écologique de la forêt se retrouvent dans l'introduction mais font l'objet de quelques phrases générales.

Au sujet du mouvement de la conservation durant la période qui nous intéresse, les ouvrages généraux d'histoire du Canada en ignorent presque complètement l'existence. Le livre Canada 1896-1921: A Nation Transformed de Ramsay Cook et Robert C. Brown, publié dans la collection Canadian Centennial Series ne consacre que deux pages à la Commission de la conservation et à peu près rien au mouvement de la conservation en général au pays à cette époque. (27) Les exemples de ce genre abondent autant dans

les publications francophones qu'anglophones. Cependant, nous avons trouvé deux exceptions. Ce sont des livres récents qui apportent des informations extrêmement intéressantes sur l'évolution du mouvement et qu'il nous faut résumer brièvement ici. Il s'agit du livre de Janet Foster Working for Wildlife, et de Lost Initiatives, rédigé par Peter Gillis.

Working for Wildlife a été rédigé par Foster dans le cadre de ses études de doctorat. Dans ce livre sur les débuts d'une conscientisation vis à vis la disparition de la faune au Canada, l'auteure explique qu'au tournant du XXe siècle, quelques fonctionnaires du gouvernement fédéral ont reconnu l'importance de la préservation de la faune à l'état sauvage au Canada en raison de l'extinction rapide de nombreuses espèces. L'auteure attribue ce carnage aux phénomènes suivants: des frontières nationales encore mal délimitées, un mythe de la surabondance des ressources naturelles et fauniques dans le Dominion, une époque caractérisée par l'exploitation et le manque de connaissances sur la faune, le climat politique créé par la "National Policy", et les divisions du pouvoir entre les différents niveaux de gouvernement selon l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique. Tous ces facteurs ont causé des obstructions et des délais à des politiques de conservation de la faune à l'état sauvage au Canada. (28)

Toutefois, au début du siècle, des individus comme Howard Douglas, Superintendant à Banff, James Harkin, Commissaire des Parcs du Dominion et Gordon Hewitt, un entomologue, inspirés par les activités de préservation américaines, ont contribué à l'établissement et l'application de politiques et de lois visant à regrouper et à protéger de nombreuses espèces d'animaux et d'oiseaux en voie de disparition.

La population accueillit favorablement ces initiatives et en 1919, Arthur Meighen, ministre de l'Intérieur à l'époque pouvait déclarer à l'occasion d'une conférence nationale sur le gibier, les animaux à fourrure et autres animaux sauvages: "Nous venons de réaliser très tard l'importance de grandes vérités - que la conservation de notre gibier est un sujet aussi vital à notre attention que l'est la conservation de n'importe quelle autre ressource naturelle." (29) Foster affirme donc implicitement que la conservation de la faune, peu populaire à la fin du XIXe siècle, est devenue de plus en plus rentable politiquement jusqu'au tournant des années 1920, la période où s'arrête sa recherche.

Le deuxième livre que nous retenons sur le mouvement de la conservation s'intéresse à la forêt canadienne des années 1880 aux années 1960. Lost Initiatives de Peter Gillis présente toutefois des données qui indiquent qu'à partir du milieu des années 1920, le mouvement de la conservation en général perdit son acuité et fut relégué aux oubliettes, d'où sa quasi disparition après la Crise de 1929. Cette conclusion ressemble beaucoup à celle retrouvée dans Conservation and the Gospel of Efficiency, un ouvrage de Samuel P. Hayes publié durant le milieu des années 1960 et portant sur le mouvement de la conservation aux États-Unis. Gillis pour sa part, ne parvient toutefois pas à identifier précisément les causes du déclin de la popularité de la conservation. Bien qu'il soit très bien documenté, Lost Initiatives pose certains problèmes car l'auteur semble faire une association implicite entre les politiques et les lois établies et les actions concrètes qui doivent en découler. Si les lois deviennent plus sévères par exemple, Gillis considère que c'est un pas en avant. Gillis concentre toute son attention sur l'aspect législatif entourant le mouvement de la conservation mais néglige d'étudier l'effet des lois sur les pratiques et l'évolution des idées parmi la population en général.

Notes

1) Voir A.R.M. Lower. «The Forest in New France: A Sketch in Lumbering in Canada before the English Conquest». Canadian Historical Association Review, 1928 pp. 78 à 90, Settlement and the Forest Frontier in Eastern Canada, Canada Frontier of Settlement, Vol. 9, part 1. Toronto: McMillan, 1936, 166 p. et The North American Assault on the Canadian Forest, Toronto: Ryerson, 1938.

2) Revue de livre de Settlement and the Forest Frontier in Eastern Canada dans Queen's Quarterly, V. 44, 1937: 560-561.

3) Lower, op. cit. Settlement and the Forest Frontier: 296-297.

4) Queen's Quarterly, op. cit.: 561.

5) Lower, op. cit. The North American Assault: IX.

6) Voir par exemple «Two Ways of Life: The Primary Antithesis of Canadian History.» Canadian Historical Association Report, 1943: 14-28.

7) A.R.M. Lower Great Britain's Woodyard: British America and the Timber Trade 1763-1867, Montreal, 1973.

8) Ibid., : XIII.

9) Ibid., :X-XI.

10) Ibid., : 31.

11) Normand Séguin. La conquête du sol au XIXe siècle: 9.

12) Ibid., : 23.

13) Robert D. Hirsh. Les origines et la nature des déséquilibres régionaux du Québec: 10.

14) Séguin, op. cit.: 30.

15) Ibid., :20-51.

16) Ibid., conclusion.

17) René Hardy & Normand Séguin, Forêt et société en Mauricie: la formation de la région de Trois-Rivières, 1830-1930, Montréal: Éditions du Boréal Express et Musée national de l'homme, 1984.

18) Fernand Ouellet. «Revue du livre La conquête du sol au XIXe siècle» Histoire sociale, 1978: 439-447.

19) Hardy & Séguin, op. cit., :7.

20) Camil Girard. «Développement et régions périphériques au Québec.» Acadiensis, Hiver 1986.

21) Hardy & Séguin. op. cit.: 12-17, 79 - 87.

22) Jacques Mathieu. La construction navale royale à Québec: 1739-1759:

4.

23) Ibid., : 4.

24) Ibid., :48.

25) Ibid., :42-48.

26) voir: G. Paquet et J.P. Wallot «Aperçu sur le commerce international

et les prix domestiques dans le Bas-Canada (1793-1812), RHAF, 21, 1967-1968:447-473, «Le Bas-Canada au début du XIXe siècle: une hypothèse», RHAF, 25, 1, juin 1971: 39-61, et «The Agricultural Crisis in Lower Canada, 1802-1812: mise au point. A response to T.J.A. LeGoff», CHR, 56 1975: 133-161.

27) Ramsay Cook et Robert C. Brown. Canada 1896-1921: A Nation Transformed, 96-99.

28) Janet Foster, Working for Wildlife: The Beginning of Preservation in Canada:12.

29) Ibid.:3.

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires, rapports annuels et documents d'archives.

Annual Reports of the Canadian Forestry Association, 1900-1906

Archives nationales du Canada. Canadian Forestry Association MG 28 I 188, Minutes. Book, Vol. II 1928-1938: 30- 52-53,

Bulletins de la Société de géographie de Québec: 1880 à 1933

Canadian Forestry Journal Montreal, 1905-1920

Forestry Chronicle Toronto, Forestry Department. 1926-1952

Illustrated Forest and Outdoors Ottawa, 1920-1935

Le Naturaliste canadien 1868-1935

Rapports annuels du Commissaire des terres et forêt du Québec, 1870-1904

Rapports annuels du Ministre des terres et forêts du Québec: 1905-1939

Rod and Gun in Canada W.J. Taylor Publishing, Montreal. 1899-1935

Sources secondaires, livres

Bailès, Kendall E. *Environmental History: critical issues in comparative perspective* Lanham., MD: University Press of America. 1985, 697 p.

Barrett, William. *Death of the Soul: from Descartes to the Computer*. New York: Anchor Books, 1987.

Baxter, Thomas S.H. *The Digital Forest: The Fate of our Woods, Waters and Wildlife in the Computer Age* Wawa (Ont.) 1986. 300 pages.

Bédard, Avila. *L'arbre et la forêt* Paris: Les éditions SPES, 1930. 142 pages.

- Belinger, Jeffrey M. *An Historical Analysis of the Goals, Means and Processes of Forest Policy Formation in Canada: Determinants for and against a national forest policy*. M.A. Thesis, Carleton University, 1986, 186 pages.
- Berger, Carl. *Science, God and Nature in Victorian Canada* Toronto: University of Toronto Press, 1982, 91 pages.
- Bergren, Myrtle. *Tough Timber*. Vancouver: Elgin. 1979.
- Berman, Morris. *The Reenchantment of the World* London: Cornell University Press, 1981.
- Booth, J.D.. *Changing Forest Utilization Patterns in the Eastern Townships in Quebec, 1800 to 1930*. Montréal: Université McGill, thèse de PhD., 1971, 335p.
- Calvin, D.D. *A Saga of the St.-Lawrence: Timber and Shipping Through Three Generations*. Toronto: Ryerson Press, 1945. 176 p.
- Charland, Jean Pierre & St-Pierre, Jacques. *Technologies nouvelles, travail et travailleurs: 1. Les pâtes et papiers, 1880-1986*. Manuscrit sous presse. 1987.
- Cook, Ramsay & Brown, Robert Craig. *Canada 1896-1921*. Toronto: Centennial Series.
- Cowan, Allan Wood. *The Canadian White Pine Trade with the United Kingdom, 1867-1914*. M.A. Thesis, Ottawa: Carleton University. 139p.
- Cox, Thomas & al. *This Well Wooded Land: American and Their Forests from Colonial Times to the Present*. Lincoln and London: University of Nebraska Press, 1985. xvii + 325pp.
- Defenbaugh, J.E. *History of the Lumber Industry in America* Chicago: The American Lumberman, 1906, 2 volumes.
- Desbiens, Nicole. *Éléments pour l'analyse politique de la branche pâtes et papiers au Québec*. M.A. Thesis. Montréal: Université du Québec à Montréal. 1979, 121 p.

Dion, Alain. *L'industrie des pâtes et papier en Mauricie, 1887-1929*. M.A. Thèse. Trois-Rivières: Université du Québec, 1981. 205 p

Elliot, Robert & Gare, Arran, Editors. *Environmental Philosophy: A Collection of Readings*. University Park and London: The Pennsylvania State University Press, 1983, 303 pages.

En collaboration. *Ecologie forestière. La forêt: son climat, son sol, ses arbres, sa faune*. Paris: Gauthier-Villars. 1974. 383 pages.

Evernden, Lorne Leslie Neil. *The Natural Alien: Humankind and the Environment*. Toronto: U.of T. Press, 1985, 160 pages.

Flader, Susan L. *The Great-Lakes Forest: An Environmental and Social History*. Minneapolis: University of Minnesota in association with the Forest History Society Inc., Santa-Cruz, California, 1983, 355 pp.

Foster, Janet. *Working for Wildlife: the Beginnings of Preservation in Canada*. Toronto: University of Toronto Press, 1978, 283 pages.

* Four H Council of Canada. *Learn to do by doing: a History of 4H in Canada*. Ottawa: Four H Council of Canada, 1982 (OONL: S-535-C3-L43-1982)

Fox, Stephen. *The Paradox of Environmentalism*. (HC 79 E5 P37) (Carleton)

_____. *John Muir and his Legacy*. Toronto: Little Brown and Cie., 1981. 436 pages.

Fraser, Joshua. Shanty, *Forest and River Life in the Backwoods of Canada*. Montréal: J. Lovell & Son, 1883. 351 p.

Gagnon, J.D. *Les plantations de Grand-Mère: un modèle de reboisement pour l'avenir*. Québec: Centre de recherches forestières des Laurentides, 1976, 32 pages.

Gaudreau, Guy. *L'exploitation des forêts publiques au Québec, 1842-1905*. Québec. Institut québécois de recherche sur la culture, 1986. 126 p.

Gillis, R.P. *E.H. Bronson and Corporate Capitalism*. M.A. Thesis, Kingston: Queen's University, 1975.

- _____. *Lost Initiatives: Canada's Forest Industries, Forest Policy and Forest Conservation* Westport (Conn.): Greenwood Press, Inc., 1986.
- Gignac, Hélène. *Idéologies et pratiques écologiques: le cas québécois* Thèse de maîtrise Université du Québec à Montréal, 1985.
- Grey, Stephen. *Forest Policy and Administration in B.C. 1912-1928* M.A. Thesis, UBC, 1984.
- Guthrie, J.A.. *The Newsprint Paper Industry*. Cambridge: Harvard UP, 1941.
- Hardy, René & Séguin, Normand. *Forêt et Société en Mauricie: la formation de la région de Trois-Rivières, 1830-1930*. Montréal: éditions du Boréal Express et Musée national de l'homme, 1984.
- Hays, Samuel P. *Conservation and the Gospel of Efficiency: The Progressive Conservation Movement, 1890-1920*. Cambridge (Mass.) Harvard University Press, 1959, 298 pages.
- Hosie, R.C. . *Forest Regeneration in Ontario* Toronto: University of Toronto Press, 1953. 134 p.
- Innis, H.A., *Essays in Canadian Economic History*. Toronto. 1956.
- Laframboise, Yves & Claveau, Pierre. *L'exploitation forestière destinée au commerce du bois à Québec au XIXe siècle*. Ottawa: Parcs Canada, étude non-publiée, 1983, 443 p.
- Lambert, Richard S. & Pross, Paul. *Renewing Nature's Wealth* Toronto: Department of Land and Forests. 1967.
- Lebreton, philippe. *Eco-logique. initiation aux disciplines de l'environnement*. Paris: InterEditions. 1978. 239 pages.
- Lefebvre, André. *Marie-Victorin: prêtre éducateur*. Montréal: Gérin littérature, 1987.
- Lortie, Marcel. *Arbres, forêts et perturbations naturelles au Québec*. Québec: Presses de l'université Laval, 1979, 173 pages.

Lower, A.R.M. *Great Britain's Woodyard: British America and the Timber Trade 1763-1867*. Montréal, 1973.

_____. *Settlement and the Forest Frontier in Eastern Canada, Canada Frontier of Settlement*, vol. 9, part 1. Toronto: McMillan, 1936, 166 p.

_____. *The North American Assault on the Canadian Forest*. Toronto: Ryerson, 1938.

Mackay, Donald. *The Lumberjacks*. Toronto: MHR. 1978.

_____. *Un patrimoine en péril: la crise des forêts canadiennes*. Québec: Les publications Québec (traduction approuvée par le Ministère de l'énergie et des ressources du Québec) 1986. 303 pages.

Marsh, George Perkins. *Man and Nature. Or, Physical Geography as Modified by Human Action*. Cambridge (Mass.) Originally published in 1864. 1974, 472 pages.

Morton, Chester. *Dominion Land Policies*. Ottawa, Carleton Library, (1938) 1973.

Nelles, H.V. . *The Politics of Development: Forests, Mines and Hydro-Electric Power in Ontario 1849-1941*. Toronto: MAC, 1974.

Province de Québec. *Répertoire des parlementaires canadiens, 1867-1978*. Bibliothèque de la Législature, 1980.

Richardson, Arthur Herbert. *Conservation by the People: The History of the Conservation Movement in Ontario to 1970*. Toronto: UTP. 1974.

Robbins, William G. *American Forestry: A History of National, State, and Private Cooperation*. Lincoln and London: University of Nebraska Press, 1985, 344 pp.

Séguin, Normand. *La conquête du sol au XIXe siècle*. Montréal: éditions Boréal, 1978.

Taylor, W.G.. *Timber: History of the Forest Industry in B.C*. Vancouver: Douglas, 1975.

Thomas, Keith Vivian. *Man and the Natural World: A History of the Human Sensibility*. New York, Pantheon Books, 1985, 427 p.

Trigger, Bruce. *Natives and Newcomers: Canada's Heroic Age Reconsidered*. Montréal: McGill-Queens University Press. 1985, 430 p.

Waring, Richard H. & Schlesinger, William H. *Forest Ecosystems: Concepts and Management*. Toronto: Academic Press Inc. 1985. 341 pages.

Wessel, Thomas R. *4H, An American Idea, 1900-1980*. Washington: National 4H Council, 1982, LCCN 8208146111-83.

White, Aubrey, comp. *A History of Crown Timber Regulations*. Ontario: Department of Lands, Forest and Mines, 1889.

World Commission on Environment and Development. *Our Common Future*. New York: Oxford Press, 1987, 383 pages.

Worster, Donald. *Nature's Economy: A History of Ecological Ideas*. Cambridge: Cambridge University Press, 1985, p. 4.

Sources secondaires, articles

Andrée Corvol. «L'arbre et la nature (XVIIème-XXème siècle)», Histoire économie et société, mai 1987, pp. 67 à 82.

Michael Cross. «The Shiners' War: Social Violence in the Ottawa Valley in the 1830's.» CHR, 54, 1973, pp. 1-26

Louise Déchéne. «Les entreprises de William Price», Histoire sociale, Avril 1968, pp. 16-52.

Peter Gillis. «The Ottawa Lumber Barons and The Conservation Movement, 1880-1914.» JCS, 1974.

René Hardy & Normand Séguin. «Forêt et société rurale en Mauricie» Réseau, Vol. 14, No. 2 octobre 1983, pp. 13-17.

Clayton R. Koppes, «Efficiency, Equity, Esthetics: Towards A Reinterpretation of American Conservation.» Environmental Review vol. 11, No. 2, (Summer 1987): 127 à 146.

A.R.M. Lower. «The Forest in New France: A Sketch of Lumbering in Canada Before the English Conquest.» CHAR. 1928.

Jerry Lemboke. «The International Woodworkers of America and British Columbia, 1942-1956.» Labour. 1980.

Jorge Niosi. «La Laurentide (1887-1928): pionnière du papier journal au Canada.» RHAE. 1975.

Heinrich Rubner. «Greek Thought and Forest Science», Environmental Review, 9, 4 (Winter 1985), pp. 277-295.

Normand Séguin. «L'économie agro-forestière: genèse du développement au Saguenay au XIXe siècle.» RHAE, V.29, No. 4, Mars 1976.

Theodore L. Steinberg, «An Ecological Perspective on the Origins of Industrialization», Environmental Review, 10, 4, (Winter 1986), pp. 261-276.

«The Forest in Canadian Life: A Brief Historical Anthology» Forest History. Vol. 11, octobre 1967, pp. 14-27.

RESUME DE LA THESE

À la fin du XIXe siècle, l'Occident prend conscience que les activités humaines peuvent avoir un impact néfaste sur le milieu naturel. Alors que s'accélère l'urbanisation et le développement de nouvelles industries, beaucoup d'individus réalisent que les ressources naturelles ne sont pas illimitées et qu'elles ne peuvent se renouveler sans être protégées des abus des hommes.

Au début du XXe siècle, les Québécois parlent beaucoup de conservation de la forêt. Le développement rapide de l'industrie des pâtes et papiers, qui consomme d'énormes quantités de bois, fait peur à plus d'un défenseur du patrimoine, et inquiète les politiciens, les fonctionnaires et les marchands de bois. On s'interroge des effets du déboisement massif sur le climat, les rivières, la faune et la flore de la province et sur les moyens à prendre pour contrôler les effets néfastes entraînés par la coupe. Ceci provoque la naissance du mouvement de la conservation des forêts.

Durant la première décennie du XXe siècle, plusieurs solutions sont proposées par différentes organisations mais c'est celle des ingénieurs forestiers et les entomologues, ces nouveaux spécialistes de la foresterie, qui satisfait les besoins de l'État: contrôler le milieu naturel afin d'éliminer les insectes nuisibles aux essences commerciales, maîtriser les feux de forêts et intervenir dans les mécanismes de reproduction de la forêt après le passage des équipes de coupe, afin d'y favoriser une régénération «naturelle» d'essences commercialisables.

Durant les années 1920, l'État accepte de faire sa part pour protéger les

forêts qui restent mais refuse d'investir des sommes importantes pour assister les ingénieurs forestiers dans leur travail sur le terrain. Son inaction est telle que c'est le secteur privé qui reboise le plus au Québec. Durant les années 1920, Ellwood Wilson, de La Laurentide Paper Company, mène le bal en plantant plus de 3 millions d'arbres par année. Ce n'est qu'à la fin des années 1920 que l'État se décide à en planter une quantité comparable sur les territoires des réserves cantonales. Le reboisement intensif des territoires avoisinant les industries gagne donc en popularité tout au long des années 1920 et en fait une méthode sylvicole prometteuse mais la Crise de 1929 et la dépression qui la suit saperont complètement les initiatives de reboisement de l'industrie. Dans ces contextes, l'État ne poursuivra son programme que pour donner de l'emploi aux chômeurs de la ville.

Le premier chapitre résume la naissance du mouvement de la conservation aux États-Unis et les premières interrogations du grand public pour l'avenir du patrimoine forestier au Québec. Cela par le biais de trois publications: le Naturaliste canadien, les Bulletins de la Société de géographie de Québec et la revue de chasse et pêche Rod and Gun. Le deuxième chapitre illustre les solutions au problème de la conservation de la forêt proposées par les nouveaux spécialistes de la foresterie que sont les entomologues et les ingénieurs forestiers grâce aux rapports annuels de la «Quebec Society for the Protection of Plants», du Forestry Magazine puis du Illustrated Forest and Outdoors, des publications de l'Association forestière canadienne, qui comptait plus de 30,000 membres durant la fin des années 1920. Le troisième chapitre reprend les discours de l'État en matière de conservation des forêts, grâce aux informations tirées des Rapports annuels du ministère des Terres et forêts, qui a la responsabilité d'administrer les territoires forestiers publics. Cette recherche confirme que l'État a été un piètre garant du patrimoine.